

A MARSEILLE

Réquisitions de non-lien
pour le centre d'hébergement
d'Arc

LIRE PAGE 24

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,40 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,50 dir. ; Indonésie, 100 m. ;
Allemagne, 1 DM ; Autriche, 10 sch. ; Belgique,
12 fr. ; Canada, 5 c. ; Danemark, 2 kr. ;
Espagne, 25 pes. ; Grande-Bretagne, 20 p. ; Grèce,
18 dr. ; Iran, 45 rls ; Italie, 300 L. ; Liban, 125 p. ;
Luxembourg, 12 fr. ; Norvège, 2 kr. ; Pays-Bas,
1 fl. ; Portugal, 120 esc. ; Suède, 2 kr. ;
Suisse, 1 fr. ; U.S.A., 65 cts ; Yougoslavie, 10 d. din.
Tarif des abonnements page 5

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS - CEDEX 05
C.C.P. 4291-25 Paris
Tél. Paris 06 550572
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

M. Brejnev attendu à Belgrade

M. Brejnev commence, le 15 novembre, en Yougoslavie, un voyage dont la préparation a été laborieuse. On avait parlé de cette visite pour la fin de 1974 ou le début de 1975, puis pour octobre 1975 ou pour le premier semestre de 1976. Chaque fois, des événements imprévus l'ont retardé. Le plus récemment fut, en 1974, le démantèlement en Yougoslavie d'un réseau « kominformiste » (pro-soviétique), conduisant à la condamnation d'une trentaine de personnes. Ce fut pour la presse de Belgrade l'occasion de rappeler les épisodes de la guerre froide qui, de 1948 à 1955, opposèrent titistes et Soviétiques.

Il y eut ensuite les divergences au sujet de la conférence des partis communistes européens venue par M. Brejnev. Les Yougoslaves exposèrent publiquement leurs réserves et mirent des conditions à leur participation.

Les rapports entre les deux États se sont cependant développés à un rythme accéléré, surtout dans le domaine des échanges. Selon la Chambre économique de Belgrade, de 1971 à 1975, le commerce bilatéral a atteint le chiffre de 5,3 milliards de dollars, dont le montant prévu était de 3,7 milliards. L'U.R.S.S. vient en tête des partenaires de la Yougoslavie, et les deux gouvernements viennent de signer un accord, aux termes duquel, de 1976 à 1980, les échanges s'élèveront à 14 milliards de dollars.

Les relations entre la Ligue des communistes de Yougoslavie et le P.C. soviétique sont moins bonnes. Sans revêtir les formes aiguës de naguère, les divergences demeurent. Les longs débats qui précéderont la conférence des partis communistes à Berlin-Est les avaient une fois de plus mises au jour. A présent, un commentateur yougoslave rapproche aux Soviétiques d'interpréter un peu trop librement le document final.

Certaines de ces divergences découlent de l'organisation sociale des deux pays : « auto-gestionnaires » et partisans d'un socialisme centralisé ne parlent pas la même langue. Les Yougoslaves ont d'autre part le sentiment que l'« internationalisme prolétarien » tel qu'on l'entend à Moscou, ne fait que condamner les États qui valent contre lorsque les partis « monolithiques » reconnaissent un seul centre dirigeant. Ils ne méfient tout autant de l'« internationalisme socialiste ». La presse de Belgrade a fait état d'un article de « l'investiture » donnant l'impression soviétique de cette formule. Il s'agit de la défense en commun, par les pays socialistes, de leurs acquisitions. En d'autres termes, si un régime communiste était menacé de l'intérieur, les pays frères devraient aller à son secours, au besoin avec les armes. C'est une variante de la doctrine de « souveraineté limitée » dont Moscou a toujours nié l'existence, mais dont Belgrade a constaté la réalité en 1968 en Tchécoslovaquie.

Les rapports entre les deux pays sont fondés sur les déclarations signées à Belgrade en 1955 et à Moscou en 1960. Ces textes posent les principes d'indépendance, de respect de la souveraineté et d'égalité en droits. L'U.R.S.S. admettait pratiquement qu'un État puisse être socialiste sans se placer nécessairement sous la houlette. Mais si elle faisait à la Yougoslavie ces concessions, elle n'acceptait pas que l'un des membres du camp fût tenté d'émigrer le même chemin. En dépit du rapprochement, les Soviétiques ont montré à diverses reprises que le marché Tito restait une exception tolérée, mais tout de même aberrante à leurs yeux. Les Yougoslaves comptent rappeler à M. Brejnev que les relations des deux pays progressent lorsque sont respectées la lettre et l'esprit des déclarations signées il y a vingt ans, et qu'elles ne déterminent chaque fois que Moscou s'en écarte.

Le plan d'austérité en Italie

M. Andreotti obtient la confiance grâce à l'abstention de la gauche

De notre correspondant

Rome. — Le gouvernement démocrate-chrétien de M. Andreotti pourra poursuivre sa politique d'austérité. Il a obtenu vendredi 12 novembre, la confiance du Parlement à l'issue d'un débat très serré au cours duquel les principaux leaders ne se sont pas manifestés. Seuls l'extrême gauche, l'extrême droite et le parti radical (37 suffrages) ont voté contre la déclaration du président du conseil, alors que communistes, socialistes, républicains, sociaux-démocrates, libéraux et indépendants de gauche (267) se sont abstenus. Les voix des démocrates-chrétiens et apparentés (249) étaient donc suffisantes pour fournir une majorité.

Engagé dans des négociations économiques avec plusieurs institutions ou plusieurs pays (Fonds monétaire international, Communauté européenne, États-Unis et Allemagne fédérale), M. Andreotti avait besoin de renforcer son gouvernement grâce à un vote de confiance. Sa situation reste néanmoins précaire. Les socialistes étaient à deux doigts de lui fausser compagnie. « Seule la gravité de la crise, ont-ils expliqué, nous a fait renoncer à voter non ». Les communistes, il est vrai, se sont montrés beaucoup moins sévères à l'égard du gouvernement. Ils ont simplement reproché de prendre des mesures « fragmentaires » et d'agir avec « retard ». Mais n'ayant pas réussi à obtenir une rencontre entre les partis, ils seront sans doute amenés à faire une autre proposition qui troublera à nouveau le monde politique. Finalement, la chance de ce « gouvernement des abstentions » qui n'enchante pas les démocrates-chrétiens eux-mêmes, est qu'il apparaît comme la seule formule possible.

M. Andreotti doit cependant compter avec un autre obstacle : les syndicats, auxquels il a donné un délai d'un mois pour s'entendre avec les industriels sur une réduction du coût du travail. Suite à quoi, l'État se voit contraint d'augmenter la T.V.A. pour financer lui-même les charges sociales des entreprises.

Le président du conseil a défini pour 1977 les deux objectifs suivants : réduire de six ou sept points le taux d'inflation, qui atteindra cette année 20 %, et assurer à la balance des paie-

ments un solde positif d'au moins 700 milliards de lire. De cette façon, l'Italie réussira à ne pas dépasser le montant actuel de ses dettes envers l'étranger qui, en trois ans, sont passées de 7 milliards à 17 milliards de dollars.

Pour atteindre le premier objectif (contenir l'inflation), le président du conseil pense « corriger » l'échelle mobile en retenant la moitié des augmentations prévues, soit 3 000 milliards de lire. Pour atteindre le second (rééquilibrer les comptes extérieurs), il veut réduire la consommation privée de 4 000 milliards de lire et diminuer d'autant le déficit du secteur public.

Les Italiens sont un peu déçus par ce plan d'austérité. Chaque semaine, depuis le 30 septembre, le gouvernement leur annonce de nouvelles mesures, corrige les précédentes sans que l'on sache très bien s'il s'agit de simples propositions, d'intentions à moyen terme ou de décisions applicables immédiatement. D'ailleurs, en ouvrant le débat parlementaire, M. Andreotti avait demandé la confiance sur les mesures « prises ou à prendre ».

Après ce débat, les Italiens ne sont pas beaucoup plus avancés. Ils ont néanmoins une triple certitude : les prix monteront, les salaires plafonneront et le gouvernement commencera à réclamer une augmentation des impôts.

ROBERT SOLÉ

Les élections au Québec

Le gouvernement de M. Bourassa face à la coalition des mécontents

Les élections anticipées pour l'Assemblée nationale québécoise ont lieu lundi 15 novembre. 29,5 % des intentions de vote pour le parti québécois (P.Q.), principal parti d'opposition, indépendantiste et 15,9 % seulement pour le parti libéral au pouvoir : telles sont les prévisions faites par l'Institut de cueillette de l'information, organisme de sondages au Québec. Les auteurs du sondage ont demandé aux électeurs quel parti ils « seraient tentés d'appuyer ». Leurs réponses, additionnées au premier résultat, donnent 49,6 % de Québécois favorables au P.Q., contre 26,6 % au parti libéral. Paradoxalement, 57,8 % des personnes interrogées se disent opposées à l'indépendance de la province. Le P.Q. a d'ailleurs axé sa campagne sur la critique de la gestion du gouvernement Bourassa et est resté très discret sur la question de l'indépendance.

Une clientèle déçue

De notre correspondant

Montréal. — La plus courte campagne électorale qu'ait connue le Québec a été aussi mouvementée dans ses derniers jours qu'elle avait été indécise dans ses premières semaines. M. Robert Bourassa, premier ministre, libéral, avait souhaité la faire porter sur la question du « rapatriement » de la Constitution canadienne (qui est toujours, en théorie, une loi du Parlement de Londres). Mais, devant l'indifférence de l'opinion, les libéraux sont revenus à une tactique qui leur avait très bien réussi aux dernières élections, en 1973 : effrayer l'électeur en attaquant le parti québécois (P.Q.) sur son projet d'indépendance et en soulignant les risques économiques qu'il représenterait.

Contrairement à la précédente consultation, où le parti de M. René Lévesque avait tenté de rendre plus concret son objectif indépendantiste en présentant un « budget de l'an 1 », le P.Q. a choisi de s'en tenir à la critique de la gestion du gouvernement Bourassa, sans jamais mettre le thème de l'indépendance au premier plan. Il l'a fait systématiquement, sans répondre aux attaques des libéraux, en essayant d'apparaître

comme un parti raisonnable, honnête, capable de restaurer le crédit de l'autorité publique et son efficacité.

Les réactions de deux catégories de Québécois, d'ordinaire silencieux en période électorale, ont d'autre part manifesté l'existence d'une première brèche dans ce qui était considéré depuis 1970 comme la « forteresse libérale ». On n'avait jamais vu les « Anglo-Saxons » (Québécois de langue anglaise) et les « néo-Canadiens » (immigrants de plus ou moins fraîche date) rompre avec leur réserve traditionnelle et manifester bruyamment leur mécontentement, au point de susciter une surenchère de tous les partis en lice.

Que les Québécois anglophones et néo-Canadiens en soient venus à rejeter le parti libéral, dont ils constituaient jusqu'ici la clientèle la plus fidèle, aide à comprendre qu'un grand nombre de Québécois francophones de tendance modérée se soient faits à l'idée de voter pour le P.Q.

ALAIN-MARIE CARRON.

(Lire la suite page 3.)

Le futur maire de Paris

Des élus de la majorité s'étonnent de la candidature de M. d'Ornano

M. Michel d'Ornano, ministre de l'Industrie et de la Recherche, qui a été reçu, le vendredi 12 novembre dans l'après-midi pendant trente minutes, par M. Giscard d'Estaing, au palais de l'Élysée, a indiqué à sa sortie qu'il avait été pressenti pour conduire les listes de la majorité présidentielle aux prochaines élections municipales à Paris, en mars prochain. Dans la matinée, le groupe de travail chargé de l'action commune des formations de la majorité s'était réuni et avait demandé l'arbitrage du premier ministre sur la désignation de M. d'Ornano.

Cette nouvelle, qui est le premier acte de la préparation des élections législatives dans la capitale, a été accueillie avec étonnement dans les milieux politiques de la majorité.

« A la suite des délibérations conduites par les ministres d'État et les secrétaires généraux des formations de la majorité, j'ai été pressenti pour conduire les listes de la majorité présidentielle aux élections municipales à Paris », a déclaré M. d'Ornano à sa sortie de l'Élysée.

Ce dernier a ajouté que compte tenu des fonctions qu'il exerce dans sa ville (il est maire de Beauvais depuis 1962), il avait « demandé un délai de réflexion » avant de rendre sa réponse définitive qu'il donnera « très prochainement ». M. d'Ornano présidera ce samedi matin à Beauvais une réunion du conseil municipal au cours de laquelle il devrait faire part de ses intentions.

Le ministre de l'Industrie paraît vouloir aller très vite. Dans les prochains jours, il s'entretiendra avec les responsables des principales formations de la capitale qui composent la majorité présidentielle. — J.-P.

(Lire la suite page 5.)

AU JOUR LE JOUR

LE POUVOIR ET LA NATURE

Il est certain que toute l'eau qui tombe du ciel, ces jours-ci, tombe mal, au moment de payer l'impôt sécheresse. La devrait-on tout entière qu'elle n'aurait pas la peine à payer, bien au contraire. C'est souvent qu'on entend dire qu'il faut s'attendre à payer, au printemps, l'impôt inondation.

Voilà ce qui arrive quand le pouvoir politique tente, avec ses faibles moyens, de compenser les énormes faiblesses de la nature. La Souffrière fut, récemment, un exemple qui devrait inspirer la modestie. Quel météorologiste ou l'on destituer cette fois ?

ROBERT ESCARPIT.

Apprendre à manger

Le VII^e Salon International de l'alimentation ouvre ses portes au Parc des expositions, le 15 novembre. De nombreux visiteurs français et étrangers pourront s'informer ainsi des progrès réalisés dans la production, la transformation, le stockage, le conditionnement ou la commercialisation des aliments.

En 1789, le peuple réclamait « du pain et la liberté » ; permettre à tous de manger du pain de blé et d'en manger à sa faim était la revendication première. En 1938, la classe ouvrière réclamait « le blé et le congé payé ». Comment notre alimentation s'est-elle évoluée au cours des dernières décennies ?

Nous mangeons actuellement moins de pain qu'autrefois : trois fois moins qu'il y a cent ans et deux fois moins qu'il y a quarante ans. La consommation moyenne par personne et par jour était de 600 g. en 1880, 300 g. en 1910, 225 g. en 1930, 250 g. en 1955, et 157 g. en 1972. Dans tous les pays de l'Europe de l'Ouest, ainsi qu'aux États-Unis et au Canada, on note une diminution semblable.

La consommation de pommes de terre est actuellement la moitié de ce qu'elle était en 1925. L'évolution

par le docteur HENRI DUPIN

a été comparable en Belgique et en Allemagne fédérale.

Les plats de légumes secs entrent beaucoup moins souvent dans la composition des menus qu'il y a trente ou quarante ans. Même dans les internats, les collèges ou l'armée, haricots secs et lentilles ont battu en retraite. Ils se sont retranchés dans les préparations industrielles comme le cassoulet toulousain. D'autres légumes ont presque disparu : la citrouille, qui trônait autrefois à l'entrée de toutes les épiceries, a presque déserté les villes. Les topinambours, les navets, les crochets, sont beaucoup moins utilisés qu'il y a trente ans. En revanche, la consommation de viande a très largement augmenté au cours des dernières décennies. Le « Français moyen » en mange deux fois plus depuis le début du siècle.

La vogue des « préparations industrielles »

Face à la très forte augmentation de la consommation de viande, l'accroissement de l'usage du poisson est minime. Celui de fromages est passé de 8,8 kilos par personne et par an en 1959 à 15 kilos en 1974 (+ 75 %), mais il existe de grandes différences selon les régions. Les fruits sont disponibles en toutes saisons parce que nous produisons mieux et davantage, parce que les techniques de conservation ont beaucoup progressé : leur consommation a presque doublé en vingt-cinq ans. Enfin, des études se poursuivent sur les « protéines végétales texturées », en particulier de celles obtenues à partir de la graine de soja, dont les États-Unis sont le premier producteur mondial. Les protéines végétales texturées de soja sont d'un prix inférieur à celui de la viande,

elles peuvent être associées à la viande dans diverses préparations (steaks hachés, saucisses, pâtes farcies, etc.).

(Lire la suite page 20.)

UNE SEMAINE AVEC L'AQUITAINE

A partir du lundi 15 novembre, « le Monde » publiera chaque jour, durant toute la semaine, un supplément d'une dizaine de pages, consacré à l'Aquitaine.

A BEAUVAIS

Tapisseries et archives souterraines

Beauvais : avant tout, la cathédrale dont le chœur gothique est, avec ses 50 mètres, le plus haut du monde. Le souvenir d'une manufacture de tapisserie, aussi, plusieurs fois fermée depuis sa création par Louis XIV (1664), mais où d'exceptionnelles qualités d'exécution — très petits personnages, très fines verdures, très grande perfection du fameux « point » — ont plusieurs fois mérité un vif succès international.

Beauvais déjà incendiée au troisième siècle, quand elle se nommait sans doute Caesarmagus, et où les destructions de la guerre de 1939-1940 ont fait place nette pour les fouilles des couches gallo-romaines et des fosses de débris carolingiens. Beauvais d'aujourd'hui qui, sur une ère centrale fort restreinte, veut préserver, illustrer, présenter au maximum tout cela sans oublier qu'il faudra aussi planter un jardin public, continuer les fouilles et la restauration de la cathédrale, réaménager le musée départemental de l'Oise, etc.

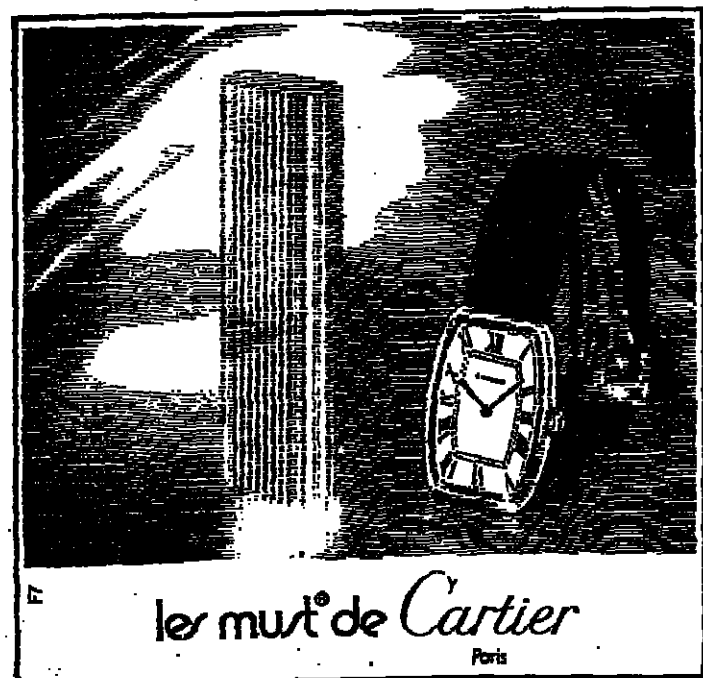
C'est dire que pour établir dans un périmètre à ce point protégé, entre le célèbre « chevet » et un mur d'enceinte gallo-romain, une Galerie nationale de la tapisserie, l'architecte, M. André Hermant, a simplement dû penser à tout.

Exercant sa sensibilité et son doigt bien connus sous tant de contraintes n'a-t-il pas envie, en écosant comme il le fallait son édifice ou son, le libre élan des piliers de son prédécesseur du Moyen Âge ? Le sous-sol devait, du reste, lui réserver de nouvelles difficultés : celles dues aux nombreuses trouvailles des archéologues.

Laborieusement décidée entre 1962 et 1964 (Malraux régent), comme consolation ou départ pour les Gobelins des derniers lissiers de l'ancienne manufacture de Beauvais — des négociations traînaient depuis 1940, — la construction de la galerie ne devait commencer qu'en 1972. Mais des sondages archéologiques (1966 à 1970) révélèrent, outre les très abondantes céramiques des « fosses à détritus », très importantes pour une typologie et une chronologie carolingiennes, les restes d'un important édifice semi-circulaire contenant des Sévères, Nymphéas ? En tout cas, témoignage d'une riche poussée d'urbanisme. L'architecte devait donc non seulement respecter le rempart gallo-romain, mais établir à l'intérieur de la galerie prévue une « crypte archéologique ».

PAULE-MARIE GRAND.

(Lire la suite page 18.)



EUROPE

LE « SOMMET » DE RAMBOUILLET

La France approuve l'« intention » britannique de résoudre le problème des « balances sterling »

Encouragement de la France à la Grande-Bretagne pour qu'elle réduise ses « balances sterling » (lesquelles représentent, en fait, une dette extérieure), appui « raisonnable » à la demande d'emprunt britannique au Fonds monétaire international, recherche d'une coopération industrielle — tels sont les résultats du premier « sommet » franco-britannique institutionnalisé qui s'est tenu jeudi soir 11 novembre et vendredi matin à Rambouillet.

A l'issue des entretiens, MM. Giscard d'Estaing et Callaghan ont exprimé ensemble devant les journalistes des vues concordantes en des termes parfois identiques. La sobriété du ton du président français contrastait cependant avec les

expressions chaleureuses du premier ministre britannique. En l'occurrence c'est celui-ci qui manifestait le tempérament le plus « latin ».

Les déclarations similaires de MM. Giscard d'Estaing et Callaghan sur les « balances sterling » ont été rédigées en commun, et les porte-parole ont tenu à les répéter mot à mot à la presse. On notera que ce que la France approuve, c'est l'intention britannique de chercher une solution. Elle n'entend pas substituer au gouvernement britannique dans cette recherche, dont il reste seul responsable. Au demeurant, la France ne peut apporter à une solution qu'une contribution politique. Elle manque de « répondant » pour aider financièrement la

Grande-Bretagne à résoudre le problème.

Les Britanniques avaient déjà manifesté, en 1971, lors de l'adhésion de la Grande-Bretagne à la Communauté, leur intention non suivie d'effet — de réduire les « balances sterling ». Cette intention est-elle plus sérieuse aujourd'hui ? Réponse du porte-parole britannique : « La façon dont les ministres en parlent maintenant indique qu'un plan va être fait. Et fait, les Britanniques n'avaient, en 1971, pris un engagement, fort vague, que sous la pression de leurs partenaires, et notamment de M. Barre, alors vice-président de la Commission de Bruxelles. Depuis, la crise de la livre l'a ouvert les yeux. »

On notera d'autre part que les formules employées du côté britannique pour la coopération industrielle sont plus précises que celles employées du côté français. Les problèmes pétroliers (non mentionnés par M. Giscard d'Estaing) ont été évoqués. La France veut « réfléchir » avant de répondre à l'appel américain pour mobiliser les connaissances. Les difficultés des concombres Nord-Sud ont été discutées et feront l'objet d'un débat des ministres des Neuf à Bruxelles lundi. Sur la pêche, les positions restent divergentes (Paris est hostile à de grandes zones nationales de pêche réclamées par Londres). On en reparlera aussi à Neuf.

MAURICE DELARUE.

LES DÉCLARATIONS

M. Giscard d'Estaing : esprit de compréhension et sens du raisonnable

Après ses entretiens avec M. Callaghan, le vendredi 12 novembre, le président de la République a notamment déclaré : « La position de la France (...) a toujours été (...) favorable à ce qui pouvait contribuer à la stabilisation du système monétaire international et à la stabilisation des relations monétaires entre les

principaux pays concernés ; c'est ce qui inspire notre attitude vis-à-vis des problèmes actuels. »

« Nous avons indiqué à nos partenaires britanniques que les représentants français examinaient au Fonds monétaire international les problèmes de la Grande-Bretagne dans un esprit qui serait marqué par la compréhension et le sens du raisonnable. »

« En même temps, nous avons approuvé l'intention du gouvernement britannique de chercher une solution au problème des « balances sterling », car nous pensons qu'une telle solution contribuerait à accroître la stabilité du système monétaire international et la vigueur de l'économie britannique elle-même. (...) Nous avons indiqué au gouvernement britannique que si cette solution devait être recherchée et trouvée, la France était prête à apporter le témoignage de l'importance que nous accordons à la solution de ce problème. »

« Nous avons également évoqué la situation d'un certain nombre de secteurs de l'économie européenne, qui connaissent des difficultés particulières (...) notamment la sidérurgie, les industries de construction, l'aéronautique, l'automobile et textile à propos desquelles des études doivent être conduites pour voir ce qui peut contribuer à assurer une équidistance dans le développement plus satisfaisant des marchés. »

« Nous avons enfin parlé de l'ensemble des problèmes internationaux qui nous préoccupent, des conditions de poursuite du dialogue Nord-Sud et de la manière dont peuvent en être préparées les prochaines échéances, de l'action en cours pour apporter une solution au problème de la Rhodésie et des efforts que développe à cette fin le gouvernement britannique. Nous nous sommes entretenus, enfin, des problèmes d'équilibre et de la Communauté économique européenne tels qu'ils seront traités au cours des prochaines réunions et notamment de la rencontre que nous aurons dans quelques semaines à La Haye avec nos collègues (...) de la Communauté. »

M. James Callaghan : ouverture des esprits et des cœurs

Le premier ministre britannique, après avoir approuvé les déclarations de M. Giscard d'Estaing, a ajouté :

« (...) Quand je cherche un mot approprié pour résumer nos discussions, je pense au mot « intention ». C'est-à-dire que nous avons tous deux ouvert nos esprits et même nos cœurs l'un à l'autre. Il n'y a pas eu de réserve. »

Après avoir ré-évoqué textuellement ce que le président français avait dit sur les « balances sterling », le premier ministre a poursuivi : « Nous avons aussi discuté le problème des prix du pétrole, l'impact qu'il a eu et pourrait avoir sur nos économies, et les problèmes qui sont devant nous individuellement et comme membres de la Communauté européenne, en relation avec le problème de l'énergie. »

« Le président et moi sommes tombés d'accord l'un pour l'autre de chercher à établir une étroite coopération entre nos industries. Je ne puis dire que nous l'avons fait. Je ne puis dire que nous l'avons réussi à trouver quelles initiatives individuelles nous devrions prendre. Mais nous sommes d'accord sur la nécessité de l'industrie aéronautique et autres existent des possibilités. (...) »

Le premier ministre a cité ici la même liste que M. Giscard d'Estaing et a ajouté : « C'est dans ces industries, sur une base sectorielle que nos experts feront des études communes pour savoir si les changements en cours dans l'économie mondiale sont compatibles ou temporairement et quels impacts de tels changements auront sur nos industries. »

Portugal

DEVANT LE CONGRÈS DU P.C.

M. Cunhal admet que les communistes ont commis des erreurs

De notre correspondant

Lisbonne. — Recherche d'une « alternative de gauche » à l'actuel gouvernement socialiste minoritaire et ébauche d'une auto-critique, tels sont les aspects dominants du huitième congrès du parti communiste portugais, réuni à Lisbonne depuis le jeudi 11 novembre.

« Nous n'avons pas suffisamment appuyé les classes moyennes : les petits et moyens agriculteurs, commerçants, industriels, intellectuels et cadres. Nous avons souvent manifesté du sectarisme. Fréquemment, nous avons cédé à la pression gauchiste, surtout en ce qui concerne notre politique d'alliance. Nous avons parfois mal évalué les rapports de forces au sein de l'armée et du M.P.A. faisant preuve d'un optimisme exagéré. » Par ces propos, M. Alvaro Cunhal admettait que des « erreurs » avaient été commises par sa formation au cours de la « révolution des œillets ».

Dans son discours fleuve, le leader communiste a présenté une analyse de l'économie du pays qu'il considère à mi-chemin entre le capitalisme et le socialisme. Prenant la défense de la réforme agraire, M. Cunhal a néanmoins reconnu que les « intérêts et les aspirations » des petits et moyens agriculteurs n'avaient pas été pris en considération. « Une des grandes fautes de la révolution portugaise, a-t-il déclaré, ce fut la manœuvre de répression des classes moyennes posée par ces couches de la paysannerie. Cela a permis aux forces réactionnaires de maintenir leur influence sur de vastes régions du Portugal. »

Les rapports avec les socialistes

D'un congrès à l'autre (le VII^e congrès — extraordinaire — du P.C.P. a eu lieu le 20 octobre 1974) c'est-à-dire au début de la phase ascendante de la révolution, beaucoup de choses ont changé. Un congrès a été convoqué, la modération. Ainsi, selon M. Cunhal, les revendications « doivent tenir compte de la situation financière des entreprises » ; l'utilisation de l'armée de la grève « doit être aussi fonction de ses répercussions sociales, économiques et politiques ». Il s'agit d'assurer une « stabilité

démocratique fondée sur l'ordre et sur la tranquillité publics ». Mais pour M. Cunhal, la « consolidation de la démocratie » exige aussi que le gouvernement « soit adapté à la situation réelle créée par la révolution ». Or, cela ne serait pas le cas du gouvernement présidé par M. Soares. Celui-ci a été accusé de pratiquer des épurations à gauche, d'utiliser à des fins partitiques des organes d'information, de « prendre l'assaut » tous les postes importants de l'appareil, de manifester une intolérance « peu compatible avec le pluralisme annoncé par les dirigeants socialistes ». Cette politique de « récupération capitaliste » et de « compromis avec la droite » ne saurait pourtant pas être de nature à satisfaire les « forces réactionnaires », dont l'offensive est en train de s'intensifier.

La stratégie de l'union de la gauche

Ainsi, face à la crise qu'il prévoit pour bientôt, le secrétaire général du P.C.P. avance deux solutions : un gouvernement constitué par des socialistes, des communistes, des militaires et des indépendants de gauche, sur la base d'un « programme commun », ou bien un gouvernement dirigé par une personnalité indépendante, mais « compatible avec le pluralisme annoncé par les dirigeants socialistes ». Cette politique de « récupération capitaliste » et de « compromis avec la droite » ne saurait pourtant pas être de nature à satisfaire les « forces réactionnaires », dont l'offensive est en train de s'intensifier.

La stratégie d'union de la gauche, préconisée par le P.C.P. lors des dernières élections, revient donc à l'ordre du jour. Mais elle se heurte à deux difficultés : les « tendances anticommunistes de certains dirigeants du P.S. » et la « lutte des classes » qui serait en cours au sein du parti socialiste. Pendant les deux derniers jours du congrès, les délégués communistes doivent adopter quelques modifications aux statuts et élire leurs dirigeants. Le comité central, qui compte actuellement trente-six membres, doublera ses effectifs. Le parti indique qu'il a maintenant cent quinze mille adhésions.

JOSÉ REBELO.

Espagne

Si les futurs parlementaires ne sont pas élus au scrutin majoritaire

La droite franquiste votera contre le projet de réforme du gouvernement

De notre correspondant

Madrid. — Les Cortes espagnoles, réunies en session plénière, doivent se prononcer à partir du mardi 16 novembre sur le projet de loi de réforme politique du gouvernement de M. Adolfo Suarez (Le Monde du 12 novembre). La réforme est importante et bouleverse la tradition franquiste. Elle prévoit, en effet, que les futurs sénateurs seront élus au suffrage universel selon un mode de scrutin majoritaire, et que les futurs députés du Congrès le seront au scrutin proportionnel.

Le gouvernement, d'autre part, se réserve de réglementer les élections du printemps prochain sans passer par les Cortes. Or la droite franquiste (notamment l'Alliance populaire, dont le principal dirigeant est l'ancien ministre M. Manuel Fraga) a fait savoir que ses représentants aux Cortes voteront contre le projet gouvernemental si les deux Chambres ne sont pas élues au scrutin majoritaire et si les Cortes actuelles ne sont pas chargées d'élaborer la loi électorale. Mais sur ces deux points le gouvernement ne peut pas céder. Il pourrait tout au plus accepter un système mixte pour l'élection des députés du futur Congrès. Quant

à la réglementation des prochaines élections, elle est son seul atout de négociation avec l'opposition démocratique. Dans les milieux gouvernementaux on espère pourtant que M. Suarez remportera cette première bataille aux Cortes.

De leur côté, les démocrates chrétiens n'ayant pas collaboré avec le franquisme se sont réunis avec les socialistes et les communistes afin de se mettre d'accord sur les conditions à poser au gouvernement pour leur participation au référendum et pour la négociation en vue des élections de 1977. Les conversations se heurtent à certaines difficultés.

Une manifestation pour l'anniversaire de la mort de Franco

Pour le 20 novembre, premier anniversaire de la mort de Franco, la Confédération nationale des anciens combattants a convoqué une manifestation qui doit avoir lieu à Madrid, place d'Orléans, face au palais royal, sur cette même place, la foule va à plusieurs reprises à la mémoire de Franco dans les moments de crise. Cette fois, il s'agit d'une manifestation contre le gouvernement, qui assurera de son côté, à tour-à-tour, avec le roi Juan Carlos, à une messe solennelle à la mémoire de Franco, célébrée dans la basilique de la vallée de Los Caudales, où se trouve la tombe du Caudillo. Les anciens combattants voulaient, eux aussi, faire passer une messe sur la même place, mais le cardinal Enrique Juan Garcia, archevêque de Madrid, président de la conférence épiscopale espagnole, a refusé son autorisation, estimant que cette messe n'est pas justifiée par des « raisons pastorales ».

M. Van Elshande, ministre belge des Affaires étrangères, se rendra à Madrid jeudi, après un séjour officiel de plus de quarante-huit heures, au cours duquel il s'est entretenu avec le roi Juan Carlos, le chef du gouvernement, M. Suarez, ainsi qu'avec plusieurs représentants de l'opposition de gauche, en particulier M. Felipe Gonzalez, premier secrétaire du parti socialiste ouvrier espagnol. A son départ, M. Van Elshande a déclaré : « L'intention de démocratisation totale de l'Espagne est évidente. »

JOSÉ-ANTONIO NOVAIS.

L'ORDRE DE GRÈVE GÉNÉRALE A ÉTÉ DIVERSEMMENT SUIVI

Madrid (A.F.P., Reuter). — La journée de grève générale organisée vendredi 12 novembre par les syndicats espagnols, pour protester contre les mesures d'austérité du gouvernement, a été diversement suivie. L'ordre de grève a été observé par les ouvriers de l'industrie, mais le mouvement a été peu touché la population, puisque les magasins sont demeurés ouverts et que les transports en commun fonctionnaient normalement.

Selon les porte-parole de la « coordination des organisations syndicales », — qui réunit les communistes, ouvriers (de tendance communiste), l'Union syndicale ouvrière (socialiste autogestionnaire) et l'Union générale des travailleurs (socialiste), — 250 000 ont participé à la grève. Catalogne, 250 000 à Madrid, 250 000 en Euzkaye et 230 000 à Valence.

M. Orti Borda, sous-secrétaire d'Etat à l'Intérieur, a déclaré, de son côté, que 454 723 travailleurs seulement sur une population active de 5 millions d'Espagnols ont observé l'ordre de grève. M. Orti Borda a indiqué que 120 grévistes qui participaient à des pickets de grève ont été arrêtés. Les syndicats estiment, de leur côté, à plus de 400 le nombre de personnes arrêtées vendredi et dans les jours qui ont précédé la journée d'action.

Outre M. Camacho, dirigeant des communistes ouvriers, plusieurs personnalités de droite et de gauche sont « gardées » à leur domicile par la police. Ce sont notamment MM. Ramon Tamames et Manuel Anesca, deux dirigeants de l'opposition de gauche, MM. José Antonio Giron, ancien ministre du travail du général Franco et Blas Pinar, personnalité de l'extrême droite.

Union soviétique

DÉNONÇANT LE « COMITÉ DU DANGER ACTUEL »

La presse soviétique adresse une mise en garde indirecte à M. Carter

De notre correspondant

Moscou. — La presse soviétique de samedi 13 novembre condamne avec une unanimité voulue sans doute en haut lieu, la création, aux Etats-Unis, d'un Comité du danger actuel, qui se propose de mettre en garde les Américains contre le danger militaire que représenterait l'U.R.S.S. Ce comité (le Monde du 12 novembre) regroupe, non seulement des généraux « politiques », mais de nombreuses personnalités démocrates qui ont participé à l'élaboration de la politique extérieure américaine dans les années 1960-1968 et dont certaines sont assez proches du président élu. Les dirigeants de l'U.R.S.S. s'interrogent toujours sur la ligne que suivra leur adversaire M. Carter. Le président élu s'est bien déclaré prêt à poursuivre la politique de coexistence avec l'Union soviétique, mais on s'attend, ici, à ce qu'il adopte une position « dure », en particulier en ce qui concerne les négociations sur la limitation des armes stratégiques et le problème des droits civiques. En dénonçant le Comité du danger actuel, la Pravda écrit notamment : « Les anciens lancent feu et flammes tant contre la détente internationale que contre la poursuite des négociations entre les Etats-Unis et l'U.R.S.S. »

et d'autres pays socialistes. Les anciens ne font que confirmer leur réputation d'agents du complexe militaro-industriel. » En parlant d'« anciens », la Pravda fait preuve d'optimisme. On sait bien, à Moscou, que certains membres du Comité sont proches de M. Carter, en particulier M. Paul Nitze, ancien secrétaire adjoint à la défense, ou M. Schlesinger, l'ancien secrétaire à la défense de M. Ford. La campagne lancée contre le Comité constituait donc, en fait, un avertissement à M. Carter.

Il en va de même des déclarations publiées tout au long de la semaine qui s'achève des activités de la commission du Congrès chargée de contrôler l'acte mis en application de l'acte final d'Helsinki. Cette commission, qui se trouve en ce moment en Europe occidentale, s'est vu interdire l'entrée de tous les pays socialistes. L'Union soviétique a donné une grande publicité à ce boycottage manifestement dans l'espoir de faire comprendre à M. Carter quelle n'acceptera aucune négociation formelle sur les problèmes des droits de l'homme.

JACQUES AMALRIC.

A TRAVERS LE MONDE

Laos

LE DERNIER ATTACHE MILITAIRE OCCIDENTAL EN POSTE A VIENTIANE, le colonel Durand, chef de la représentation militaire auprès de l'ambassade de France, devra quitter le Laos avant le 2 décembre. Les dirigeants laotiens ont expliqué à l'ambassadeur de France que leur décision avait été prise par l'impossibilité dans laquelle ils se trouvent de pourvoir à un poste d'attaché militaire à Paris. Cette mesure « n'affecte en rien les bonnes relations d'amitié existant entre les deux pays ». Il ne restera plus que trois attachés militaires accrédités à Vientiane : ceux de l'U.R.S.S., du Vietnam et de la Chine. — (A.F.P.)

Maroc

LE ROI HASSAN II DU MAROC a inauguré le château de la Valouse, dans le nord du Périgord, propriété de près de 60 hectares. Ce château a été construit après 1870 par le comte de Saint-Sauveur en « style Renaissance ». — (Corresp.)

Niger

DEUX LYCEES DE NIAMEY sont fermés à l'année scolaire à compter du 12 novembre, a annoncé la radio nigérienne. Cette fermeture

fait suite au refus des élèves de ces deux lycées de reprendre les cours après des revendications que le commandant Idriss Arouna, ministre de la défense et de l'éducation nationale, a qualifié de « mineures ». — (Reuter.)

Sri-Lanka

UN ETUDIANT A ÉTÉ TUÉ ET CINQUANTE AUTRES BLESSÉS par la police, vendredi 12 novembre, lors de manifestations d'étudiants à l'université de Colombo, manifestant contre le président de l'établissement. La police a tiré sur les étudiants, qui retenaient le président prisonnier dans son bureau. Nombre d'étudiants et d'enseignants demandent la démission de cette personnalité, accusée de se conduire en dictateur. — (U.P.I.)

Turquie

L'UNIVERSITÉ D'ISTANBUL a été fermée le 20 octobre de la situation créée par les affrontements sanglants entre étudiants de droite et de gauche. Un communiqué publié vendredi soir 12 novembre à l'issue d'une réunion extraordinaire du conseil d'administration de l'université souligne que « la sécurité et la liberté de l'enseignement ont été compromises par les actions universitaires ». — (A.F.P.)

مركز البحث

Une clientèle déçue

PHILIPPE PONS.

DIPLOMATIE

Quatre-vingt-trois Français sont détenus à l'étranger pour des motifs économiques, politiques ou « inconnus »

Quatre-vingt-trois Français sont détenus à l'étranger, selon une liste publiée par M. Jacques Marette (député U.R.L.) en annexe à son rapport, au nom de la commission des finances de l'Assemblée nationale, sur le budget du ministère des affaires étrangères.

Sur ce nombre, cinquante-trois sont détenus pour des raisons économiques et trente pour des raisons politiques ou des motifs inconnus. La liste ne mentionne pas les personnes détenues pour des délits non économiques de droit commun. « La qualification du délit par les autorités locales a été généralement retenue dans la mesure où, à quelques exceptions près, le motif de l'inculpation ne prêtait pas à ambiguïté. En outre, le type de juridiction, notamment civile ou militaire, a constitué un indice supplémentaire permettant d'établir ce classement », indique le ministre des affaires étrangères.

Le ministère a communiqué cette liste à M. Marette « à titre confidentiel », écrit le rapporteur, qui ajoute : « L'expérience montre, et bascule en faveur du secret sur les détenus en matière politique et économique, qu'il n'est pas à l'initiative de la publication. La plupart des détenus sont arrêtés depuis moins de trois ans, mais quelques-uns le sont depuis beaucoup plus longtemps. Le cas le plus troublant est celui de

R.-P. François Borget et de M. Jean Thiran, détenus en U.R.S.S., d'après cette liste, respectivement depuis 1945 et 1946. On précise cependant au Quai d'Orsay que le cas du R.-P. Borget n'est connu que depuis 1974 et uniquement par la déclaration d'un Allemand libéré des camps soviétiques. La disparition de M. Jean Thiran, détenu en Allemagne pendant la guerre, a été signalée par sa mère en 1945. Dans les deux cas, indique-t-on toujours au Quai d'Orsay, de nombreuses démarches ont été faites auprès des autorités soviétiques, la dernière concernant M. Jean Thiran, en 1975 et « à un très haut niveau ». Les Soviétiques ont toujours répondu n'avoir aucune connaissance ni de l'un ni de l'autre.

« Probablement décedés »

Toujours, selon la liste communiquée à M. Marette, M. Raymond Bastillon, ayant la double nationalité française et chinoise, a été arrêté en Chine le 9 septembre 1955 et condamné en janvier 1961 à vingt ans de réclusion pour menées contre-révolutionnaires.

En Grèce, M. Joseph-Alexandre Chaboud, arrêté le 9 novembre 1962, a été condamné aux travaux forcés à perpétuité pour délit économique. Toujours en Grèce, MM. Edouard Baldet, Ellis Bayeck, Sadibou Touré, Sekou et Mgr Tchidimbo, ayant

tous les quatre la double nationalité, ont été condamnés à une date non précisée à une peine de durée indéterminée pour complot contre l'Etat guinéen.

En Algérie, M. Jean Corti a été condamné, le 13 septembre 1966, à la détention à vie pour délit économique. En Argentine, M. Maurice Jaeger, arrêté en juin 1975, et, au Chili, M. Alphonse Châteauneuf, arrêté le 31 juillet 1974, sont « probablement décedés ».

En Inde, M. Jean-Luc Noiret est signalé comme arrêté à une date inconnue et pour un motif inconnu. M. Jean-Luc Noiret, Charles Serrault-Delpech, ayant la double nationalité, est en « détention préventive » depuis juillet 1972, et M. Franck Conchon, « arrêté » dans la même situation depuis avril 1974.

Quatorze Français, dont certains ont la double nationalité, ont été arrêtés au Vietnam en 1975 ou cette année. Les seuls pays d'Europe détenant des Français et figurant dans la liste de M. Marette (mis à part l'U.R.S.S. pour les deux cas signalés plus haut) sont l'Espagne (sept détenus depuis 1974, 1975 ou 1976) et la R.D.A. (deux détenus depuis 1974 pour délit économique ; un depuis 1975). M. Tardier, condamné à trois ans de prison pour franchissement illégal de la frontière, et deux depuis avril dernier, pour espionnage.

En la liste du Quai d'Orsay mentionnant M. Claude, elle indique que la captivité de son mari « ne peut être considérée comme établie », pas plus que celle des cinq jeunes Français disparus dans le Sud-Vietnam. Enfin, sujet du Cambodge, le Quai d'Orsay a répondu à une question de M. Marette : « Il semble qu'une famille française, la famille Viol, comprenant deux personnes, ainsi que deux autres ressortissants, M. Blaquié et une fille, Mlle Houli, soient les derniers Français métropolitains restés au Cambodge. En ce qui concerne, à cent trente le nombre de nos ressortissants possédant la double nationalité et détenus au Cambodge, l'établissement de cette liste est en cours. Le ministère ajoute que tous les efforts pour renouer avec les autorités de Phnom-Penh, « notamment pour s'informer du sort de nos compatriotes et de ceux des Cambodgiens ayant épousé des Françaises » sont « demeurés vains ».

AFRIQUE

Angola

Le président Neto confirme que des combats ont lieu avec des membres de l'Unita

Luanda (A.F.P.). — M. Agostinho Neto, président de l'Angola, prenant jeudi 11 novembre la parole à l'occasion d'une réception organisée à Luanda pour le premier anniversaire de l'indépendance du pays, a indiqué que les forces armées angolaises participaient, dans le sud du pays, avec des unités cubaines, au « nettoyage des derniers fantômes ». Cette déclaration est à rapprocher d'informations diffusées récemment par des journaux sud-africains (« le Monde » du 9 novembre), selon lesquelles des combats se déroulent dans le sud de l'Angola entre éléments de l'UNITA, dirigée par M. Jonas Savimbi, et des troupes angolaises et cubaines. Ces informations avaient été démenties par le directeur angolais de l'information (« le Monde » du 11 novembre).

Le président Neto a, d'autre part, indiqué que son pays n'avait jamais eu l'intention d'intervenir en territoire namibien.

Namibie

Avec les Angolais fuyant les combats

De notre envoyée spéciale

Omungweluwe (Namibie). — Assés au fond de deux camions, hommes, femmes et enfants, quatorze personnes attendent patiemment que l'armée sud-africaine les invite à descendre.

Hier à la même heure, ils étaient encore chez eux, à une dizaine de kilomètres de l'autre côté de la frontière, à Onangwa, en Angola. « Dans la soirée, le M.P.L.A. a attaqué le village, aux portes d'une ombrelle rouge, a dit un homme. Ils ont tué quatre hommes de l'UNITA, qui se cachaient dans les cases... Nous, nous avons fui ».

L'armée sud-africaine, qui patrouille sur 400 kilomètres de frontière, les a trouvés du côté namibien. « Marchant comme un troupeau », précise un soldat, un maigre baluchon à la main — juste de quoi faire la cuisine — et traînant leurs unités, ils ont fui vers le sud, vers les montagnes, un poste transitoire pour les hommes.

Cent vingt et une personnes, presque toutes de la tribu Kwanyama (ethnie ovambo), dont un tiers vivant en Namibie, ont traversé la frontière dans la seule journée du vendredi 12 novembre. Ils se sont joints aux autres réfugiés, huit mille selon les autorités sud-africaines, qui arrivent par petits groupes depuis le 29 octobre. Deux mille huit cent cinquante-sept d'entre eux sont rassemblés à Omungweluwe, minuscule village perdu dans la région semi-désertique d'Onangwa, à 10 kilomètres de l'Angola.

Le grand bâtiment de l'administration mis à leur disposition rassemble plus que jamais à un marché, et les quelques tentes installées dans le camp ne suffisent pas à protéger tout le monde.

« La saison des pluies va arriver, explique un lieutenant de police, toute la région va devenir, en quelques jours, un marécage. Nous devons leur trouver un autre abri. » Régulièrement, dans ce désert de sol (42 degrés

pendant la journée), des camions-citernes apportent de l'eau. Dans un coin, des femmes cuisent le « meal-meal », distribué par le gouvernement sud-africain.

On n'entend plus les armes depuis quelques jours, continue le porte-parole de la police. Mais les réfugiés nous ont dit que les combats ont été durs de l'autre côté de la frontière. Ils n'ont jamais vu autant de soldats. Les Cubains et le SWAPO (mouvement nationaliste africain de Namibie), combattent aux côtés du M.P.L.A. «

Gabriel Kiatima n'a vu que des troupes du M.P.L.A. Kaxuhwa Manyekere a lui quand on lui a annoncé l'arrivée de l'armée angolaise. Mais Tgoffes Kalenga nous affirme avoir rencontré des hommes à la peau plus claire et aux cheveux longs, et des soldats ne ressemblant pas à ceux du M.P.L.A. »

Aucun de ces hommes ne dit avoir combattu, mais tous s'avouent sympathisants de l'UNITA. Rares sont ceux qui brejoillissent les portugais, quelques-uns ont appris l'anglais ou l'afrikaans dans les mines sud-africaines.

Autrefois le SWAPO était l'allié de l'UNITA (mouvement de M. Jonas Savimbi), elle entraînait même ses troupes, commente, amer, M. Lucky Shoopalo, présenté comme un ancien responsable de la SWAPO, et qui, aujourd'hui, travaille pour le ministre de l'information sud-africain. A présent, elle mène une guerre criminelle aux côtés du M.P.L.A. »

De l'autre côté, des barbelés qui entourent le camp, des policiers et des soldats, noirs et blancs, vêtus d'un uniforme kaki, montent la garde. Pour la sécurité des réfugiés, mais aussi pour les empêcher de se disperser dans le pays. « Ils ne s'en iront, dit un soldat, que quand le gouvernement les aura enrégimentés et en aura donné l'autorisation. »

C. C.

POLITIQUE

POINT DE VUE

PARLEMENT EUROPÉEN ET DÉMOCRATIE FRANÇAISE

par JACQUES SOUSTELLE (*)

La décision du président de la République de saisir le Conseil constitutionnel du problème posé par l'application de l'article 138 du traité de Rome, a donné un regain d'actualité à cette question. Le débat sur le budget des affaires étrangères a déjà été marqué par certaines interventions, comme celle de M. Couve de Murville, qui préfigurent la discussion du printemps prochain.

L'accord réalisé à Bruxelles le 12 juillet dernier sur l'élection du Parlement européen au suffrage universel suscite des réactions hostiles dans deux secteurs, qui s'opposent sur bien des points, mais se sont rapprochés plus d'une fois, jadis et naguère, dans une commune défiance et un refus envers une Europe unie.

Le bureau politique du parti communiste et le bureau exécutif de l'U.D.R. se sont élevés en même temps contre la perspective d'une Assemblée européenne démocratiquement élue. M. Michel Debré a annoncé, en septembre, qu'il avait décidé de créer un « comité pour l'unité et l'indépendance de la France », dont toute l'action serait dirigée contre l'élection de l'Assemblée européenne au suffrage universel. Simultanément, Georges Marchais et l'Humanité se déclaraient jour après jour contre « la politique giscardienne d'abaissement national, de retour à l'atlantisme et de complaisance pour les ambitions dominatrices de l'Allemagne occidentale ».

Ce serait un procédé polémique facile, pour moi, de condamner l'une et l'autre de ces oppositions à l'Europe en feignant de les confondre. Je ne céderai pas à cette facilité. On doit loyalement distinguer ce qui doit être distingué. Le parti communiste demeure, comme il l'a toujours été, irréductiblement hostile à tout ce qui peut gêner l'expansion soviétique. Une Europe unie, économiquement puissante, à l'instar de l'Amérique et de l'U.R.S.S., et capable de trouver enfin en elle-même une volonté politique, serait ipso facto réfractaire à toute « finlandisation ».

La marche à l'hégémonie que poursuit la Russie avec une prodigieuse ténacité se heurterait à un obstacle infranchissable. C'est cela que les communistes veulent à tout prix empêcher : c'est la réalité qui se cache derrière leurs aigreles récriminations contre l'« abandon national », derrière leurs diatribes xénophobes lancées péle-mêle contre l'« impérialisme ouest-allemand », les sociétés multinationales, les États-Unis, le « grand capital français et international » et autres entités de leur démonologie familière.

Ils entreprennent en même temps une opération de politique intérieure. Après avoir tendu la main aux chrétiens, ils la tendent aux gaullistes au nom de l'indépendance nationale. Or l'attitude de l'U.D.R. — je laisse de côté ceux de ses membres qui ne sont mus, en fait, que par une allergie viscérale à l'égard du président de la République — répond bien évidemment à d'autres motivations. Outre une méfiance embarrasée à l'égard de tout étranger, américain, européen ou russe, c'est une certaine conception de la souveraineté nationale dans une démocratie qui, semble-t-il, est à la base des réticences exprimées par ce parti.

Pour ceux qui évoqueraient aujourd'hui l'affaire de la C.E.D. — et rappelleraient que ce projet d'armée européenne — tout repoussé en 1954 grâce à la conjonction des communistes et des gaullistes (mais aussi grâce aux votes de nombreux socialistes et à l'appel du président Harriot) — je ne crois pas inutile de souligner qu'à cette époque l'opposition gaulliste à la C.E.D. se cristallisait autour de trois points essentiels :

- 1° La C.E.D. risquait de couper la France métropolitaine de ses prolongements outre-mer ;
- 2° La Grande-Bretagne demeurait en dehors de l'organisation projetée ;
- 3° Enfin, comment concevoir une armée européenne sans que fût mise en place, au préalable, un pouvoir politique européen ?

« Que peu de temps suffit pour changer toutes choses ! »

Vingt-deux ans plus tard, il n'y a plus d'Afrique française plus de France d'outre-mer ; la Grande-Bretagne est entrée dans l'Europe ; l'élection du Parlement européen au suffrage universel marque un progrès vers la mise en place, au niveau européen, d'un pouvoir politique démocratique.

M. Michel Debré a posé au premier ministre, dès le lendemain de la réunion de Bruxelles, une question avec débat : il lui a demandé « selon quelle procédure le gouvernement entend proposer la révision constitutionnelle, qui est un préalable nécessaire à toute délibé-

ration sur l'élection au suffrage universel d'une Assemblée européenne ».

L'ancien premier ministre semble donc tenir pour certain et évident que l'élection ainsi envisagée est anticonstitutionnelle.

Or cela n'est ni certain ni évident. L'article 54 de la Constitution dispose : « Si le Conseil constitutionnel, saisi par le président de la République, par le premier ministre ou par le président de l'une ou l'autre Assemblée, a déclaré qu'un engagement international comporte u... clauses contraires à la Constitution, l'autorisation de la « signer ou de l'approuver ne peut intervenir qu'après la révision de la Constitution ».

Le Conseil constitutionnel étant saisi, il lui appartient de dire le « droit ». Sans vouloir me prononcer avant lui, je reprendrai les termes de M. Maurice Duverger (1) : « En droit, l'élection populaire des représentants de la nation à l'Assemblée de Strasbourg n'est pas contraire à la Constitution française. »

Il n'est pas inutile de rappeler ici que « les traités ou accords internationaux régulièrement ratifiés ou approuvés ont, dès leur publication, une autorité supérieure à celle des lois » (article 55 de la Constitution). N'est-ce pas le cas du traité de Rome ?

Une autre voie pourrait être recherchée par les irréductibles : celle qui, s'appuyant sur l'article 3 de la Constitution, soulèverait l'objection fondamentale d'atteinte à la souveraineté nationale. Le texte constitutionnel affirme que « la souveraineté nationale appartient au peuple qui l'exerce par ses représentants et par la voie du référendum ». Ce principe de base de toute démocratie n'interdit absolument pas au peuple par ses représentants (ou éventuellement par référendum), de consentir des délégations de souveraineté, sur des objets déterminés, à telle autorité qu'il lui convient de charger dans telle ou telle mission.

S'il est choquant que des députés français élus au suffrage direct participent aux travaux d'une Assemblée européenne, pourquoi trouverait-on tout naturel que des parlementaires français, depuis des années, soient membres de l'Assemblée européenne des Neuf ou de celle du Conseil de l'Europe ? Serait-ce parce qu'ils sont désignés par leurs collègues à Paris ? Mais n'est-ce pas la même chose ?

Quant aux « délégations de souveraineté », y a-t-il là de quoi s'alarmer ? M. Debré devrait être le dernier à s'en offusquer : si j'ai bonne mémoire, il était membre du conseil de direction du R.P.F. quand celui-ci, sous la présidence du général de Gaulle, se prononça publiquement en faveur de telles délégations pour former les premières institutions de l'Europe. Il est vrai, dira-t-on, que le général, fort « européen », à l'époque de l'ascension du Rassemblement, prit des positions bien différentes par la suite. Mais alors, qui peut se vanter de savoir de science certaine ce qu'il penserait aujourd'hui ?

M. Michel Debré était, si je ne m'abuse, chef du gouvernement quand il donna son référendum. Le 8 avril 1962, ce qu'on appelait « les accords d'Évian », il doit donc savoir mieux que personne, étant donné la compétence qu'on lui connaît en matière de droit, que ce référendum violait de plusieurs manières la Constitution : d'abord parce qu'il avait pour objet de diviser le territoire national, et qu'ainsi il n'avait pas été soumis au référendum ; ensuite parce qu'il faisait fi de l'article 72 sur lequel le même M. Debré s'était fondé, à juste titre, pour déclarer inconstitutionnelle toute sécession des départements français d'Afrique ; enfin, et surtout, parce que les Français résidaient en Algérie étaient exclus de ce vote (2), ce qui allait directement à l'encontre de l'article 3 et de la Déclaration des droits de l'homme.

On comprendrait mal que, ayant vu de telles libertés avec la Constitution il y a quatorze ans, certains se posent aujourd'hui en censeurs inflexibles et sourcilieux prêts à donner des leçons à tout un chacun.

La démocratie française dans sa souveraineté, le Parlement français dans la plénitude de ses droits, peuvent, et à mon sens doivent, en approuvant les accords de Bruxelles, ouvrir à notre pays la route de l'Europe, qui est celle des libertés sauvegardées, du progrès social maintenu, de notre sécurité affirmée.

(*) Député du Rhône (réformateur), ancien ministre.

Il est vrai que, pour reprendre encore une fois les expressions de M. Duverger, certains considèrent l'élection populaire de l'Assemblée européenne comme une « machine interne » destinée à faire voter en écho notre souveraineté nationale. De tels censeurs opposent que l'Assemblée voudra outrepasser les limites que le traité de Rome fixe à ses pouvoirs. On s'efforcera sans doute de faire voter par le Parlement français une sorte de « protocole additionnel » qui spécifierait, quel exactement ? Que le traité doit être respecté ? Cela paraît un peu étrange.

Mais, dans tout cela, les arrière-pensées de politique intérieure affleurent. Qui ne voit que le parti communiste, à ce propos, joue la crise régime ? Si, en effet, sous la prétexte fallacieux de défendre la souveraineté nationale, ou comme suite à des controverses byzantines sur la « supranationalité », une part substantielle de la majorité « partait en dissidence », nous nous verrions ramené aux pires errements de la IV^e République. Le désordre politique qui s'ensuivrait ne pourrait servir que le parti communiste : le parti socialiste, lui, ne serait pas en porte-à-faux et peut-être divisé ?

Décider une crise de la majorité à propos de l'élection de l'Assemblée européenne ne constituerait pas seulement une faute, mais une grave imprudence. Et qui sait si les responsables de cette crise ne seraient pas les premiers à en faire les frais ?

(1) Le Monde, 11 novembre 1976.
(2) Cette exclusion « étrange », évidemment contraire au principe de l'autodétermination, a été présentée comme « une mesure temporaire ». Mais que le gouvernement d'alors n'ait médité sur les chiffres du référendum de 1961, qui préfiguraient la « solution finale » du problème, en France métropolitaine, 55,8 % des inscrits avaient répondu « oui », mais 32,2 % seulement en Algérie. Laisser voter les citoyens français d'Algérie dans ce scrutin était donc leur sort aurait été conforme à la loi et au bon sens, mais aurait pu conduire à un grave échec.

● M. Jean-Marie Duillet, député réformateur de la Mayenne, estime normal, dans Démocratie moderne, organe du Centre des démocrates sociaux, que le P.C.F. « livre un combat désespéré contre la démocratie européenne (car il demeure l'illégitime inconditionnel de l'impérialisme et du totalitarisme soviétiques) ». « On comprend moins, ajoute-t-il, l'irréductible opposition d'un Michel Debré, qui se trompe d'adversaire. » « Concernant ce gaulliste éminent, demande M. Duillet, peut-il se laisser aveugler par la passion, au point de ne pas voir que l'intérêt national, pour la France de 1976, c'est l'organisation d'une Europe libre et solidaire ? »

● La Pensée nationale (revue nationaliste) a publié, vendredi 12 novembre, une déclaration dans laquelle elle exprime « sa profonde opposition à la politique menée par le gouvernement giscardien, après le débat sur le budget de la défense et celui des affaires étrangères ». La revue ajoute : « La politique de défense est confuse, et l'on s'aperçoit que le gouvernement refuse de choisir entre le maintien d'un service national collectif et inutile et le nécessaire développement des équipements, notamment du nucléaire. D'autre part, la grande maîtrise du budget des affaires étrangères est lamentable et significative : le gouvernement n'a pas le souci du rôle de la France dans le monde. » La Pensée nationale s'élève contre l'élection du Parlement européen au suffrage universel direct.

★ La Pensée nationale, 10, rue de la Bourne, 75002 Paris.

A NOS COMPATRIOTES LIBANAIS

Le Centre supérieur d'études commerciales C.E.C. de Beyrouth (Centre d'enseignement privé à distance régi par la loi du 12 juillet 1971), correspondant également du Centre national d'études supérieures et de séminaires de Bruxelles, prie les Libanais se trouvant en France ou ailleurs, amis du C.E.C., anciens étudiants et étudiants de se mettre en contact avec le C.E.C. au 51, rue du Bois-de-Boulogne, 92200 Neuilly-sur-Seine, téléphone 747-00-80, où ils pourront désormais poursuivre leurs études, s'ils le désirent.

ELIE AOUN.

صلى الله عليه وسلم

POLITIQUE

L'ÉLECTION DU FUTUR MAIRE DE PARIS

PORTRAIT

M. Michel d'Ornano
UN HOMME DU PRÉSIDENT

Nul doute que M. d'Ornano ait accueilli avec plaisir la décision de M. Giscard d'Estaing. Non pas tant que le ministre de l'Industrie et de la recherche — il l'est depuis mai 1974 — se morfond à ce poste qu'au demeurant il conservera, mais bien plutôt parce que le comte Michel d'Ornano n'a jamais caché son goût pour la politique. Le visage rond, ouvert, souvent éclairé d'un large sourire, ce notable aux bonnes manières, qui fut industriel avant d'être élu maire de Deauville en 1962, aime séduire. Homme de dialogue plus que d'affrontement, il fait dans la nuance que dans l'écrit. D'une extrême courtoisie, il sait parfois se montrer obstiné comme il l'a prouvé lors de l'altière C.J.J. Honeywell Bull où il s'est battu avec efficacité pour faire passer une solution qu'il était pratiquement seul à défendre.

Né en 1924, à Paris, il était entré dans le secteur privé après ses études au lycée Carnot et à l'école libre des sciences politiques.

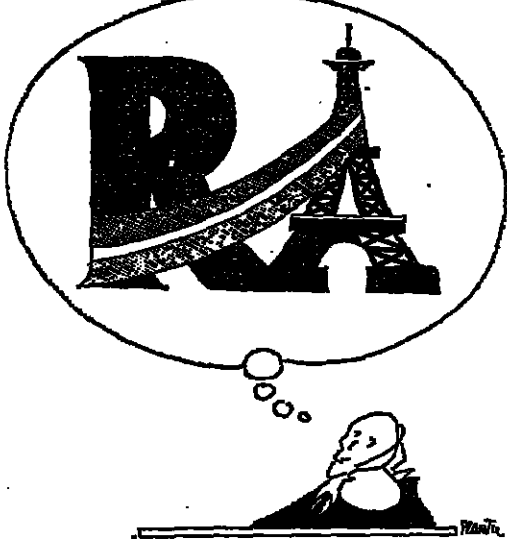
Il épouse, en 1960, Mlle Anne de Contades. L'année de son élection à la mairie de Deauville, il entre aussi à l'Assemblée nationale comme député du Calvados. Il fait, alors, bientôt partie

de la petite équipe de fidèles qui vont faire de la Fédération nationale des républicains indépendants l'instrument de la conquête de la magistrature suprême pour M. Valéry Giscard d'Estaing.

Aux côtés de M. Michel Pontalowski, puis à sa place quand celui-ci sera réduit au silence par son entrée au gouvernement, il mène, sous Georges Pompidou, la guérilla contre les gaullistes et les travaux d'approfondissement des contraires. Plus que le futur ministre d'Etat, il usera dans cette tâche de diplomatie et de sens de la nuance.

Président du groupe R.I. de l'Assemblée nationale à partir de 1973, il saura se montrer réservé à l'égard de la politique du gouvernement sans atteindre jamais à la critique véritable. En mars 1974, il devient secrétaire général des républicains indépendants et sera chargé, au cours de la campagne présidentielle, des relations politiques du candidat.

L'about principal de M. Michel d'Ornano, dans le passé, a été la confiance que lui faisait M. Giscard d'Estaing. C'est cette confiance qui est à l'origine de sa désignation comme chef de file de la majorité à Paris.



(Dessin de PLANTU.)

Des élus de la majorité s'étonnent

(Suite de la première page.)

Il lui faudra jeter serré. Au sein de cette majorité, la division reste profonde. M. d'Ornano qui appartient à la famille giscardienne n'a pas été mêlé aux querelles qui, depuis quelques mois, ont créé l'« aigreur » entre les gaullistes réunis, au Conseil de Paris, au sein du groupe « Paris-Majorité » (38 élus) et les membres de « Paris-Avenir » (22 élus) qui groupe les républicains indépendants et le C.D.S. Ces derniers, forts de leur soutien des 23 élus de la majorité, se sont révoltés, réclamant depuis de longs mois un réajustement de la majorité.

Il ne faut pas voir dans cette concurrence qu'une simple querelle de personnes. Dans les cou-

loirs de l'hôtel de Ville comme à la tribune du Conseil de Paris, nombreux sont les élus U.D.R. qui critiquent l'action du président de la République, notamment ses directives concernant les nouvelles orientations à donner à l'urbanisme parisien. La présence de M. Michel d'Ornano calme-t-elle cette mauvaise humeur ? Première réponse lundi 15 novembre par M. Pierre Bas, président du groupe Paris-Majorité, qui fera connaître son sentiment sur le choix du leader de la majorité parisienne.

Jusqu'à l'arrivée de M. d'Ornano dans l'arène parisienne, trois personnalités se disputaient la direction des opérations et le futur poste de maire de Paris. Le premier, M. Jacques Dominati, secrétaire général des républicains indépendants et président de Paris-Avenir. Il a été reçu vendredi dans la soirée par le président de la République. Alors que M. d'Ornano avait mené bataille pour la réforme du statut de Paris voté en décembre 1975 par l'Assemblée nationale.

Le second, M. Christian de la Malène, député U.D.R. de Paris, rapporteur général du budget de la capitale, gaulliste de stricte obédience, avait présenté sa candidature de la mois de septembre. Tout en ne dissimulant pas qu'il était prêt à s'effacer devant un homme « qui serait un facteur d'union et non de division », cet homme « providentiel » paraissant être alors M. Pierre-Christian Tattinger, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, ancien conseiller de Paris, qui tout en s'annonçant comme républicain indépendant avait conservé beaucoup d'amitiés à l'U.D.R.

La désignation de M. d'Ornano ouvre une nouvelle phase dans la préparation des élections législatives et, en tout cas, municipales à Paris. Le ministre de l'Industrie va devoir travailler à la préparation des listes des candidats de la majorité qui se présenteront dans les dix-huit circonscriptions de la capitale le 13 mars prochain. Cent neuf conseillers de Paris seront élus. Ces derniers, après le second tour, le 20 mars, désigneront le maire de la capitale qui désormais va disposer des mêmes pouvoirs que tous les maires de France. — J.-P.

UNE LETTRE
DU PREMIER MINISTRE

Dans une lettre, rendue publique, vendredi 12 novembre, lettre qu'il a adressée à M. Olivier Guichard, en tant que président du groupe de travail chargé de l'action commune des formations de la majorité, M. Raymond Barre a annoncé que M. Michel d'Ornano serait le candidat de la majorité au poste de maire de Paris.

Le premier ministre écrit dans cette lettre :

« Conformément aux termes de ma lettre du 8 septembre 1976, par laquelle je vous ai chargé de présider le groupe de travail destiné à fixer les modalités de l'action commune des formations qui constitueront l'union de la majorité, dans la perspective des élections prévues en 1977 et en 1978, vous avez eu recours à mon arbitrage pour que soit désigné par mes soins la personnalité qui aura la charge de mener l'action de la majorité pour les élections municipales à Paris.

« J'ai décidé de demander à M. Michel d'Ornano, ministre de l'Industrie et de la recherche, de se présenter dans un des secteurs de la capitale. Il aura la double charge de procéder aux consultations nécessaires pour constituer les listes uniques de la majorité dans les divers secteurs de Paris et d'animer la campagne électorale au nom de la majorité. Je ne doute pas que les formations de la majorité lui apporteront leur concours le plus entier.

« Une fois élu, il se présentera devant le prochain conseil municipal comme candidat de la majorité au poste de maire de Paris. »

● M. Valéry Giscard d'Estaing a reçu, le vendredi 12 novembre, M. Pierre Dime, ambassadeur du Tchad à Paris. Selon toute vraisemblance, « l'affaire Claustre » a été évoquée au cours de la conversation.

● Le Mouvement des radicaux de gauche a indiqué, vendredi 12 novembre, que son candidat à l'élection législative partielle de la cinquième circonscription des Yvelines, M. Dominique Vastel, a été attaqué, vendredi vers minuit, « alors qu'il rentrait d'une réunion publique à Bois-d'Arcy, par des jeunes, armés de bâtons de fer, qui l'ont roué de coups ». Le M.R.G. précise qu'« après constat médical », M. Dominique Vastel portera plainte. Le communiqué de Saint-Gyr-l'École a déclaré qu'il ignorait tout de cette affaire.

● Un incident s'est produit à Brionne dans la nuit du 11 au 12 novembre entre collègues d'affiche des deux candidats à l'élection législative partielle de la Haute-Loire. Une plainte a été déposée par une personne qui a été molestée alors qu'elle distribuait des tracts en faveur de M. Jean Prévost, candidat R.I. Ce dernier, dans un communiqué, indique que le domicile de son suppléant à Brionne, M. Jean-Jacques Faucher, a été « assailli » une partie de la nuit et que « la sœur, la femme et le beau-frère de M. Faucher ont été injuriés et frappés ».

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS MUNICIPALES

Le premier accord officiel entre partis de gauche est signé dans la Vienne

La fédération de la Vienne du parti communiste, celle du parti socialiste et celle du Mouvement des radicaux de gauche ont rendu public, vendredi 12 novembre, l'accord intervenu entre leurs trois formations pour les élections municipales. Le département de la Vienne est ainsi le premier où se terminent positivement les négociations engagées au sein de l'union de la gauche.

L'accord prévoit que « sous la responsabilité commune des trois formations » les listes d'union seront conduites par un socialiste à Poitiers, Loudun, Olvray et Montmorillon et par un communiste à Châtelleraut et Chauvigny.

À Poitiers, où le maire sortant, M. Pierre Vercauteren (U.D.R.), qui avait été battu lors des élections cantonales, a annoncé qu'il ne se représenterait pas, la majorité

est divisée. Deux listes sont en cours de préparation. L'une est conduite par M. Yves Chamart (U.D.R.), adjoint au maire, l'autre par M. Grandon (centriste), avocat. À gauche, la liste devrait être conduite par M. Jacques Santrot (parti socialiste), candidat du P.S. aux élections législatives en 1973.

À Châtelleraut, dont le maire sortant est M. Pierre Abelin (C.D.S.), les communistes ont obtenu le pouvoir conduisant la liste. Lors de l'élection législative d'octobre 1975 qui avait permis à M. Abelin de retrouver son siège à l'Assemblée nationale, le candidat communiste, M. Paul Fromont, avait été distancé au niveau de la circonscription par Mme Edith Cresson, membre du secrétariat du P.S., mais il avait devancé sa rivale sur la ville même de Châtelleraut.

VILLEURBANNE : le P.S. désigne M. Hernu pour conduire une éventuelle liste d'union de la gauche

De notre correspondant

Lyon. — Le bureau exécutif du parti socialiste a choisi, mercredi 10 novembre, M. Charles Hernu, membre du comité directeur, pour conduire une éventuelle liste d'union de la gauche, aux élections municipales, à Villeurbanne (Rhône), contre le maire sortant, M. Etienne Gagnaire, député de la circonscription de la commune urbaine de Lyon. La décision a été rendue publique, vendredi 12 novembre à Lyon, par le secrétaire de la fédération du Rhône du parti socialiste, M. Roland Bernard, en présence de M. Hernu.

La commission exécutive de la fédération du Rhône n'avait pu départager les deux postulants à ce poste de responsabilité. M. Hernu, président de la commission de la défense nationale au P.S., et M. Massard, animateur de la section du P.S. de Villeurbanne, ont tous deux exprimé leur soutien au bureau exécutif de la fédération de la désignation définitive.

Le P.C., se fondant notamment sur les résultats des législatives de 1973 où il avait recueilli 25,96 % des suffrages exprimés contre 14,99 % au P.S., revendique lui aussi pour un des siens la direction de la liste à Villeurbanne. M. Hernu a souhaité la présence de communistes « à la place qui leur revient », sur la liste qu'il envisage de conduire.

● M. Yves Guéna, secrétaire général de l'U.D.R., a déclaré, le samedi 13 novembre, à Bordeaux : « Nous devons, nous U.D.R., conduire une éventuelle liste d'union de la majorité, dans son organisation actuelle, n'est pas en mesure de se battre à armes égales avec l'opposition. La majorité apparaît comme une juxtaposition de partis alors que la situation requiert vigueur et volonté. Elle est perçue comme une coalition de droite ; or en France, traditionnellement, la gauche a un avantage dans l'opposition. »

« Nous ferons les propositions nécessaires, a-t-il déclaré, pour qu'ils puissent participer ; nous serons loyaux, unifiés, mais fermes. »

Le comité de ville de Villeurbanne du P.C., dans une déclaration publiée par l'Humanité du 13 novembre, a proposé la désignation de M. Hernu, considéré « qu'il s'agit de manifestations personnelles étrangères aux pourparlers en cours, se situant en dehors de toute réalité et manquant pour le moins de sérieux ».

BERNARD ELIE.

Les premières réactions

M. MITTERRAND : derrière les fogots.

M. Mitterrand, au cours de l'émission d'Antenne 2 « C'est à dire », mercredi 10 novembre, avait indiqué qu'il n'avait pas le sentiment d'être le candidat de la majorité au poste de maire de Paris mais un général d'un parti de la majorité qui s'agitait sur le devant de la scène, mais une personnalité « sortie de derrière les fogots majoritaires ».

M. SARRE : nommé par le président.

« La candidature de M. d'Ornano n'est pas une surprise, nous a déclaré M. Georges Sarre, conseiller de Paris (P.S., tendance C.E.R.S.). Celui-ci ou un autre, peu importe. Dans le système actuel, le candidat du président de la République est nécessairement le candidat des formations de la majorité. Je n'ai jamais attaché le moindre intérêt à la course qui s'est déroulée entre plusieurs postulants de la majorité pour le poste de maire de Paris. L'arrivée de M. d'Ornano prend valeur de symbole au moment où les Parisiens retrouvent, pour leur ville, un statut se rapprochant du droit commun. »

« Je trouve extraordinaire que M. d'Ornano, qui est le représentant type de certaine couche sociale, soit désigné pour être le premier maire de la capitale après plus d'un siècle de statut arbitraire. C'est une tentative de restauration.

« Cette conception de la démocratie n'est pas la nôtre. Le pouvoir n'est pas la nôtre. Le pouvoir de la République nomme le maire. Les électeurs, même ceux qui inclinent vers la majorité présidentielle, devront avoir un statut démocratique permettant de « recaler » M. d'Ornano. »

M. FISZBIN (P.C.) : le candidat officiel.

M. Henri Fiszbin, député communiste de Paris, nous a déclaré :

« Valéry Giscard d'Estaing, renouant avec un procédé antidémocratique datant d'un autre siècle, vient de désigner le candidat officiel de sa majorité à la mairie de Paris.

« Il a choisi un ministre, M. d'Ornano, maire de Deauville, qui est un homme de son entourage direct. Cette décision autoritaire du président de la République confirme l'orientation de la politique de l'Etat, à l'égard de Paris.

« Malgré le nouveau statut, Valéry Giscard d'Estaing veut maintenir Paris dans son domaine réservé et continuer à prendre les décisions qui concernent les Parisiens. Il veut continuer à appliquer à Paris une politique néfaste, que les Parisiens ressentent durement avec la crise et l'austérité.

« Ainsi se trouve pleinement mis en lumière ce que les communistes de Paris et toute la gauche ont dit de l'enjeu des prochaines élections municipales dans la capitale. »

● L'Union pacifiste de France tient son congrès annuel dimanche 14 novembre, à Bondy (Seine-Saint-Denis), dans les locaux du Centre protestant de recherche et d'analyse.

LE MONDE
diplomatique

NUMÉRO DE NOVEMBRE

L'AMÉRIQUE
DE JIMMY CARTER

- Une stratégie « trilatérale » (Dion Johnston).
- Intérêts économiques disparates contre stratégie globale : une conversation interne de la diplomatie américaine (Joyce Kotke).
- La signification politique de l'abstentionnisme aux élections (Marie-France Toinet).
- L'influence des groupes économiques et ethniques (Charles Zerbib).

Le numéro : 5 F.
Publication mensuelle du Monde à 5, rue des Italiens, 75001 PARIS.
CDDX. 03.
(En vente partout.)

Édité par la S.A.R.L. Le Monde.

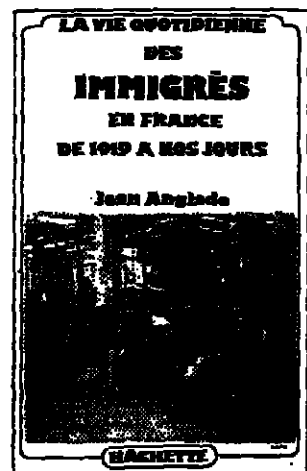
Gérants : Jacques Fauriol, directeur de la publication, Jacques Garreau.

Imprimerie du « Monde »
5, rue des Italiens
PARIS-14^e
1976

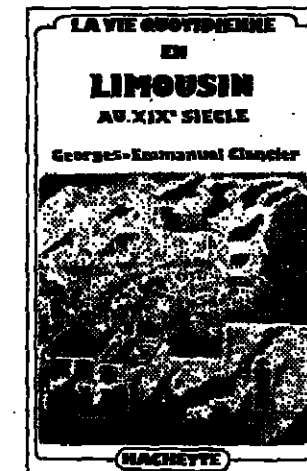
Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5747.

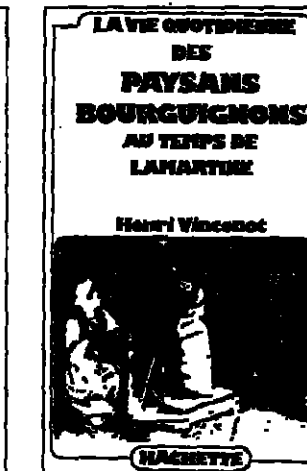
Jean Anglade,
Georges-Emmanuel Clancier,
Henri Vincenot, auteurs dans
"la vie quotidienne".



du même auteur :
La vie quotidienne dans le Massif central au XIX^e siècle.
La vie quotidienne contemporaine en Italie.



du même auteur :
La vie quotidienne dans les chemins de fer au XIX^e siècle.



du même auteur :
La vie quotidienne dans les chemins de fer au XIX^e siècle.

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

LA CORSE INCERTAINE

III. — L'école, c'est la vie

De notre envoyé spécial
JACQUES DE BARRIN

La création d'un service public des transports maritimes entre la Corse et le continent, basée sur le principe de la « continuité territoriale », est effective depuis le 1^{er} avril dernier. Elle a abouti à une baisse sensible des arrêts d'acheminement, même si certains ajustements tarifaires restent nécessaires. Malgré tout, l'état de la flotte continue de préoccuper les insulaires. (Le Monde • des 12 et 13 novembre.)

Les vieux étaient désespérés : « Nous n'attendons plus de gosses nés ou pleurant à Lavatoggio, en Balagne : un village-mouroir, une sorte d'hospice délabré avec vue sur la mer. Son seul luxe, l'absence de laideur. Une centaine d'habitants ; moyenne d'âge : autour de cinquante-sept ans. Quelques potagers au milieu d'un maquis envahissant ; pas de garde-champêtre, pas de secrétaire de mairie. Une épicerie octogonale écoulait des conserves défraîchies. Les à peu près flânaient dans l'école abandonnée. Même pas les secours de la religion à portée de presbytère : le curé Mariotti avait plié ses chasubles. Il y a trente ans déjà.

Prophète d'un renouveau possible, une poignée de jeunes s'accrochaient encore au terrain, qui élève, qui vigneron, qui artisan. L'été, pour respirer l'air du pays, d'autres les rejoignent. On s'enfonce dans la campagne. Un petit bal, en passant, n'aurait pas été de trop. « Une messe, une procession et quelques coups de feu à blanc pour le Saint-Ceront : voilà ce qui, chez nous, tenait lieu de fête annuelle », raconte Paul Prudenti.

A force de tourner et de retourner ces idées dans leur tête, le 8 juillet 1973, ils décidèrent de créer un foyer rural avec son bureau et ses statuts. « Nous voulions quelque chose de net, de propre ; pas de comité des fêtes : les commerçants se méfient toujours des recettes dans la poche », affirme Gérard Prudenti. Le 10 août, personne à Lavatoggio, n'en croit ses oreilles : les insulaires de Calvi sont à pied d'œuvre avec leurs guillemets électriques. Trois jours de réjouissances et au bout du compte 8 000 francs de bénéfice net : « un petit miracle ».

Opération commando

Le maire met à la disposition du foyer rural l'ancienne sacristie. On retape le local ; on achète un peu de matériel : une machine à écrire, un duplicateur à alcool. Les jeunes vont loin. « L'école venait de fermer, nous allions nous battre pour obtenir sa réouverture », indique Philippe Suzonni. Les autorités compétentes refusent d'étudier le dossier. « Réclamer une institutrice pour trois élèves ? C'est une sottise », pense le sous-préfet.

Qu'importe ! Pour Lavatoggio,

la réouverture de l'école est une question de vie ou de mort. Les responsables du foyer rural ne sont pas prêts de se rendre aux arguments des bureaucrates. Comme un défi, en décembre 1974, ils arrivent à réunir autour d'un arbre de Noël, une trentaine d'enfants des environs et, l'après-midi, Olga Georges-Picot, une habitante des lieux. Au printemps suivant, ils organisent, à l'intention des jeunes de Balagne, un concours d'articles sur le thème : « Le village en fête ». « Nous voulions que, sur le papier, déjà, les gosses imaginent un village très différent de celui qu'ils avaient sous les yeux », explique Roger Laurent.

Interventions, pressions : le non catégorique devient un oui mais. « Votre école vous la méritez », concède le sous-préfet au printemps 1975, mais débrayez-vous pour la remettre en état et pour trouver sept élèves. A dix jours de la rentrée, l'inspecteur d'académie se rend au village. Le chantier est en bonne voie : les jeunes y travaillent d'arrache-pied. Tout sera prêt à temps. Pour combien d'enfants ? Trois. « Il m'en faut sept plus tard que demain matin, sinon je ne vous donne pas d'institutrice », conclut le visiteur.

« On est parti comme des fous dans la nuit à l'affût d'élèves », dit un jeune. Nous sommes tombés sur un ancien légionnaire qui vivait avec ses enfants dans une caravane : impossible de le convaincre d'installer à Lavatoggio. Le lendemain matin, à l'aube, quelques heures avant que ne tombe l'ultimatum, un commando pacifique « enlève » une famille du village voisin de Montemaggiore, moyennant promesse de la loger gratuitement pendant un an.

Parents modèles

Le jour de la rentrée, l'institutrice débute en oubliant de relever l'âge de ses sept élèves. Bienheureuse omission : pour faire nombre, il a fallu inscrire trois enfants de moins de cinq ans, non scolarisables. Mis devant le fait accompli, l'inspecteur d'académie ferme les yeux. « C'est une dérive », des autorisations aussi spéciales qu'exceptionnelles. Les jeunes de Lavatoggio tenaient tellement à leur école qu'ils ont écouté « les autorités commises des bêtises pour l'avoir ».

La garderie-ils ? La rentrée 1976 s'est faite avec six élèves pour la prochaine, on en prévoit sept. « Après l'horizon est bouché », constate François Antonini, le président du foyer rural. Pour attirer des enfants, il faut remettre le village debout. Alors, les jeunes de Lavatoggio s'activent un peu dans toutes les directions. « Pour être dans le courant », ils organisent sur place des conférences sur l'énergie solaire, les cités-paysages, les abeilles. Ils

obtiennent trois médailles de bronze et une médaille d'argent de la famille française. Pour des parents modèles qui n'ont pas eu peur d'élever plus de cinq enfants.

Le foyer rural prend l'initiative de créer un comité d'assagés. Les téléphones, l'électricité, les routes : il y a beaucoup à redire. On réunit face à face les administrations de tutelle et les maires du canton. On s'entend. Ce n'est pas avec un budget de 40 000 F que l'on peut s'en sortir. Mais enfin, puisque ces éternités lui font la vie — et que les élections approchent — il promet de revoir ceci et de refaire cela. « Tant pis, on s'entendra ».

Les jeunes, il est vrai, ont d'autres besoins que leurs parents. L'avenir les préoccupe, d'où leur souci de bien s'armer pour des lendemains incertains. « Des crédits, on peut toujours en obtenir, il suffit de les demander. Mais, à Lavatoggio, on ne présente jamais aucun dossier », aux pouvoirs publics, les responsables du département, avec le maire, ils ne sont pas sur la même longueur d'onde. On tente de s'expliquer, de tirer les choses au clair. Bien à faire. « Il y a entre nous un fossé ».

Années prochaines municipales, le foyer fera donc la population foyère de son différend avec la mairie. Gilberte Suzonni, qui vit sur le continent mais qui a pris Lavatoggio en affection, sera tête de liste : « Elle a des moyens. Elle a toujours été très bonne avec nous : elle nous encourage, relève les jeunes. Ça ne sera plus un homme tout-puissant qui gouvernera seul mais une équipe qui a fait ses preuves ».

Un quart de siècle que Georges Allegrini est au pouvoir. « J'avais l'intention de me retirer mais je n'ai pas le temps », annonce-t-il. « Mes adversaires n'ont qu'un tort, celui de tout politiser. » « Il n'en est rien, affirment les jeunes. Sur notre liste, dans la moyenne d'âge tourne autour de vingt-cinq ans, figurent aussi bien des autonomistes et des U.D.R. que des modérés et des socialistes. » Ce qui se passe en dehors du village ne les intéresse pas immédiatement. « Partisans de la troisième force, nous nous situons entre les extrêmes qui cessent tout et les hommes de clan qui paralyseraient tout », précise François Antonini.

La population observe ce remue-ménage d'un œil sceptique et presque indifférent. Les vieux sont résignés : ils voient le progrès ailleurs ; ils ne s'imaginent pas chez eux. Beaucoup ne demandent rien d'autre que de mourir en paix. Après eux, le déluge. En définitive, peut-être accorderont-ils les suffrages à ces jeunes qui fondent leur réussite sur le travail ? Peut-être leur passeront-ils la main pour transformer le village à leur idée ? Avant qu'il soit trop tard.

FIN

LE PLASTIQUE DU « BOEING » D'AJACCIO

Les quatre autonomistes inculpés sont mis en liberté

Les quatre militants corses, grévistes de la faim, détenus dans le quartier pénitentiaire de l'hôpital de l'Antiquaille à Lyon, ont été remis en liberté vendredi 12 novembre à 18 heures. M.M. Toussaint Pantaloni, Dominique Capretti, Dominique Alfonsi et Toussaint Armani ont été admis dans le service de médecine générale de la clinique du Tonkin, à Villeurbanne.

La mise en liberté des quatre autonomistes inculpés près le plastique du Boeing sur l'aéroport d'Alajaccio, le 7 septembre, avait été décidée, vendredi 12 novembre, dans l'après-midi, par la chambre d'accusation de la cour d'appel de Lyon. Les experts désignés, mercredi 10 novembre, par cette juridiction avaient souligné dans leur rapport que l'état de santé des quatre hommes qui avaient été mis en grève de la faim, était très précaire, mais non dangereux dans l'immédiat sur le plan vital, mais que l'état psychique présentait un certain délabrement.

Dans son arrêt, la chambre d'accusation présidée par M. Jean Hubert Cambasard indique « les insupportables conditions de détention » et « les atteintes à la dignité ».

Attentats à Calvi

D'autre part, en Corse, deux attentats à l'explosif ont eu lieu samedi matin 13 novembre, vers 2 heures, à Calvi (Haute-Corse). Ces attentats visaient un hôtel et un avion appartenant à M. Francis Pinelli, conseiller général du canton de Calenzana, qui vient de publier un manifeste en faveur de l'indépendance de la Corse (Le Monde du 12 novembre). Une charge de plastique déposée à un angle de l'hôtel Faim Beach à Calvi n'a causé que des dégâts peu importants et les pensionnaires de l'établissement n'ont pas eu à souffrir de la déflagration. Ces deux attentats ont été revendiqués samedi matin par un groupe intitulé « Action pour la Corse française ».

La journée de vendredi avait, d'autre part, été marquée par plusieurs déclarations à la suite des prises de position de M. Pinelli. « Si le ridicule pouvait encore tuer, Francis Pinelli aurait été dérangé par le passé qu'il vient d'envoyer dans des mers de ses utopies », ont déclaré, dans un communiqué, six maires du canton de Calenzana. « L'indépendance de la Corse n'est pas un projet, c'est une réalité », ont déclaré, dans un communiqué, les élus de Calenzana. « L'indépendance de la Corse n'est pas un projet, c'est une réalité », ont déclaré, dans un communiqué, les élus de Calenzana.

Le préfet de région, M. Jean Rioloacci, a regretté, quant à lui, que « les électeurs du canton de Calenzana n'aient pas été informés plus tôt des vues de M. Pinelli ». « Cela dit », a ajouté M. Rioloacci, « il sera intéressant de connaître ceux qui partagent ses vues, se référant, si j'ai bien compris, à Monaco et à Andorre. On pourrait y ajouter l'abbé Tardieu d'Andorre, le maître-reux Liban d'aujourd'hui ». La Corse, estimait en effet M. Pinelli, pourrait, « sur le modèle de la Suisse ou de Monaco, ériger les sièges de sociétés européennes ou mondiales ».

Le préfet de région, M. Jean Rioloacci, a regretté, quant à lui, que « les électeurs du canton de Calenzana n'aient pas été informés plus tôt des vues de M. Pinelli ». « Cela dit », a ajouté M. Rioloacci, « il sera intéressant de connaître ceux qui partagent ses vues, se référant, si j'ai bien compris, à Monaco et à Andorre. On pourrait y ajouter l'abbé Tardieu d'Andorre, le maître-reux Liban d'aujourd'hui ». La Corse, estimait en effet M. Pinelli, pourrait, « sur le modèle de la Suisse ou de Monaco, ériger les sièges de sociétés européennes ou mondiales ».

Par une ironie du sort, c'est au moment où M. Egger Block, maire de Brokdorf, voulait ajouter bad (des bains) au nom de son village, pour en marquer la vocation balnéaire, que le site de la centrale a été choisi. M. Block, d'abord opposant farouche, s'est laissé convaincre. La N.W.E. a construit des routes dans sa commune, loué une école désaffectée pour créer un centre d'information et offert des fleurs à la population. De plus, on va construire une piscine de 25 millions de deutschemarks, financée à 80 % par le Land et l'arrondissement. Et c'est justement grâce aux impôts de la centrale que la municipalité de Brokdorf pourra payer les frais de fonctionnement de la future piscine. M. Sachse note dans un sourire : « C'est une situation grotesque : pour payer une installation de loisir, il faut une industrie polluante ».

DANIEL VERNET.

QUALITÉ DE LA VIE

LES ALLEMANDS ET LE NUCLÉAIRE

État de siège autour de la centrale de Brokdorf

De nouvelles manifestations devaient avoir lieu, ce samedi 13 novembre, autour du chantier fortifié de la future centrale nucléaire de Brokdorf, en République fédérale d'Allemagne. Après les bagarres qui ont opposé les antinucléaires et la police, le 6 novembre dernier, on craint des incidents.

Ainsi se trouve relancé le débat sur le

programme nucléaire d'outre-Rhin. D'un côté, M. Friderichs, ministre fédéral de l'économie, presse le gouvernement du Schleswig-Holstein de construire rapidement la centrale de Brokdorf, sans laquelle, selon lui, l'Allemagne du Nord n'aurait plus assez de courant électrique dans les années 80. Mais au Schleswig-Holstein même, le parti social-démocrate

demande l'arrêt de tous les chantiers atomiques jusqu'à ce que les problèmes de sécurité aient été résolus. En Rhénanie-Westphalie, le ministre du travail exige que les citoyens soient consultés avant le choix des sites et son collègue de l'intérieur se prononce pour une « pause » dans le programme atomique.

De notre envoyé spécial

timidité affable, M. Sachse, qui est aussi l'instituteur du village, parle longuement de la manière dont les élus locaux ont été placés devant le fait accompli par le gouvernement régional, des enquêtes d'utilité publique de pure forme, des dossiers comportant plusieurs milliers de pages que les maires pouvaient consulter au chef-lieu voisin, mais ne pouvaient ni emporter ni photocopier. « Ces couloirs démocratiques sont une véritable farce », dit M. Sachse.

Avec des Heurs

Les habitants se sont organisés dès que la décision d'implanter la centrale à Brokdorf a été connue : pétition de 20 000 signatures, référendum officieux au cours duquel 78 % des habitants de Brokdorf et de Wewelsfleth disaient « non » à la centrale, objections, au moment de l'enquête publique de 20 000 personnes, sur lesquels les tribunaux n'ont pas encore statué. Le gouvernement de Kiel avait promis d'attendre que la justice se soit prononcée pour donner l'autorisation de commencer les travaux, mais il n'a pas tenu parole.

Les contestataires craignent confusément la proximité d'une centrale nucléaire pour leur activité agricole. Ils ne veulent pas que « leurs vaches paissent de l'herbe radio-active ». Comme à Wyl, au bord du Rhin, l'autre extrémité de l'Allemagne, les paysans de l'Eibe coopèrent avec des scientifiques pour s'instruire sur

manifestants venus de toute la République fédérale, mais aussi de France, du Danemark et des Pays-Bas, répondant à l'appel. Parmi les services d'ordre, surprise, quelques-uns franchissent les fossés sur des planches et découpent des trous dans le grillage à l'aide de cisailles. Mille à mille cinq cents personnes réussissent ainsi à se glisser sur le terrain.

L'occupation durera quelques heures. Au début de la soirée, la police à cheval charge, employant la matraque et un nouveau gaz lacrymogène particulièrement nocif. La police privée de l'entreprise, qui dispose du même « équipement », la seconde. Bilan : un policier blessé, une trentaine de manifestants brûlés aux yeux. Après la fuite des contestataires, les policiers brûlent sur place les tentes et les sacs de couchage que ceux-ci ont abandonnés. « Il n'y avait jamais eu d'entente de brûler », déclare M. Eickerd Sachse, le maire de Wewelsfleth, village voisin de la centrale. M. Stollenberg, ministre-président du Schleswig-Holstein, loue au contraire « l'intervention modérée et efficace » de la police. Il met en cause les groupes communistes qui auraient boycotté les associations.

M. Sachse a l'habitude de ces accusations. Le député chrétien-démocrate du lieu a même déclaré il y a quelques temps que les paysans contestataires étaient manipulés par Berlin-Est. La cinquantaine tranquille, le cheveu grisonnant, une certaine

manifestants venus de toute la République fédérale, mais aussi de France, du Danemark et des Pays-Bas, répondant à l'appel. Parmi les services d'ordre, surprise, quelques-uns franchissent les fossés sur des planches et découpent des trous dans le grillage à l'aide de cisailles. Mille à mille cinq cents personnes réussissent ainsi à se glisser sur le terrain.

L'occupation durera quelques heures. Au début de la soirée, la police à cheval charge, employant la matraque et un nouveau gaz lacrymogène particulièrement nocif. La police privée de l'entreprise, qui dispose du même « équipement », la seconde. Bilan : un policier blessé, une trentaine de manifestants brûlés aux yeux. Après la fuite des contestataires, les policiers brûlent sur place les tentes et les sacs de couchage que ceux-ci ont abandonnés. « Il n'y avait jamais eu d'entente de brûler », déclare M. Eickerd Sachse, le maire de Wewelsfleth, village voisin de la centrale. M. Stollenberg, ministre-président du Schleswig-Holstein, loue au contraire « l'intervention modérée et efficace » de la police. Il met en cause les groupes communistes qui auraient boycotté les associations.

M. Sachse a l'habitude de ces accusations. Le député chrétien-démocrate du lieu a même déclaré il y a quelques temps que les paysans contestataires étaient manipulés par Berlin-Est. La cinquantaine tranquille, le cheveu grisonnant, une certaine

LETTRES

MORT DE GUSTAVE ROUD

Un animateur
des lettres romandes

(De notre correspondant)

Berne. — On apprend la mort, survenue le 10 novembre à l'hôpital de Moosdon, près de Lausanne, à l'âge de soixante-neuf ans, de l'écrivain Gustave Roud. Avec lui, disparaît l'un des personnalités les plus marquantes de la littérature de Suisse romande et il n'est guère d'écrivains du cru, de Philippe Jaccottet à Jacques Chessex, qui n'aient reçu de lui encouragements et réconfort.

Né à Saint-Léger le 29 avril 1897, Gustave Roud avait fait des études de lettres à l'université de Lausanne, dont il devint plus tard docteur honoris causa. Lié par une solide amitié à Charles-Ferdinand Ramuz, il a collaboré aux Cahiers vaudois et à la revue Aujourd'hui. Habitant la campagne, dans le village de Carrouge, non loin de Lausanne, le poète a su retrouver des accents profonds pour exalter la vie des champs et célébrer la nature.

Ses principaux jalons furent Des feuilles (1929), la Campagne perdue (1932), en passant par Essai pour un paradis (1933), Pour un moissonneur (1941), le de la solitude (1943), le Repos du cavalier (1953) et le très beau Requiem qui date de 1957.

S'il a marqué les lettres romandes d'une empreinte que tous ses amis et admirateurs reconnaissent, il a aussi été un excellent traducteur des romans français allemands. Une longue traduction de Holderlin, Frank, Rabe et Novalis le familiarisent avec les littératures de leur art et l'on retrouve parfois chez le poète vaudois des réminiscences lointaines d'outre-Rhin. Ses œuvres valurent notamment à Gustave Roud les prix Rambert, Schiller, du Livre vaudois et de la Ville de Lausanne. Apprenant cette disparition, le critique littéraire Marcel Raymond n'hésite pas à écrire : « Nous venons de perdre notre plus grand poète, nous autres de Suisse romande. Il faudra bien qu'on le sache ailleurs ».

JEAN-CLAUDE BUHRER.

PRESSE

Au nom de l'U.N.S.J.

M. LEMERIE S'ADRESSE
A M. GISCARD D'ESTAING

M. Michel Lemerie, président de l'Union nationale des syndicats de journalistes, vient de demander au président de la République quelles « mesures concrètes » il comptait prendre pour préserver « l'indépendance et la pluralité de la presse ».

Dans une lettre adressée en ce sens à M. Giscard d'Estaing, M. Lemerie indique que l'U.N.S.J. a pris connaissance avec intérêt « du passage de Démocratie française, dans lequel le président de la République estime « qu'une réflexion publique conduite avec l'ensemble des porteurs intéressés devra porter sur les moyens de préserver l'indépendance et la pluralité des organes de presse ».

« L'U.N.S.J. a depuis longtemps souhaité une telle rencontre, souligne M. Lemerie, et serait donc prêt à y participer pour peu que l'ensemble des porteurs intéressés puisse porter sur les moyens de préserver l'indépendance et la pluralité des organes de presse ».

« L'annonce récente d'un projet visant à fusionner un titre national avec des quotidiens régionaux risque de faire franchir un pas irréversible au phénomène de concentration de la presse. Une telle évolution mettrait gravement en péril le pluralisme auquel, à plusieurs reprises, vous vous êtes déclaré attaché », conclut M. Lemerie.

● Manifestation d'ouvriers de Liège à R.T.L. Une dégradation de travailleurs du Parisien libre a obtenu, en occupant vendredi vers 12 h, 15 les studios de R.T.L. à Paris, que lui soit accordé un temps d'antenne de deux minutes.

« Nous regrettons qu'il faille opérer de cette façon pour obtenir un temps d'antenne sur R.T.L. qui depuis six mois brode toutes les informations sur les travailleurs du Parisien libre », a déclaré au micro un porte-parole.

● Mme Marie-Thérèse Goumman, président du groupe communiste du Sénat, a réaffirmé, vendredi 12 novembre, le soutien de son groupe aux travailleurs du Parisien libre, en grève depuis vingt mois « pour conserver le travail qui leur a été volé par M. Auroux avec la complicité du pouvoir de sa police et de ses tribunaux ». Elle réclame la « cessation des poursuites judiciaires » et demande « l'ouverture de négociations où seraient satisfaites leurs revendications ».

سكنا في الامل

ÉDUCATION

A PROPOS DES EXAMENS 1976

Le fossé entre universitaires et industriels

De notre correspondant régional

Grenoble. — Quelle est la valeur des diplômes universitaires délivrés en 1976, année où l'enseignement a été beaucoup perturbé par la grève des étudiants ? Sur ce thème, l'Alliance universitaire de Grenoble (1) a organisé récemment un face-à-face restreint entre les présidents des universités grenobloises ou leurs représentants, d'un côté, et des chefs d'entreprise, de l'autre (2). Le débat a montré à quel point l'université est mal connue des milieux économiques.

Répondant à la préoccupation des industriels, qui se présentent comme les porte-parole de l'opinion publique, les universitaires ont voulu préalablement effacer certaines interprétations abusives. Ainsi, ils ont rappelé que le mouvement de protestation du printemps n'a pas affecté les études médicales, ni celles de troisième cycle, période de fin d'études par excellence. C'est en somme montrer qu'une grande partie des diplômés n'ont pas été atteints par la grève.

Les cours ont été à peu près totalement suspendus dans les deux premiers cycles, et de l'extérieur, on est en droit de s'interroger sur les répercussions sur la formation des étudiants. Cette grève a duré quatre semaines à l'Institut national polytechnique (I.N.P.), cinq à Grenoble-I (en sciences), six à Grenoble-II (lettres, philosophie) et jusqu'à onze semaines dans certains U.F.R. de Grenoble-II (droits, sciences économiques, sciences politiques notamment). Mais, sauf dans les derniers cas, où, malgré un effort de rattrapage, l'année 1976 se solde par un déficit de cinq semaines de cours, « les horaires statutaires ont finalement été intégralement assurés ».

Ne s'est-on pas montré trop « généreux » à l'heure des examens, s'interroge encore les représentants du monde économique. « Non », a répondu formellement M. Gabriel Cau, président de l'université scientifique et médicale. Le contrôle des connaissances a porté sur l'ensemble du programme. Il a seulement été recommandé, en physique et en chimie, de ne pas centrer les questions sur la partie du programme correspondant à la période de grève. Les résultats au niveau des examens de passage ont été dans l'ensemble comparables à ceux des années précédentes, a noté M. Laurent, directeur d'information de l'Institut national polytechnique. Dans une autre université, celle de l'I.N.P. à Grenoble II, le pourcentage d'admis aux DEUG (diplôme de fin de premier cycle) de sciences est même sensiblement inférieur à celui de l'année précédente. Il est un peu moins élevé en première et deuxième année de droit, et en première année de sciences économiques. Qui, dans ces conditions, pourrait sérieusement parler ensuite de « lâcheté » ?

Le bout de l'oreille

De pareilles interrogations montrent la difficulté d'apprécier le travail des étudiants. « Ramener les problèmes de la valeur des diplômes à une question d'heures de cours me paraît révéler un travers de l'esprit », a déclaré M. Paul Leroy, président de l'université des sciences sociales. La référence aux programmes n'est guère plus satisfaisante, estime-t-il : entre deux professeurs chargés d'enseigner une même matière, il peut y avoir des différences considérables. L'enseignement supérieur repose avant tout sur le travail personnel. « Pour ma part, je n'ai jamais suivi une heure de cours », a précisé M. Leroy. Comment ferait les étudiants salariés si la présence en « amphithéâtre » devait être le critère de l'acquisition des connaissances ?

Ce travail personnel a-t-il été aussi intense pendant la période agitée ? Il y a eu des assemblées générales nombreuses, des corrigés certains jours, « mais le compte était le plus souvent déséquilibré par la majorité des étudiants travaillant chez eux », notent les présidents. A quel service alors les enseignants ? sont tentés de questionner les observateurs. A inciter l'étudiant ?

A Nantes

DES MAÎTRES-AUXILIAIRES D'ÉDUCATION PHYSIQUE SONT RÉEMBAUCHÉS

La direction régionale de la jeunesse et des sports de l'académie de Nantes a annoncé que les maîtres-auxiliaires d'éducation physique licenciés faute de crédits (le Monde du 10 novembre) ont été réembauchés à compter du 10 novembre. Un accord est, en effet, intervenu entre le ministère des finances et le secrétariat d'État à la jeunesse et aux sports, afin que les professeurs suppléants embauchés à la rentrée dans l'académie de Nantes ne soient pas licenciés.

Cependant, le Syndicat national de l'éducation physique, affilié à la FEN, qui regroupe les professeurs de cette discipline, organise une semaine d'action du 20 au 27 novembre pour réclamer « un budget à la hauteur des besoins », avec des arrêts de travail dans les départements où académies où l'éducation physique fait problème.

La réduction des effectifs des classes maternelles

LE SYNDICAT DES INSTITUTEURS ESTIME QUE M. HABY « ROMPT SES ENGAGEMENTS »

« M. René Haby, ministre de l'Éducation, rompt ses engagements vis-à-vis du Syndicat national des instituteurs » (S.N.I.). C'est une « situation grave qui ne s'est pas produite depuis longtemps », a déclaré M. Guy Georges, secrétaire général du S.N.I., vendredi 12 novembre.

Plusieurs faits motivent cette réaction. D'abord, M. Haby, qui en mai 1976, avait établi un plan de quatre ans pour la réduction des effectifs des classes maternelles à l'échelle nationale (le Monde du 10 novembre), a limité provisoirement cette disposition aux classes nouvelles. Selon M. Georges, il est impossible, dans une même année, de distinguer pour la répartition des élèves, les classes nouvelles et les anciennes. De plus, le dernier texte a été publié sans aucune négociation avec le S.N.I.

D'autre part, deux textes dont la publication était imminente sont remis en cause. L'un concerne l'aménagement du service dans les écoles annexées aux écoles normales des maîtres formateurs ; l'autre, l'indemnisation des titulaires chargés de remplacement. Enfin, le ministre refuse de discuter du problème du remplacement des maîtres en congé, à propos duquel il avait fait des propositions pour « engager des moyens nouveaux ».

Pourtant, a ajouté M. Guy Georges, « les points sur lesquels le ministre ne tient pas parole ne méritent aucun moyen contre que ceux acceptés par lui le 10 mai, c'est-à-dire avant le plan Barre. Notre syndicat ne transige pas avec les principes ». C'est pourquoi le S.N.I. lance une campagne auprès de l'opinion, des députés, des représentants dans les régions des pouvoirs publics. Il demande à ses adhérents d'adresser le mardi 16 novembre au rapporteur du budget de l'éducation à l'Assemblée nationale un télégramme demandant que M. Haby tienne ses engagements. « C'est au gouvernement d'apporter maintenant sa réponse », dit M. Georges. Si celle-ci n'était pas positive, le S.N.I. n'exclut pas de lancer un mot d'ordre de grève.

AÉRONAUTIQUE

CORRESPONDANCE

L'exploitation de Concorde

Nous avons reçu la lettre suivante de M. A. Kopeitzki, au nom du président du comité de soutien Concorde (siège social : 4, rue du Pont-de-Ville, à Paris) : « Dans une page du Monde du 10 novembre, consacrée à l'affaire Dassault, vous avez publié, le 6 novembre, le point de vue de M. Bernard Waquet. Cet ancien collaborateur de M. Dassault parlait incidemment de Concorde invoquant, pour les besoins de la cause qu'il défend, ce qu'il appelle « l'échec commercial de ce transport supersonique ».

En tant que président du comité de soutien Concorde, je ne peux pas laisser passer un jugement aussi négatif sans réagir énergiquement. Le numéro 643 de la revue Air et Cosmos, daté du 30 octobre 1976, nous informe que « M. Giraudet, président-directeur général d'Air France, a fait à l'Union internationale un exposé sur Concorde, qu'il décrit comme le couronnement d'une épopée technologique, un instrument de transport aérien réussi et efficace, mais aussi comme un objet de controverses ».

Il a précisé notamment : « Il est indiscutable que les derniers coefficients d'occupation connus (plus de 65 % sur la ligne de Rio, 85 % sur celle de Washington et 40 % sur celle de Caracas) prouvent le succès commercial de Concorde... ».

Entre les affirmations péremptives de M. Waquet et l'avis motivé donné par le président d'Air France, je crois qu'il est aisé de choisir.

De plus, dans la suite de son article, M. Waquet présente que les obstacles rencontrés en Amérique et ailleurs par Concorde n'ont aucune incidence sur son essor.

Or, toujours d'après le compte rendu d'Air et Cosmos, M. Giraudet a insisté sur la nécessité de desservir New-York.

A l'heure où les détracteurs de Concorde semblent prendre un malin plaisir à décourager l'opinion française, un journal aussi sérieux que le vôtre se doit, comme il l'a toujours fait, de nous aider à rectifier les malentendus.

[A l'Union internationale, M. Giraudet a également indiqué que, dans les conditions actuelles et en raison des vols exceptionnels mis en œuvre de Concorde, le déficit de celle-ci pour 1976 est évalué entre 100 et 170 millions de francs. Il convient de rappeler, d'autre part, que nous ne sommes pas les seuls compagnies aériennes — British Airways et Air France — des pays constructeurs.]

APRÈS L'ÉCLATEMENT DE LA COMMUNION DE BOQUEN

M. Jean-Claude Besret crée une « société coopérative »

Plougrescant : le nom sonne comme une des vagues qui viennent battre cette côte rocheuse du nord de la Bretagne, où est situé ce petit village de 600 habitants. C'est près d'un « gouffre » que se dresse Avel-Nevez, la maison où Jean-Claude Besret (1) s'est installé après son départ de Boquen il y a juste deux ans (« le Monde » du 23 octobre 1974) pour réaliser, avec deux amis, un nouveau projet communautaire.

C'est une « société coopérative ouvrière de production », une SCOP (2), mais d'un genre particulier — à la frontière de la coopérative et de l'association — puisqu'aux salariés de l'entreprise sont associés de nombreux membres non salariés qui partagent les idéaux et les objectifs de la SCOP. Ils sont actuellement soixante-dix sociétaires et une vingtaine de postulants.

Un nouvel art de vivre ?

Le projet de la SCOP est né de trois aspirations, encore mal définies. La première, une recherche spirituelle, s'enracine dans le passé chrétien des premiers membres, et notamment l'histoire de Boquen, indissociable de celle de son ancien animateur, Jean-Claude Besret. « Le souci de nous démarquer de Boquen, déclare-t-il, de sortir des problématiques, dont nous étions tous saturés, ne nous a pas permis d'annoncer clairement, positivement, sereinement, ce que nous gardions de projet sur nous-mêmes et sur la société qui était redevenue de nos origines chrétiennes. Si nous avons quitté les Églises, y compris les « nouvelles Églises », cela ne veut pas nécessairement dire qu'il n'y a plus rien dans la tradition biblique, rien dans l'événement évangélique, rien dans vingt siècles de civilisation d'important pour nos vies. Se retrouver en exil n'implique pas nécessairement de renier sa patrie ».

Un jeu cruel

Une chose est d'élaborer de belles théories, une autre de les mettre en pratique. Une visite à Plougrescant, en août dernier, a été révélatrice à cet égard. Dans le cadre de l'« université sauvage » de M. Besret, enseignant de sociologie à Vincennes, venait de diriger, pendant une semaine, une « analyse institutionnelle » de la vie quotidienne à Avel-Nevez, avec comme objectif de faire surgir le « non-dit », les conflits latents, les contradictions voilées de l'institution.

Les résultats positifs de ce « jeu cruel » n'étaient pas évidents pour tous. « Est-il possible que les mentalités se débarrassent sans que des coups parfois insupportables soient portés ? demande une participante. Il y a des mots qui font mal, qui ouvrent à nouveau des cicatrices mal fermées. L'amour n'existe qu'au-delà des conflits. Qui le fera découvrir ? Qui saura compiler la souffrance que chacun exprime à l'agressant ou en pleurant ? ».

Autre tentation : voir dans la SCOP un « îlot utopique de bien-être au sein d'une société hostile. Phantasme d'une sorte d'Arche, de phalange, version politique de l'ashram ou du monastère. » Et J.-C. Besret d'ajouter : « J'y suis, ma part, d'autant plus sensible qu'il s'agit très précisément du rêve de mes premières années de vie monastique : échapper d'une

façon ou d'une autre à la pesanteur du monde ambiant. » La troisième aspiration est celle d'une reconnaissance et d'une libération des désirs. « La société et, en Occident, l'influence chrétienne, explique-t-il encore, nous ont appris, pour éviter trop de problèmes et vivre en bonne intelligence avec les autres, à résorber l'expression de nos multiples désirs, ou à modeler leur accomplissement de façon suffisamment cachée pour ne pas troubler directement l'ordre établi selon des valeurs admises. De retournement en retournement, nous parvenons ainsi à constituer une société d'êtres conformes où la singularité de chacun est suffisamment cadrée, modelée, pour ne pas perturber l'ordre des choses. »

Fidèle au titre de son dernier livre, De commencement en commencement : itinéraire d'une déviance (Seuil) (le Monde du 11 mai 1976), Jean-Claude Besret poursuit, avec ses amis, sa quête du Graal. Pour utopique qu'elle puisse paraître, l'expérience tentée par la SCOP d'Avel-Nevez est une tentative originale et intéressante — dans la mesure où elle ne tombe pas dans le piège du « nombrilisme » intellectuel — pour trouver un nouvel art de vivre.

ALAIN WOODROW.

(1) Jean-Claude Besret a décidé de ne plus utiliser le prénom de Bernard qu'il avait choisi en entrant chez les clercs.

(2) Dans l'industrie, une coopérative ouvrière est un groupement de travailleurs de toutes qualifications et de toutes catégories qui poursuivent des buts économiques, sociaux et éducatifs communs par le moyen d'une entreprise de production ou de services, dont la propriété est collective et indivise, et dont la gestion est assurée par leurs mandataires suivant des règles élaborées en commun.

(3) Le premier des Cahiers de Plougrescant vient de paraître. Texte de Blaise Olivier sur « L'inquisition intérieure originale », il ouvre la collection « Points d'interrogation » qui, avec les trois autres collections, « Exercices politiques », « Lignes de vie » et « Pages d'écriture », traite les préoccupations et les zones d'intérêt des membres de la SCOP. Ces cahiers paraîtront tout les deux mois. Renseignements : Editions du Gouffre, SCOP, Avel-Nevez, 22820 Plougrescant.

La condamnation sauvage de Mgr Lefebvre

— Numéro spécial de la revue « Itinéraires », qui contient :
— le texte intégral des lettres de Mgr Lefebvre à Paul VI et des lettres de Paul VI à Mgr Lefebvre ;
— le texte intégral de la « Lettre numéro 9 » où Mgr Lefebvre expose à fond les raisons de son attitude ;
— le texte intégral de tous les autres documents de ce drame, le plus grave et le plus instructif de tous ceux qui se déroulent actuellement dans l'Eglise.

Ces textes sont en outre expliqués et commentés en détail dans une série de notes documentaires et critiques par Jean Madiran.

A commander (9 F. franco) à Itinéraires, 4, rue Casanovi, 75008 Paris ; chèques postaux : Paris 13.355-73.

M. Kaczmarek
Directeur Général d'Orbis
inaugure le
16 novembre 1976, à Jelitkovo
le dernier de la première tranche de 11 hôtels
dont la réalisation a été confiée au groupement

SODETEG / **Sainrapt et Brice**

Le Monde aujourd'hui

PORTRAITS DE DEUX ENFANTS PERDUS

L'âme : Kerguédel, vingt-deux ans, vagabond et poète

« L'AISSERAI-JE donc ce vent de folie me consumer ou possible ? Nietzsche : vouloir quatre mètres écho au large de Brest. Dylan Thomas : barrique princière, rongée par les vers de la douleur intestinale. Arthur Rimbaud : voyant de première classe, dont la cicatrice, contractée par faiblesse, sera un jour ma tranquille puissance... »

Il m'a donné un manuscrit de trente pages, comme ça, semblant s'en désintéresser à peine fut-il sorti de ses mains. Titre : *Le Vagabond*. Son nom ? Kerguédel. Son âge ? Vingt-deux ans.

Sans rien lui demander, j'ai accueilli le vagabond à Brest, dans le grand repos pluvieux de l'automne, lui demandant seulement de faire mon jardin. Il s'y est mis. Avec toute sa vigueur, fauchant l'herbe avec ce geste magnifique des vieux paysans, un geste de maître sur les sables. Et puis, il a débroussaillé la faucheuse les talus pleins de ronciers, creusé de grands trous pour y planter des pommiers. C'est qu'à l'instar d'Arthur Rimbaud, Kerguédel est fils de fermiers. Ah ! me parlait-il des durs labeurs dans les champs de Ploumorn, sa patrie, des chevaux, de la coupe des choux-fleurs, des chasses ?

« Les livres ? J'en ai tué dans ma vie de ces livres superbes ! Je connaissais leurs gîtes ! Aujourd'hui, ça aussi, c'est fini. Je ne

peux plus tuer. Je ne peux plus fumer. Je ne peux plus boire. » Il m'intrigue. Il me donne quelques clés de ses anciens royaumes, de ses nouveaux palais. Il est, en fait, l'adolescence du Grand Meaulme dans les hameaux et les halliers. Quête des nids et des oiseaux. Collège catholique en son Léon natal. Et cette candeur qui lui fit dire à ses professeurs : « Moi, je serai poète et vos salades ne m'intéressent pas. »

Adolescent, il lit tout et tous, dans un désordre d'affaires : de William Blake jusqu'à Jack Kerouac. Un enfant du siècle. *Désolation* ange ! Vins et guitares, atrocité dans une société paysanne où ses singularités intellectuelles et, semble-t-il, sa bonté naïve se trouvent acceptées parce qu'il y joint une force physique extraordinaire. C'est un ange fort qui sait travailler, l'âme nu dans le crépitemment des ondes bretonnes, abattre un champ d'artichauts plus vite que le voisin. Alors, quel destin pour l'étonnant Kerguédel ? Si Augustin Meaulme avait vécu de nos jours, sans doute sa quête eût-elle dépassé le seul des manoirs enchantés. Il aurait lu *On the road* et se serait nourri d'amours et de furies. Crises, insomnies, lectures. Lit les poètes bretons, griffe sa guitare dans les granges. Bob Dylan, Woodie Guthrie. Cette évolution est classique dans les grandes cités. Elle l'est beaucoup moins dans cette société rurale du Nord-Finistère, où un solide

réalisme étouffe bien des songeries. Écrire, c'est l'obsession de Kerguédel. Et il couvre des pages et des pages, fébrilement, qu'il donne ou brûle dans un geste double d'offrande et de destruction. Et alors viennent les voyages. « J'ai été touché à l'occultisme, aux énigmes archéologiques, aux magiciens orientaux. C'était déjà une bourlingue ! Ça ne me suffisait pas. Je suis parti. Avec un sac sur le dos et c'est tout. Mais l'Orient, le sais-tu, c'est un labyrinthe qui m'en a ouvert les portes ! C'était à Kandahar, en Afghanistan. Je n'oublierai jamais ça. Il cherchait de la bouffe ! Moi aussi. Mais à m'être dévoré des yeux avec sa face dévorée. Plus de nez, ses yeux comme des plaies affectées, accusatrices. »

Ministre classique encore, dira-t-on. En bien, non ! A l'époque, Kerguédel ne fume ni « E », ni marijuana, ne boit pas, se tracasait de sagesse nouvelle. Quand il arrive au Népal, il est ébloui par cette civilisation paysanne hisse sur des monts de splendeur. A Katmandou, il ne fréquente point les lieux assez puants où bien des fils de bourgeois se défont dans une sorte d'orgueil sordide. Notre hippie loge quinze jours chez le consul de France, qui le prend en amitié. Songe à s'établir au Népal, à initier aux secrets des monastères.

XAVIER GRALL.

(Lire la suite page 15.)

Le corps : Lena, trente ans, cover-girl trop belle

« CHEESE ! » (1) Elle sourit. C'est-à-dire qu'elle montre de jolies dents. Bien broisées. Mais de ses yeux, le sourire est absent. Son tee-shirt flambant, son jean « dément », son collier de cuivre de bouillie, son style pur style Dillay-Chambray qui lui bat les flancs, tout indique qu'elle est encore bien résolue à ne pas laisser la mode aux stylistes. Mais elle a dix ans de plus qu'à notre dernière rencontre.

« Comment tu vas ? Ça fait plaisir de retrouver ses "vieux amis" ! », me dit-elle avec sa courtoisie façon de parler. Son accent allemand n'a pas changé. Il s'est gardé son étrange pouvoir d'éblouissement.

— Et toi ?
— Moi ? Elle se regarde de biais, comme une femme qui juge sa beauté perdue. « Moi, j'ai une vie assez humble maintenant. Il n'est plus sur mon parapluie. »

Pardon ?
Elle a toujours vécu à la débandade. Cette fois, elle paraît tombée dans la mélancolie. Pour tout dire, elle sent la catastrophe.
Nous allons nous asseoir à la terrasse. Dix ans plus tôt, son problème n'était tout l'air d'un problème : trop belle ! On n'a pas idée ! Il ne pouvait guère susciter que des sourires ironiques, des haussements d'épaules agacés.

D'habitude — la Coline aux lapins — son village natal près de Brest, Lena avait débarrassé directement sur les Champs-Élysées pour y faire le dur et triste métier de cover-girl. La première fois que je la vis entrer

dans mon bureau, son « book » sous le bras, j'avais pensé, ayant moi aussi dix ans de moins : mais c'est une statue, cette femme ! Une statue creuse ? Peut-être. Mais qu'importe ! Tout paraît en elle, excepté la bouche.

La beauté est une énigme. Ce nez petit, ces yeux clairs qui lançaient leur regard transparent, aveugles, comme éblouis, le mouvement impeccable des lèvres quand elle les relevait pour sourire de son sourire limité, oui, elle était belle à en crever ! disait-on sur son passage. Si belle qu'elle semblait toujours venir d'un autre monde. Si belle qu'elle en avait l'air bête, ne l'étant pas plus que n'importe quelle femme à tête de cauchemar. C'était encore un de ses problèmes. Manichéen, Paris n'allait lui laisser qu'une alternative : être idiote et ravissante ou laide et intelligente.

« Rien ne m'aime plus »

Plusieurs années, je la voyais se multiplier sur les murs et les couvertures de magazines. Rémunérée comme un P.D.G. bien qu'inculte comme une fleur sauvage, elle abandonne vite l'Alliance française pour des liaisons plus agiles. Entourée de bouffons de très mauvais goût, elle devient la reine des cover-girls allemandes. Elle a sa bouteille chez Régine et Castel. Son grand plaisir son village natal près de Brest, Lena avait débarrassé directement sur les Champs-Élysées pour y faire le dur et triste métier de cover-girl. La première fois que je la vis entrer

courage d'être seule. Elle le sait : quand une fille est folle, on arrive à faire des folles pour elle. Elle adore être aimée. Mais l'irréalité de sa vie rend impossible tout amour humain. Les hommes ne sont pas ses amis, dit-elle. Elle est froide comme du cresson, disent-ils.

Elle n'est pas que belle. Sa santé animale triomphe à où les « badistes » Franzos « jettent l'éponge. Des Françaises, il n'y en a guère du reste à l'agence de mannequins où on l'a engagée immédiatement sur sa bonne mine. Les Françaises ? Nous n'avons rien contre elles, dit la directrice. Seulement, les Scandinaves et les Allemandes sont plus grandes, plus vigoureuses. Je verrai Lena poser par 4 °C, en mer, vêtue d'un simple collant, sans attraper la grippe, puis, en août, batifoler par 32 °C à l'ombre, toute une journée, en manteau de fourrure, dans une carrière de sable blanc simulat la neige.

« Rien ne m'aime plus », dit-elle maintenant à voix basse.

Occupé à déplier, sans en avoir l'air — le processus du vieillissement sur son beau visage, je sursole.

« Que veux-tu dire ? »

Elle n'a jamais été bavarde, la petite Basso-Saxonne. Elle avait un vocabulaire pauvre. Et la façon dont elle montait la garde autour de son vide m'avait même toujours amusé.
« Lena est folle, reprend-elle brièvement. Je ne serai jamais une star. Ni même une actrice. Je sais ce que j'ai à attendre de la vie. Je sais ce que j'ai toujours soupçonné. »

A-t-elle découvert qu'une trop grande beauté est un inconvénient presque aussi grave pour une jeune femme que la laideur ?

« Tu n'aimes donc plus ton... métier ? »

« C'est lui qui ne m'aime plus. J'ai franchi le cap des trente ans. Tu vois ce que je veux dire ? J'ai tout compris le jour où j'ai entendu un client répondre, à l'instinct, à l'autre bout du fil, à l'agence qui offrait mes services : vous n'allez pas encore m'envoyer une vieille ! »

Maigre de l'intérieur

Je suis perplexe. Sur la terrasse, environnée par la laideur câblée des Parisiens, Lena R. n'a aucunement l'air d'être vieille ou laide. Il s'en faut ! Je vais être brutal.

— As-tu l'Alburt ? (2)

— Non.

— Sais-tu taper à la machine ?

Connais-tu la comptabilité ?

— Non. Non. Mais que veux-tu dire ? Que je devrais me recycler ?

J'ai essayé. Je m'en parle pas. Pendant trois mois, j'ai fait l'hôteuse. On me demandait : où est le bureau de M. Marchand ? Je répondais : deuxième étage, au fond du couloir à gauche. Et c'était tout ! Je devais surtout sentir bon, être bien habillée et tardée : avoir la gueule enlaidie, quoi ! Je m'arrivais aussi d'être chargée des rafraîchissements. Je venais prendre les commandes dans le sillon des réunions, comme un garçon de café. Mais ils ne m'appelaient que pour « se rincer l'œil », comme disent les Français. Leurs petits yeux de cochon ! Et toujours il en fallait un pour se croire malin. « Vous êtes si folle, Mademoiselle, qu'en v'ous voyant, on se sent stupide », disait ce rigolo. « Trop folle pour être honnête ! », ai-je entendu murmurer une autre fois. De quel j'avais l'air ? Et les directeurs, qui finissaient toujours par me décrire la maison de campagne qu'ils venaient d'arranger merveilleusement et où ils seraient si heureux de m'inviter ! Justement, leur petite amie avait l'air si très ouvert, et ils étaient sûrs que je lui plaisais. Tu parles ! Ils sont crasseux, tous ! — grondait-elle drôlement d'une voix lasse.

Se mine anxieuse la trahit. Ce qu'elle voudrait, en définitive, c'est mettre en fuite les années, supprimer l'écoulement du temps.

Elle boit. Verre sur verre. Il y a dix ans, l'alcool n'était déjà à son humeur et à son teint, au point qu'il arrivait que ses beaux fût ce qu'il y avait de plus laid en elle.

L'alcool aidant, elle ne veut plus rien me cacher.

— Sais-tu ? J'avais un corps somptueux, disait l'agence. C'était un manteau, d'été, malgré la fin d'été. J'ai toujours rêvé d'avoir une étoile. Et maintenant, c'est le coup de grâce.

— Plein de grâce !

— Merci. Mais qu'est-ce que je ferais quand je serai vieille ?

On ne lui a pas appris la résignation.

PIERRE LEILLIETTE.

(1) Cheese, comme on sait, est le bruit des mannequins astrés à garder le sourire pour la pose. Impossible de dire cheese sans avoir l'air de sourire.

(2) Le baccalauréat allemand.

Au fil de la semaine

« Il n'y a plus de vraies fêtes. » — « Autrefois, on savait s'amuser. Aujourd'hui, tout le monde s'ennuie. » — « Les gens sont tristes, ils ne savent plus rire. » — « L'urbanisation, la voiture, la télévision, ont tué la fête. » Ces plaintes, et bien d'autres du même genre, combien de fois les avons-nous entendues, combien de fois les entendons-nous encore ? La fête, souvenir et regret, est devenue une hantise, un objet d'incantations obsessionnelles.

L'année dernière, la mode était à la mort et, sur ce thème, on vit apparaître en quelques mois une bonne douzaine d'ouvrages, savants ou pédants, dans les vitrines des librairies. Cette année, c'est le tour de la fête. Après Durkheim, Roger Caillois, la voie avait été ouverte par Jean Durvignaud (1). Voici que s'engouffrent à leur tour ces journaux d'historiens, sociologues et politologues (2). Cette fascination semble exprimer une vraie nostalgie, un besoin profond et insatiable, une frustration en un mot.

Tous ces écrivains cependant parlent des fêtes de jadis, comme pour accroître notre chagrin et aiguïser notre appétit. La vie change, c'est vrai, mais est-ce la fête qui est morte ou bien faut-il croire que ceux qui la pleurent ont vieilli ? Le beurre, disait grand-mère, était meilleur de mon temps. Qu'est que tout cela cache ? Où est donc aujourd'hui la fête, si elle existe encore, la fête ici et maintenant ?

C'est précisément à la fête ici et maintenant que la revue « Autrement » consacre un impressionnant ensemble de reportages, enquêtes, documents, analyses et réflexions (3), recherche dont Henry Douglier tire les premières conclusions.

Le bilan d'abord. Les grands rassemblements religieux, patriotiques ou tout plus recettés à une seule exception près : les grands pèlerinages. Les foules qui assistent aux défilés du 14 juillet ou du 11 novembre participent à des cérémonies d'où la distraction, élément essentiel de la fête, est absente. Les grands matches de ballon rond ou ovale, les corridos, sont souvent plus affaire de technique et d'argent que de gaieté, et le spectacle, même s'il est parfois prenant, laisse peu de place à l'échange, à la communication.

Les fêtes collectives du style Larzac ou Lip et des grands festivals semblent révolus. Un militant gauchiste, enfant de mai 1968, raconte le festival de musique du Castellet en juillet dernier à l'en croire, le cœur n'y est plus, l'illusion est éteinte, le courant ne passe pas, c'est, dit-il, un « Vel d'Hiv » de la culture. La communion quasi mystique, bien qu'en partie mythique, qui réunissait des dizaines de milliers de jeunes pour vibrer ensemble aux solos des dieux de la pop music, c'est du passé. Pour ce phénomène importé, Woodstock a été à la fois un sommet et une fin : les rockers américains ou anglais se réfugièrent maintenant dans les petits clubs, les petites boîtes, et le concert n'est plus qu'une concentration minutée avec tickets d'entrée, gros cochets, service d'ordre professionnel et musique sous cellophane. Les organisateurs de spectacles, les firmes de disques et les entrepreneurs de contestation en trompe-l'œil ont tout récupéré.

Mortes également pour la plupart, asphyxiées ou récupérées elles aussi, les fêtes locales traditionnelles, les fêtes foraines, les foires. A Paris, pour la Foire du Trône, autrefois la plus grande fête foraine de France, des emplacements ont été enlevés aux enchères en 1976 pour 80 000 francs et même pour 100 000 francs. Une auto tonitruante coûte plus de 7 000 francs, et chaque manège en compte au moins une trentaine. Après, il faut récupérer l'investissement. Le commerce est roi. L'auto et les faux paysans du dimanche ont vite fait de transformer la fête locale en un piège à clients, en un attrape-touristes, qui singe Parly II, Carrefour ou Intervi.

Dans la grande ville, cela donne les Tulleries dévastées ou dix festivals où tout — artistes, marchandises, public même parfois — est importé de Paris. Dans la petite ville, ce sera, plus franchement, la « quinzaine commerciale », seule occasion d'animation annuelle, ou le carnaval, défilé de chars presque tous dédiés à la consommation. Le Tour de France, les illuminations, les retraites aux flambeaux, les feux d'artifice même, seront des spectacles, officiels et réglementés, auxquels on assiste passivement, sans communiquer. Au village, la fête votive devient de plus en plus rare : crainte d'incursions de bandes dévastatrices, d'incidents, de désordres. La Fest-Noz (fête de nuit) en Bretagne est devenue une machine à sous. Et les petits bals, s'ils ne sont pas supprimés, sont maintenant l'affaire d'entrepreneurs qui montent leurs baroques soigneusement classés, contrôlent les entrées, forcent sur les consommations et s'assurent les services de quelques gros bras pour faire régner l'ordre.

Dans quelques villages méridionaux, cependant, les enquêteurs ont assisté à d'étranges fêtes, chargées de symboles dont les clés sont parfois perdues : carnaval « pauvre » de la dévotion à Chalabre

LA FÊTE : EN PARLER OU LA FAIRE

par

PIERRE VIANSSON-PONTE

(Aude), défilé dansé des enfants à Limoux (Aude), fête sauvage et scatologique des « palloises » à Courmonterral (Hérault). Sans doute, au cœur de la Bretagne, dans le Nord avec ses « ducasses », en Franche-Comté, au Pays basque et ailleurs, auront-ils, de la même façon, retrouvé des rites anciens devenus obscurs pour ceux-là mêmes qui les maintiennent pour quelque temps encore.

Alors la fête, cette hantise, est perdue à jamais ? Non ! Dans deux domaines elle dure encore et se développe même sous deux formes bien précises.

La première tendance de la fête, c'est de plus en plus celle du repli sur soi, sur les petits groupes, sur la famille. Les traditions, les rites, demeurent très forts pour célébrer chacune des occasions essentielles de l'existence : le baptême, le mariage, l'enterrement, sans oublier, survivance purement sociale qui n'a plus guère de racines religieuses, la première communion, c'est-à-dire le passage de l'enfance à la vie adulte. Pour ces occasions-là, toutes les conditions de la fête sont réunies, note Martine Segolen (dont les deux articles sont parmi les meilleurs du numéro) : « Alternance du profane et du sacré, vaste rassemblement de la parenté, échange de prestations, conduites de dépense et de gaspillage. »

Observons, dans des communes du bocage normand — mais ce serait le mythe barbu ou le petit Jésus, la crèche, l'arbre, les cadeaux. La hantise, l'obsession de l'enfance, rejoignent en effet celles de la fête, et c'est la même chose, ce sont deux façons identiques d'être ou de redevenir des enfants. Quant à la mort, cette angoisse que la fête veut conjurer ou intégrer, elle n'est pas seulement saluée en faisant ripailler après le cimetière, mais elle est célébrée par l'extraordinaire exode urbain de la Toussaint, cette ruée sur les routes qui est l'une des plus meurtrières de l'année.

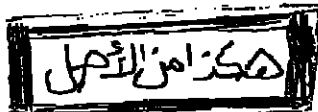
La seconde tendance nouvelle, qui porte l'espoir d'une certaine renaissance des fêtes communautaires, c'est la contestation, la protestation, l'utopie. Un « contre-pouvoir » local s'improvise ou se lève et construit de toutes pièces, sans les autorités, voire à leur corps défendant, une fête de rue comme à Strasbourg — avec une mise initiale de 2 000 francs ! — ou un carnaval subversif comme à Montbéliard. Le public n'est plus spectateur, mais il prend la parole, il devient acteur. L'autogestion de la vie quotidienne permet à chacun d'affirmer son autonomie. Il peut s'agir de commémorations organisées à l'occasion d'une grève ou d'une occupation d'usine, d'une manifestation écologique — ou d'improvisations quasi spontanées. Elles font alors mentir la thèse gravement soutenue par un peintre qui a collaboré à ce numéro d'« Autrement » et qui soutient que « la fête est du côté de l'ordre », qu'elle est un « piège », un « rite échappé de l'angoisse ».

Ces fêtes-là, sans être très nombreuses encore, sont de plus en plus fréquentes, souvent bien intentionnées, de moins en moins timides, et parfois même audacieuses. Elles illustrent à merveille le principe selon lequel la fête, après tout, plutôt que d'en parler, il vaut mieux la faire.

(1) *Avant Fêtes et civilisations* (1972, Weber). Sociologie de la fête (1975, PUF).

(2) Par exemple, Michel Vorelle (*Les Métamorphoses de la fête en Provence, 1789-1829*, Aubier-Flammarion), Mona Ossut (*La Fête révolutionnaire*, Gallimard), Rosemarie Bano (*Le 14 juillet et 1789-1975*, Flammarion). « Le Monde des livres » rendra compte prochainement de ces ouvrages.

(3) Autrement n° 7. *La Fête, cette hantise*. (73, rue de Turbigo, 75005 Paris). En vente dans les librairies et par abonnement, 250 pages, 35 francs.



ETRANGER

REFLETS DU MONDE ENTIER



Tu connais quelqu'un ?...

Dans sa rubrique « La vie en société », l'hebdomadaire **ALGERIE ACTUALITE** s'indigne :

« Tu ne connais pas quelqu'un au ministère « X » ? J'ai un cousin à caser. Pour l'ajuster dont je t'ai parlé, c'est réglé, j'ai vu hier notre ami « Y » ».

« Si ! Je connais quelqu'un, je téléphonerai tout à l'heure pour le recommander. Et toi, tu ne vois personne qui pourrait me procurer telle chose ? »

« Il y a peut-être « Z » qui l'arrangerait ; je passerai le voir demain. Gargon ! la même chose. »

« Ainsi se règlent les affaires qui sont aussitôt bien arrosées. Malheureux celui qui n'a pas d'ami bien placé, malheureux celui qui ne met jamais les pieds dans un café. Le bureau, les papiers, c'est pour la forme. Mais au café, le soir, c'est autre chose. Les esprits sont détendus, les rencontres sont heureuses et surtout fructueuses ! »

« Pendant ce temps, le simple quidam continue sa route infernale devant les guichets toujours fermés, à la recherche d'une solution miracle aux problèmes qui rongent sa vie (...). »

« Aussi nombreux et aussi impressionnants soient-ils, les problèmes ne peuvent remplacer un ami ou un parent bien placé. Pour réussir, pour obtenir tout ce qui vous plaît, une recette : sortez beaucoup et faites-vous chaque jour de nouvelles relations. Allez dans les lieux chics, les grands restaurants ; ne regardez pas aux dépenses puisque vous investissez. »

« La voie normale ? Les bureaux, les files d'attente, les guichets ? C'est pour ceux qui triment toute la journée afin d'assurer aux leurs le pain quotidien. C'est pour ceux qui sont obligés de se « farcir » huit heures à cinq dans un bureau ou à dix dans un atelier. C'est pour ceux qui pointent à la rentrée et à la sortie de leur travail et qui n'ont ni le temps ni les moyens de fréquenter les deux cafés. C'est pour ceux qui ne comptent que sur la sueur de leur front pour accéder à leur promotion sociale. »

Sorcellerie et sciences sociales

La recherche sociologique, c'est bien, à condition que les crédits soient utilisés à bon escient et pas exclusivement pour « l'étude de pratiques indésirables d'un groupuscule du sud du Kalahari », juge le **FINANCIAL TIMES**.

Le quotidien britannique donne quelques exemples du mauvais usage, selon lui, du budget du Conseil de la recherche en sciences sociales :

« Il est peut-être justifié de dépenser 8034 livres pour une étude pilote sur les comptes rendus juridiques et ecclésiastiques des procès en sorcellerie tenus entre 1500 et 1735 en Écosse. Après tout, on ne sait pas de quoi les Écossais nationalistes sont capables (...). Mais est-il vraiment nécessaire d'attribuer 16 239 livres à deux « enquêteurs » du département de psychologie de l'université Brunel (près de Londres) pour une étude dont le titre est — sans rire : « Analyses de la théorie de l'utilité multi-forme de la décision de groupe dans une situation réelle » ? Ce qui est bien malheureux quand on pense que le Conseil de la recherche en sciences sociales demande qu'on utilise un langage qui tout honnête homme puisse comprendre. »

« D'autant que le projet « précise » qu'il entend donner toutes les informations nécessaires à l'extension de la technologie de l'analyse des décisions basées sur cette théorie pour permettre la décision quand un groupe, comme entité, doit choisir plus qu'une alternative dans un jeu à deux alternatives possibles ; une situation qu'on rencontre souvent au sein de commissions de conseils et d'adoption de planification. »

« Il est vrai, ajoute le **FINANCIAL TIMES**, que le Conseil pour la recherche en sciences sociales juge que toute généralisation risquée de déformer le caractère spécifique de la recherche. »

Les « pressions » aux calendes grecques

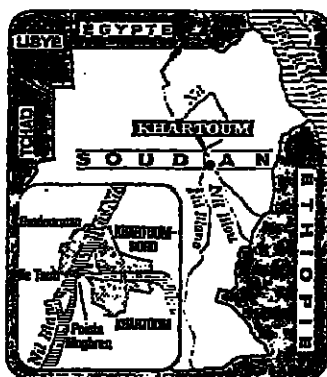
L'élection de M. Jimmy Carter a éveillé l'espoir, dans certains milieux israéliens, qu'on pourra « gagner du temps », éviter les « pressions » américaines sur Israël et remettre la solution de la crise du Proche-Orient à un avenir assez lointain. Un rédacteur du quotidien du soir **YEDOT AHARONOT**, de Tel-Aviv, écrit ironiquement :

« Le changement d'administration à Washington n'est qu'une invention israélienne formidable. L'idée surprend par sa simplicité : il existe une nouvelle administration à Washington, mais elle n'entrera pas en fonction avant janvier. Jusque-là, il n'y aura pas de négociations. Nous avons donc gagné deux mois. En janvier commenceront les cérémonies, les réceptions et les cocktails. Qui aurait le temps de penser au Proche-Orient ? Voilà encore deux mois de gagnés. Ce n'est qu'après quatre mois qu'apparaîtront les premiers signes d'une « pression » américaine légère, mais — stop — ce sera alors notre tour d'aller aux urnes. Qui osera exercer des « pressions » la veille des élections ? Nous gagnons donc huit mois de plus. En tout, une année. Puis il faudra former le nouveau gouvernement chez nous. Qui osera exercer des « pressions » à un moment pareil ? Qu'ils essaient ! Au premier signe d'une « pression », on les menacera du chef du Likoud, M. Begin. Vous, les Américains, vous voulez un gouvernement israélien d'union nationale qui bloque toute possibilité de négociation ? Vous serez servis. Nous avons formé un gouvernement. Entre-temps, une année et demi s'est écoulée. »

« M. Brezinecki s'apprête à arriver au Proche-Orient. Nous lui rappelons sa mère polonaise. Nos amis au Congrès américain commencent déjà à parler du deuxième mandat du président. La communauté juive des États-Unis, qui, comme on le sait, n'a d'autre souci que le statu quo dans les territoires occupés, commence à reconsidérer son soutien à Carter. La prochaine fois, disent les chefs du lobby juif, nous voterons pour le candidat républicain. Carter vient d'être élu pour un deuxième mandat et remet encore une fois les « pressions » sur Israël. Les Arabes poussent des cris, mais cela ne sert à rien. La campagne électorale recommence aux États-Unis, et qui fera des « pressions » à la veille des élections ? Nous avons donc gagné quatre ans. Avec l'aide du ciel, nous gagnerons aussi les quatre années suivantes, et ainsi de suite... »

Lettre de Khartoum

Une île, deux fleuves, trois villes



C E mot arabe, à prononcer **Khartoum**, qui finit comme un coup de gong et qui remet en mémoire les images épiques du film de Basil Dearden (1), veut dire « la trompe ». Non pas tant à cause des éléphants, qui ne hantent d'ailleurs que le sud du pays, que parce que la ville est située à proximité d'une cornue de terre formée par le confluent du Nil Blanc, venu du Burundi, et du Nil Bleu, venu de l'Éthiopie.

La position stratégique privilégiée de Khartoum n'est jamais aussi bien apparue que sur les photographies prises de l'une des premières fusées américaines Gemini : les astronautes utilisent Khartoum et ses fleuves comme point de repère. Partout où des grands éléments géographiques se rencontrent, comme à Gibraltar, au Bosphore ou à Suez, les hommes se sentent un peu écrasés. Les deux Nils mélangent leurs eaux en silence, en présence d'édifices dominés par une patte d'enfant en train de s'écrouler, dégageant l'impression d'une vigoureuse force champêtre. Une bonne force, un peu inquiétante tout de même lorsqu'en été les eaux deviennent rouges et se mettent à bouillonner, annonçant la crue.

Ce paysage unique où l'on voit naître le Nil proprement dit avait séduit les Anglais. D'abord camp militaire des armées conquérantes du pacha d'Égypte, au début du siècle dernier, puis fief du mahdi Mohamed Ahmed, opposé à la pénétration égypto-britannique, la capitale du condominium anglo-égyptien sur le Soudan prit forme au tournant du siècle, sous le crayon et la règle militaires de Kitchener, général et gouverneur pour le compte des lointains monarques de Londres et du Caire.

Les colonisateurs britanniques s'attachèrent vite et profondément à cette bonne grosse bourgade calme, ombragée, pleine de casernes et de clubs, où une africanité, qui, rustaude, mais tout compte fait de bon aloi, était relevée par un zeste de panache arabe. De nos jours il arrive que, avant de mourir dans les frimés retrouvées de la mer du Nord, un ci-devant colonial, dans une ultime bouffée de nostalgie, demande à être inhumé au Soudan : récemment, les cendres d'un ancien ingénieur, retiré en Grande-Bretagne après une carrière soudanaise, ont été dispersées dans le Nil Bleu.

B IEN plus que l'Égypte, restée ottomane ou française, le Soudan conserve en cachet britannique. Les cour-cour de plumes de certains corps de troupe, le glissement insonore de boys à turbans blancs, les soins pathétiquement apportés à quelques gazons, une certaine façon de préparer et de servir le thé, maintiennent mezza voce un décor et un tempo de vie très vieux Empire britannique. Le Soudan des sirars, fastueux vicerois envoyés sur le haut Nil par le cour de Saint-James, survit encore. Les régimes et les révolutions se succèdent à Khartoum depuis l'indépendance obtenue il y a plus de vingt ans, mais les clubs de l'anglaise demeurent et même prolifèrent, groupant là les diplômés ou « les personnes cultivées admiratrices de Nasser », ailleurs les catholiques, les Arméniens, les Grecs, les Égyptiens, les Italiens, les Libanais ou telle ou telle catégorie de Soudanais.

D'aucuns vous diront à voix chuchotée que le symbiose anglo-soudanaise est toujours vivace, sur le plan humain, car sa plus profonde racine est charnelle. Attirance réciproque des contraires. Coexistence de l'eau avec le feu. Alliance plaine de l'œil du noir. L'arabisme soudanais Tayeb Salah a été pratiquement seul jusqu'ici, peut-être encouragé par les brûlures délatantes de son propre itinéraire, à évoquer sans circonlocutions les noces de chair de l'Angleterre et du Soudan. La sensualité soudanaise, d'autant plus violente que bridée par les tabous locaux, s'est épanouie, souveraine, au contact — au sens le plus immédiat du terme — des Britanniques. Mieux, la possession par les sens s'est accomplie avec d'autant plus de plénitude

qu'elle prenait, consciemment ou non, l'allure d'une revanche sur la domination coloniale.

« Je l'aimerais dans ma chambre. (...) Elle s'agenouille à mes pieds, me baise et déclare : « Je fais soumission, Mustapha ! Mon maître et seigneur. Fais de Susan ton esclave, ce que bon te semblera ! » Elle te coule le sein, le parfum d'eau de rose et me lava religieusement. (...) Elle revêtit l'abaya » (2) et vint s'étendre auprès de moi, au comble de l'égarment. (...) Je la pris, docile et consentante, le lien qui nous unissait étant depuis mille ans tissé », a raconté Tayeb Salah (3).

En majorité islamique, mais dominée par la façade néo-gothique de la cathédrale catholique Saint-Mathieu, Khartoum, alléculaire et chaude, est jour et nuit dans un état de somnolence bienheureuse, sous l'épaisse capote des ficus pleins d'oiseaux.

C APITALE d'un État arabe, Khartoum est en fait une ville aux allures d'Afrique noire d'Afrique des savanes. Mises à part les peaux pâles de quelques marabouts et de quelques Hellènes, les visages croisés dans Khartoum sont généralement tendus d'un beau satin brun, avec des pointes vers le noir pur et parfois vers le jaune. Les musulmans, qui s'affichent arabes, ont grande allure avec leurs boucous et leurs chéchia blancs ; sans cesse, leurs doigts secs et agiles vérifient les 3 mètres de mousseline crémeuse entortillés

sur leur tête, ultime avatar des colifets « cirouilliformes » jadis en vogue chez le Grand Turc. Les chrétiens, qui se veulent avant tout africains, affectionnent les pantalons de toile beige et font confiance à la texture drue de leur chevelure pour protéger leur crâne du soleil ; aux trois quotidiens arabophones de la capitale, ils prêtent généralement le *Nile Mirror*, publié en anglais à Juba, chef-lieu de la région autonome du Soudan méridional.

Les femmes de Khartoum, grandes, droites, fines, montrent leurs visages et leurs jambes, s'enveloppant le reste du corps dans des métrages barlochés, légers, transparents. On peut comprendre le vit attrait exercé par la blondeur anglaise sur les Soudanais, mais il n'empêche que les femmes promises à ces derniers par la nature sont parmi les plus belles d'Afrique.

Une île, deux fleuves, trois villes, quatre points, un peu de verdure, et très vite la barrière du désert. Ainsi apparaît Khartoum dans sa totalité, vue du ciel. Depuis le toit d'un de ses jardins, l'île Touti, baignée par le Nil Bleu, surveille la rencontre de ce fleuve avec le Nil Blanc ; la crue annuelle la submergeant en partie, elle n'est pas encore urbanisée, et seuls d'innombrables cocotiers, quelques palmiers, la relient à la capitale. Face à Khartoum stricto sensu s'est récemment édifié, sur la rive droite du Nil Bleu, le faubourg de Khartoum-Nord, avec ses manufactures, sa prison et ses quartiers populaires et néo-bourgeois

où la brique et le béton font, sans pitié ni clairvoyance, reculer une belle végétation d'arbres à fleurs et à fruits.

S UR la berge occidentale du Grand Nil, aussitôt après le confluent, s'allonge, plus résistante que Khartoum, Omdourman, la ville sœur, la cité rivale, avec ses mosquées bien achalandées, son vaste marché, où l'on peut s'approvisionner en ivoire, en peaux de crocodile et en plumes d'autruche, et sa radiodiffusion d'État, objet oblique de tout patachiste soudanais qui se respecte. A Khartoum l'anglaise, la neuve, la luxueuse Omdourman oppose son passé, son caractère et son unité arabo-islamique. Les Ansars, fidèles au souvenir et à la descendance du Mahdi, viennent en pèlerinage à leurs lieux saints d'Omdourman ; outre le tombeau du Mahdi, haut pain de sucre en gypse, on peut y voir les fortifications de boue des mahdistes et le palais de verre, mais dessiné par un architecte italien, où vécut le calife Abdullahi, successeur du Grand Mahdi.

A elles trois, les cités qui forment Khartoum auraient déjà près d'un million d'habitants. Demain, la capitale soudanaise sera l'une des métropoles de l'espace afro-arabe.

J.-P. PERONCEL-HUGOZ.

(1) *Khartoum*, avec Laurence Olivier et Charlton Heston, 1964.
(2) *Boite à l'encre*, 1964.
(3) *Le Miroir*, Khartoum, Paris 1972.

PORTRAIT

MWAMBUTSA IV, CITOYEN DE GENÈVE

« M. MWAMBUTSA, troisième « élève » du régime de l'immuable cossu, mais anonyme, l'une des soixante boîtes à lettres. Plus précis, et ce, depuis, nous démontre l'annuaire téléphonique que du canton de Genève mentionne dans la liste alphabétique : « Mwambutsa, Mwami Bangiriranga », suivi d'un « sans adresse ». Le prince, à l'indicateur téléphonique de son appartement.

A Meyrin, banlieue résidentielle proche de l'aéroport de Cointrin, où il est installé, l'ancien chef de l'État du Burundi n'est pas un inconnu. Lorsqu'il se promène, beaucoup de passants le saluent amicalement d'un « Bonjour, monsieur ». Il est vrai que le souverain, qui, au moment de sa déchéance, le 9 juillet 1966, se trouvait à Lausanne, une de ses résidences préférées, vit dans la banlieue genevoise depuis déjà plus de deux ans.

Légalement voté par l'âge, et par les soucis, ce sexagénaire volubile, qui s'exprime dans un français qu'il maîtrise relativement mal, témoigne d'une affabilité toute romande. Il est de taille relativement modeste pour un Tutsi, car ses frères de race sont généralement considérés comme les plus grands de tous les Africains, certains d'entre eux dépassant les 2 mètres. Le crâne entièrement chauve, dissimulant une légère myopie derrière des lunettes à la lourde monture d'écaille, Mwambutsa est vêtu avec beaucoup de recherche. Son costume prince-de-Galles, son pardessus de vigogne, ses bottillons, ses gants de peau, pour Smokey Bear, l'ours légendaire, vient de mourir à l'âge de vingt-six ans. Le vieux platinographe — une des personnalités les plus connues aux États-Unis, autant qu'au Canada — est toujours présent, mais les deux autres, un vrai ours. Membre de l'Association nationale des employés fédéraux à la retraite, il sortait rarement de sa grotte du zoo, philosophaient sans doute sur la vanité de la célébrité. On l'a trouvé mort dans son sommeil à côté de Goldie, sa compagnie, avec qui il s'était reconcilié. Sans enfant, le couple adopta en 1971 un ours baptisé Young Smokey, qui succéda à son père adopté dans la grande fosse.

Une enquête menée en 1968 établit que 90 % des Américains connaissent bien Smokey Bear, sauveur de justesse en 1950 par un garde forestier d'une forêt, en feu. Les autorités le mobilisent au service de la prévention contre les incendies de forêts dont il avait fait être la victime. Une patte et les jambes brûlées, une fois guéri (il en garda toujours la démarche un peu raide), il fut transféré au zoo national de la capitale.

Un acteur inconnu lui prêta sa voix grave, qui devint rapidement familière à des millions d'Américains qui entendaient son appel à la radio et à la télévision : « Appelez-vous que vous seuls pouvez empêcher les incendies... Smokey diffusait le même message sur des milliers d'affiches où il apparaissait vêtu d'un pantalon un peu ridicule et coiffé du traditionnel chapeau à larges bords des gardes forestiers, également

utilisé par la police dans plusieurs États d'où le « sur-nom » de « Smokey » donné aux agents de la police routière par les camionneurs.

SA popularité atteignit son zénith en 1973 lorsque la Véritable Étoile de Smokey Bear fut distribuée à un million cinq cent mille exemplaires. Du coup, il reçut un courrier de treize mille lettres adressées à son « secteur postal » 202.52... Des bipèdes amis repandaient pour lui, signifiant l'empressement de sa patte. Son visage bienveillant, mais sérieux, fut reproduit sur une cinquantaine d'articles : chemises, briques, maillots de corps, chapeaux, etc. Protégée par un copyright du Congrès, leur vente rapporta plus de 1 500 000 dollars au programme de lutte contre les incendies de forêts.

Smokey était aimé de tout le monde, des petits, bien sûr, mais aussi des grands. Selon l'expression d'un de ses admirateurs, il était du « genre Gary Cooper », fort mais gentil, comique à l'occasion, faisant parfois le ridicule dans son costume, mais capable de sortir ses griffes si nécessaire.

Sa dépouille, placée dans une boîte peinte aux couleurs vertes des gardes forestiers, a été transportée par avion dans l'État du Nouveau-Mexique. Il sera enterré, après une courte cérémonie, dans le parc d'État historique sous une grosse pierre à son nom, près de l'endroit où il échappa à la mort. Il y eut une autre cérémonie, dans le parc d'État historique sous une grosse pierre à son nom, près de l'endroit où il échappa à la mort. Il y eut une autre cérémonie, dans le parc d'État historique sous une grosse pierre à son nom, près de l'endroit où il échappa à la mort.

Henri Pierre.

سودان من الامل

« Au bout du compte », de Gérard Chouchan

« Ça commence à devenir filmable lorsque le personnage m'échappe »

CINQUANTE ans, licencié, M. Kerbrian, l'ancien directeur général de cette entreprise illusoire, n'a plus de « profil » : son usine a été engloutie dans un groupe multinational, restructuration, nouvelles méthodes de gestion ; celui qui se croyait le patron, et il se comportait ainsi — c'est lui qui a préparé l'absorption, il a ordonné les premiers licenciements, — doit demander l'autorisation du nouveau délégué patronal pour pénétrer dans son propre bureau. Le chômage, la dépossession d'un statut social, les questions qu'un homme se pose lorsqu'on lui dit : « Faites votre bilan », constituent la trame d'Au bout du compte, un récit de Gérard Chouchan et Philippe de France, qui allie le scrupule sociologique au regard personnel, sur fond de Nord, maisons amples et plages blêmes ; ce téléfilm réalisé dans l'excellente série « Cinéma 18 » (Un été à Vallon, de Jean-Daniel Simon, la Limousine, de Paul Seban, et prochainement le Père ouvrier, de Maurice Follon) rend compte de façon sensible, complexe, des pressions et des affects qui mettent une personne en jeu. Mais malgré la tentation, l'analyse avec Charles mort ou vif, d'Alain Tanner, serait un peu abusive. Charles était interprété par François Simon, Kerbrian, c'est Maurice Garrel.

Choisir le personnage d'un cadre supérieur licencié, c'est interroger cette réalité particulière, on n'y a-t-il la qu'une métaphore pour parler du chômage, aujourd'hui en France ?

Un film, cela ne me vient pas d'une envie abstraite, dit Gérard Chouchan. Probablement, lorsqu'une fiction s'élabore, une rencontre se produit-elle entre quelque chose que l'on porte en soi d'instinctuel et du réel actuel ; pour des raisons qui tiennent peut-être à ma propre histoire, je suis attentif aux mécanismes qui brisent les gens ; et l'actualité c'est l'évidence qu'on traverse une très grave crise économique, sociale — qu'on soit le partisan ou l'adversaire du système en place.

Je vis moi-même dans une profession précaire, menacée, surtout depuis l'établissement de l'O.R.T.F. : ceci me concerne personnellement, certains de mes amis connaissent la crise profonde — et il était tentant, pour mettre en scène le chômage, d'en décrire un versant qui ne vient pas tout de suite à l'idée : le chômage des cadres. Certes, la crise de l'emploi touche en premier la classe ouvrière, mais il m'intéressait d'exposer qu'elle atteint aussi des gens qui peuvent se penser, qui l'on peut croire à l'abri, et c'est une erreur. Kerbrian,

qui se conduit en patron, n'est en même temps qu'un salarié ; il ne détient pas réellement le capital.

— Donc, cette ambiguïté passe à travers un « sujet » : Kerbrian n'est pas seulement un « agent économique » dans Au bout du compte.

— Ce qui guide ma recherche est le désir d'articuler le socio-économique et la subjectivité, l'imaginaire. A la télévision souvent lorsque nous tournons des documentaires nous nous comportons en sociologues, en enquêteurs ; nous voulons porter un regard décollant sur les mécanismes, en composant la peinture d'un individu ou d'une collectivité. Le fictionnisme est un terrain différent ; théoriquement, il s'agit d'une plus grande liberté et il faut en user. Mais nous avons mené une enquête préalable auprès d'une dizaine de cadres supérieurs, il en est sorti un matériau très important, nécessaire si on choisit d'être honnête. A partir de là nous avons décidé de dépasser les faits, de donner la dimension aléatoire qui est celle d'un comportement, le côté imprévisible, surprenant, d'un être qui agit en rapport avec son inconscient, avec des effets ludiques et de l'humour : ce qu'il y a d'irréductible dans un individu.

En nous sommes davantage à même de reconstruire l'imaginaire d'un personnage d'origine bourgeoise, n'est-ce pas ? Question de langage.

— N'a-t-on pas des idées préconçues sur l'imaginaire d'un ouvrier, sur ses fantasmes ? Et si le langage verbal permet de rendre plus justement les choses, n'est-ce pas un grand drame de croire qu'on ne peut être explicite que par ce langage ? D'autre part, ce qui n'est apparu, du côté destructurant du chômage, des éléments qui dans cette situation définissent un homme, n'est pas fondamentalement différent — même si un cadre inventé davantage dans son travail — du vécu de la classe ouvrière ; cependant, un cadre est beaucoup moins préparé au choc qu'un ouvrier, et celui-ci, ses organisations syndicales et une certaine conscience collective permettent de résister.

— D'où une plus grande « lisibilité » de la crise.

— Dans l'idéologie où il s'inscrit, le cadre supérieur a beaucoup de mal à prendre du recul sur ce qui lui arrive ; au lieu de mettre le système en cause, il instruit son propre procès, il se culpabilise ; au fond, ce qu'il se met jette, c'est que je ne veux plus rien.

— Il y a là, sans doute, une fausse ana-

logie, mais malgré des mécanismes différents, on pense à Charles mort ou vif.

— Dans le film de Tanner, d'abord, après un long morceau du chemin de la vie, Charles se détache : à la suite d'un événement déclenchant, il s'écroule d'un système économique qu'il ne reconnaît plus, son point de vue a changé. Il quitte son identité de patron pour répondre à une nécessité personnelle. Kerbrian, au contraire, n'était pas disposé au moindre regard critique ; pour lui, les choses avaient très bien pu continuer comme ça. Ce sont les autres qui lui disent : « Faites donc votre bilan », et il découvre qu'il a changé. Dans l'ambivalence, qu'il s'est fait avoir.

— A travers les émotions de Kerbrian, dans lesquelles on peut se projeter, ne craignez-vous pas que les mécanismes ne se masquent ?

— Ce n'est peut-être pas très orthodoxe, d'un point de vue brechtien, mais je crains qu'on ne puisse pas rejeter le phénomène de l'identification comme ça. Il y a un équilibre à tenir entre la froide peinture d'un mécanisme, nous nous y sommes efforcés, et la description de l'autre entrée : le retentissement de ce contexte sur la subjectivité d'un personnage, un héros que nous n'avons pas voulu exemplaire, mais devant le destin auquel on peut ressentir de l'émotion. On croit que c'est la quadrature du cercle, mais le cinéma italien nous donne des exemples encourageants de double lecture du réel par le biais du politique et de l'intime.

— Il y a là l'aboutissement d'une recherche, d'une évolution qui est passée chez vous par St Péris d'ici et a trouvé son accomplissement dans Dardim.

— Maintenant, pour avoir envie de filmer un personnage, il me faut que celui-ci ne soit plus une abstraction : les relations avec ces gens que l'on écrit ont quelque chose de complexe et de pas toujours classifiable : « ça » commence à devenir filmable lorsque l'on se sentiment que le personnage m'échappe, devient vivant.

— Certes, à travers la création passe une commande sociale, mais rien de mécanique. Il faut que la commande sociale rencontre la mienne propre. Mon mot d'ordre est : quand je parle de moi je parle des autres, quand je parle des autres je parle de moi. Être social, immergé, réceptif, je n'ai pas d'autre solution pour aller vers l'autre, vers les autres, que de me rendre au plus intime.

Propos recueillis par MARTIN EVEN.

★ Mercredi 17 novembre, FR 3, 20 h. 30.

RADIO-TELEVISION

« TOUS LES JOURS DE LA VIE »

Une Françoise Gaillard non giscardienne

COMMENT le téléspectateur à qui il arrive de fréquenter les salles de cinéma verra-t-il tous les jours de la vie, téléfilm écrit et réalisé par Maurice Frydland, déprogrammé il y a près d'un an en raison d'une grave fièvre (Mort daté 30 novembre-1^{er} décembre 1975) et enfin diffusé sur TF 1 ? Sans doute, comme un double télévisuel du film de Jean-Louis Bertucelli, Docteur Françoise Gaillard, et c'est tant mieux. Car l'occasion est bonne de comparer deux approches opposées du même sujet et de mesurer ce qui différencie l'émotion de l'analyse : la même table ne fait pas mouche de la même façon selon les libertés que s'accorde avec le réel (Maurice Frydland a préparé son tournage selon les méthodes du reportage), comme dans le choix et la direction de leurs acteurs, deux faiseurs d'images.

Infirmière Jeanne Latour. Docteur Françoise Gaillard. Ici, un métier ; là, un titre, soit deux qualifications qui n'évaluent pas le même écho dans l'inconscient de tous. A ces deux types sociaux correspondent à l'écran deux modes narratifs. Romanesque, la « femme en blanc », qui porte, comme autrefois, son stéthoscope en bandoulière. Bien sûr, son mari la délaisse. Evidemment, son fils se drogue. Est-il utile de préciser qu'elle a un amant ?

Rien de tout cela pour Jeanne Latour : un mari dans l'édifice, un appartement en banlieue, des enfants plutôt gentils, un travail absorbant à l'hôpital, un rôle de « seconde », d'intendante, de confidente, de conseillère. Il manque donc à Jeanne Latour tous les signes distinctifs de l'héroïne — à commencer par l'amant.

Le docteur et l'infirmière découvrent qu'elles portent, quelque part en elles, une tumeur maligne. Mais, là encore, il y a des façons plus héroïques, plus romanesques que d'autres de vivre et de montrer cette découverte. Il y a, en particulier, la manière — romanesque — du film de Bertucelli qui raisonne, incidemment, l'amant à la maladie, le péché à la punition. Tout se passe, comme on dit. Et c'est en cela — à en croire Maurice Frydland — que le cancer

du docteur Françoise Gaillard s'intègre — symboliquement — dans les lois de la société de consommation.

Jeanne Latour ne représente pas une image de la France giscardienne, d'ici. Son mari n'est pas sorti de l'ENA. Elle est une femme ordinaire. Son seul drame, la maladie, est un drame sans honte, vécu dans le quotidien.

Quotidien, en effet, un dialogue qui suggère la blessure par petites phrases sans importance (« Regarde quelle tête tu as... »). Tu veux un coussin ? — quotidien, également, le jeu de Véronique Silver, Jeanne au corps large, visage calme ; à peine suggéré, le lien qui l'unit au « patron » (Henri Virlojeux) dans des rapports de confiance, de couple professionnel.

Jeanne Latour prend son petit déjeuner en écoutant Gérard Sire sur France-Inter ; elle dîne en compagnie de Roger Gloquel. Elle lit Elle et Télérama. Sa découverte de la mort se traduit par la crainte de perdre ses cheveux et se détourner, quand ça fait trop mal, par une corvée d'argenterie. Elle est, comme dit Maurice Frydland, « de ces femmes que l'on voit dans le métro ». Et c'est toute la différence.

ANNE REY.

★ Mercredi 17 novembre, TF 1, 20 h. 30.

« Bande à part »

LA SOLITUDE A VINGT-HUIT ANS

EN cet automne où des enseignantes se suicident, à Reims, à Nice, à Gérard Pottou a planté ses caméras dans un grand ensemble, en banlieue, mais ce n'est pas le vent qui souffle entre les cubes de béton, il a tourné dans un appartement le portrait de Carole, vingt-huit ans, jeune, jolie, mais seule.

Jeune, jolie mais seule, c'est le titre d'une émission de « L'Orléans en coin », le week-end de France-Inter ; s'y mêlent des indicateurs dont le contour sonore évoque Radio-Caroline, où se chante le sigle — Joe, Joe, Homme, Hesse, — et une voix féminine se confie : on fait le procès de sa solitude (l'enfance, la puberté, les premières amours), il s'agit de psychologie, même si tout le dispositif, avant de la défendre, évoque du diable, appels des auditeurs par téléphone, est détourné par l'ironie des deux animateurs, Simon Monceau, François Joffa ; il y a là, chaque samedi après-midi, des sanglots étouffés, des rires de parade, des pudeurs et des aveux.

Gérard Pottou a choisi la lettre de Carole, elle a vingt-huit ans, donc, elle est enseignante, dans le couloir de France-Inter. Pour la télévision il crée l'image de quelqu'un qui pourrait être cette voix-là qui se casse un samedi dans le poste de radio ; par la manière dont il a conçu le portrait, il cherche manifestement à figurer la dimension d'au-delà les mots.

Ainsi, ce jour-là, Carole — seule chez elle, à qui parlerait-elle donc ? — rentre silencieuse dans son appartement, elle allume la radio. Cécile Hougaro chante Toulouse, gosse quotidien devant l'électro-ménager, et puis se coiffe, se maquille, on se demande pourquoi : elle y consacre néanmoins son temps inemployé. La parole viendra. Pour demander à l'agent d'assurance un délit ; pour dire à sa mère, oui, au fond, le pourrât écrire à France-Inter. Mais c'est avant tout un film muet, un peu à la manière des œuvres cinématographiques de Werner Schroeter, où la son est un environnement général qui téléscopie l'opacité d'une image particulière. Surtout, à la télévision, cela reste raisonnable. A la fin, Carole pleure. Rotlet d'une femme jeune, jolie, mais seule dans une vitre. Qu'attend-elle ? Elle a écrit : « L'amour, peut-être... »

La solitude explique-t-elle tout ? Et le quotidien, dehors... Il n'entre pas exactement dans les préoccupations de « Bande à part » — qui n'a de godardien que le titre — chaque vendredi sur Antenne 2 — M. E.

★ Vendredi 19 novembre, A 2, 18 heures.

La radiodiffusion des années 80

CRÉATION ET INFORMATION DE SECOND ORDRE

Dans un premier article (« Le Monde » daté 7-8 novembre) les incidences possibles de l'évolution des matériels ont été envisagées en tenant compte de la relation dialectique qui existe entre l'évolution des techniques et l'évolution des pratiques. Si la première oriente souvent la seconde, en revanche, l'innovation des créateurs et les besoins des publics induisent certaines recherches techniques. Emile Noël, producteur à France-Culture, aborde aujourd'hui l'autre versant de cette relation, c'est-à-dire les pratiques, à travers deux domaines différents : les radios de service et la radio de création.

par ÉMILE NOËL



On a tendance à ne penser qu'à la radio de « création » quand on parle de création radiophonique. C'est une conception très restrictive. A tous les niveaux et dans toutes les formes d'expression radiophonique, il y a création possible : variété, information, document, magazine ou fiction. L'attribution exclusive du titre de radio élaborée à des objets construits de type dramatique est erronée.

Prenons l'exemple du reportage construit dont l'un des aspects les plus aboutis peut être l'enquête exhaustive sur un sujet, ici les temps d'enregistrement, de montage, voire de mixage, sont ou peuvent être considérés séparément. Un simple magnétophone léger suffit au premier temps, et sans doute la qualification de « magnéto-studio » est-il tout aussi illogique que celle de « caméra-studio ». L'écriture peut se diversifier à l'infini par la conjugaison enregistrement-montage-mixage. En fait, il s'agit d'une forme d'expression entièrement ouverte où tous les styles sont possibles : du téléscopage le plus complexe au simple récit subjectif fait sur place ou rapporté sous forme de témoignage. L'acte radiophonique ainsi conçu se différencie radicalement de la télévision. C'est le domaine de la « parole suggérée », le retour au verbe. S'il est vrai que l'homme est tout entier dans son langage, comme le posent certains de nos jours, le médium spécifique de la parole ne doit-il pas porter une attention très grande au verbe ? Dans la découverte et la redécouverte permanente de la « parole suggérée », fondamentale à la radio, réside sans doute une des clés de l'avenir de celle-ci. Le reporter alors, qu'il soit journaliste, enquêteur, commentateur, animateur artistique sur l'événement, retrouve une dimension créatrice. Quant à savoir si la même qualification professionnelle doit être attribuée au journaliste-reporter et à l'animateur-enquêteur, cela semble du domaine des subtilités superflues ou des manies bureaucratiques.

Au début, la radio s'est contentée d'être le véhicule plus ou moins satisfaisant d'un message « type fiction ». La radio diffusait des pièces de théâtre comme elle diffusait des concerts. Même la reconstruction de

l'interprétation en studio et les événements commentaires d'un récitant — cet inévitable — pour éclairer les « jeux de scène » ne changeaient rien à l'essentiel. Puis on a adapté la pièce de théâtre à la radio, et enfin on a logiquement évolué vers des fictions spécifiquement écrites pour la radio. Mais on en reste encore au studio, où une grande partie de la fabrication se situe dans la simulation-imitation de l'environnement sonore réel. C'est pourquoi certains créateurs ont envisagé l'utilisation de l'environnement sonore réel lui-même. Cette pratique prend un sens particulier en stéréophonie, où la spatialisation du « décor sonore » donne non seulement une dimension considérable à l'expression radiophonique, mais — surtout — ouvre sur les richesses encore mal évaluées. C'est dans ce domaine de la fiction que la distance entre les possibilités techniques et leur mise en œuvre est la moins grande.

Matériels légers et fiction

Si on peut établir une distinction relative et provisoire entre « son utile » et « son subtil », on pourrait ici parler de « son document » et « son fiction » : la notion d'« authenticité » pour le premier et celle d'« imagination » pour le second étant les critères de classement, mais leur pertinence est douteuse. Ici, l'expression « magnéto-studio », déjà employée à propos du reportage, s'impose encore plus nettement. L'écriture peut se faire directement sur la bande : ce seront des notes, des éléments, un brouillon, etc. Et, selon le cas, la période montage-mixage correspondra à une simple réécriture ou, au contraire, à une rédaction, une création à partir de simples notes, avec toute une série de modalités intermédiaires possibles. On perçoit alors tout l'arbitraire de la séparation « son document » — « son fiction ». Tout juste peut-on admettre que dans l'élaboration d'un document on a une idée moins précise a priori du son que l'on cherche que dans une œuvre de fiction, et encore ce n'est pas certain.

En fait, que l'auteur radiophonique collecte, sans aucun a priori, pour

organiser ensuite, qu'il ait un scénario écrit ou non au préalable, qu'il fasse ou non ses enregistrements en fonction du scénario : toutes ces pratiques n'appartiennent plus guère que comme des procédures secondaires propres à la nature du sujet traité ou au tempérament du créateur. En revanche, la légèreté des matériels d'enregistrement est la condition commune et indispensable à l'existence de toutes ces procédures, si diverses soient-elles.

Les services

C'est un deuxième domaine où les pratiques semblent actuellement en recherche d'évolution. La notion de radio-service recouvre en fait des choses très différentes. La manie des étiquettes tendrait à en faire une forme particulière de radio, comme si ce moyen de communication n'était pas en lui-même un service ; ce qu'on reconnaît d'ailleurs quand on parle de « service public ». Il y a aussi une tendance à exprimer des citages entre les « services » sur la « radio populaire » et ceux sur les « programmes culturels ».

Les radio-services des chaînes de grande écoute sont généralement assez bien connus. Tous ces « services », pour intéressants qu'ils soient, sont limités, cloisonnés et étanches les uns par rapport aux autres. Il est significatif que les responsables de ces différents « services » n'ont pratiquement aucun rapport entre eux.

Quant aux radio-services dits culturels, ils cherchent leur voie et, d'une façon générale, suscitent de l'intérêt. Plus d'intérêt dans l'auditoire que chez les responsables de programmes, il faut bien le constater. La difficulté est grande d'éviter la démagogie. On sait toute la supercherie qu'il y avait à prétendre qu'on offre à l'auditoire de s'exprimer dans nos grands systèmes de diffusion.

Cela reste vrai même quand il s'agit pour l'auditeur de poser une question. Et la réponse ou les éléments de réponse à l'antenne posent un problème. A quel degré d'information doit-on les situer ? La question posée, le fil-à-la-fois par un ou plusieurs auditeurs, est-elle représentative ? Il faut que la réponse

présente toutes les qualités d'une bonne orientation de recherche ; celle-ci doit pouvoir rester personnelle, bien que s'adressant à un auditoire plus général. Il s'agit donc d'une « réponse-littéraire », où chacun doit trouver son chemin. En ce qui concerne la forme, le double problème porte sur la définition d'un langage compréhensible sans vulgarisation et procédant d'une logique transmissible, compte tenu des moyens de la communication ; cela suppose la question posée par un enregistreur public, téléphone ou courrier, et la réponse donnée par des vecteurs de même nature. Les difficultés de développement de ces services sont surtout d'ordre pratique : budget, locaux, téléphones, documentation, etc. On fait généralement valoir à l'encontre de ces entreprises qu'elles débordent la mission d'un organisme de radiodiffusion.

D'autre part, peut-on raisonnablement séparer une radio de services qui serait culturelle d'une autre radio de services qui ne le serait pas ? Doit-on admettre qu'à côté d'une radio de « qualité » qui s'adresserait à l'intellect et à l'affectivité, il existe une radio « de second ordre » qui renseignerait sur la manière de remplir sa feuille d'impôts, de sécurité sociale, d'éviter les plaques de verglas sur la route, de laver ses casseroles ou de choisir un fromage ? Les manières de tenir sa fourchette, de marcher, de dormir, de vivre sa relation à l'autre appartiennent à la culture. Et la radiodiffusion n'est-elle pas un des moyens de communication dont notre société dispose pour intégrer tous ces éléments de sa propre culture ?

Une radio de services ne peut perdre de vue que son premier souci doit être de stimuler la prise de conscience, la réflexion personnelle, les choix individualisés. L'autonomie dans les choix mineurs détermine souvent l'autonomie pour les options majeures. A cet égard il n'existe pas de « petits » et de « grands » services. Ce n'est pas dans la nature des contenus traités par ces radio-services que la présence culturelle se révèle mais bel et bien dans le mode par lequel circulent les questions et les réponses. A ce propos, on parle beaucoup de radios locales.

Les écrans de l'étranger

LIBRE EXPRESSION, LIBRE ENTREPRISE
POUR UN JUGE AMÉRICAIN

De notre correspondant

UN juge fédéral à Los Angeles a établi que « l'heure familiale » adoptée par les trois chaînes nationales de télévision violait le premier amendement de la Constitution (qui a trait à la liberté d'expression) et, par conséquent, était en contradiction avec la loi. D'un commun accord, la C.B.S., la N.B.C. et A.B.C. avaient décidé en septembre 1975 de ne pas projeter, entre 19 et 21 heures, aucun programme à contenu sexuel ou violent. Cette mise au banc de l'immoralité — sur le petit écran à l'heure du dîner — résultait de la pression croissante d'organisations familiales, religieuses et même politiques. Vainement, le public s'estime saturé de violence et de sexe. Certains maires, comme M. Daney, de Chicago, avaient déjà pris des mesures sur le plan local pour interdire certains programmes jugés nocifs pour les jeunes. Des piquets de grève avaient fait leur apparition à l'entrée des studios de télévision dans plusieurs grandes villes et, prenant le vent, nombre de firmes de publicité à Madison Avenue avaient réduit dans leurs flashs publicitaires le niveau de violence et de sexualité.

Cependant, en octobre 1975, l'Association des auteurs, des producteurs et des metteurs en scène avait attaqué les trois chaînes précitées en justice : « l'heure familiale » (une heure qui dure cent vingt minutes) constituait, selon eux, une forme de censure. Dans un document de deux cent trente-cinq pages, le juge de Los Angeles, M. Ferguson, explique sa décision : « Si « l'heure familiale » continue à être imposée, cela doit être en raison des décisions prises individuellement et séparément par chacune des trois chaînes et non pas à la suite de pressions gouvernementales. Si le gouvernement veut inter-

venir dans la réglementation des programmes télévisés, il doit le faire, non pas dans le cadre de discussions à huis clos, mais en conformité avec les procédures administratives prévues par la loi. »

La F.C.C. (Commission pour les communications fédérales) avait, en effet, passé de tout son poids sur les trois chaînes pour qu'elles auto-censurassent « l'heure familiale » : la guilde des metteurs en scène américains exige à présent la démission de M. Richard Wiley, président de la F.C.C. D'ailleurs, la décision du juge de Los Angeles provoque à New-York, siège des quartiers généraux de N.B.C., A.B.C. et C.B.S., une véritable tempête. Elle pose, en outre, un problème dont on ne voit pas la solution. En l'absence d'une véritable censure gouvernementale, l'industrie cinématographique et celle de la télévision, contraintes de tenir compte des normes morales admises du public, se sont toujours « réglementées » elles-mêmes, se sont en quelque sorte auto-censurées. Cette autocensure, pratiquée avec un excès de zèle pendant longtemps, s'était peut-être trop relâchée, mais elle refait dans l'ensemble la moralité moyenne ambiante. En déclarant illégale la « self-regulation » sous prétexte qu'elle viole la liberté d'expression tout en répudiant par la même occasion toute forme de contrôle gouvernemental des médias, le juge Ferguson abat d'un seul coup toutes les digues capables d'arrêter le flot de violence et de sexe que les « marchands de films », mus par le seul appât du gain, jettent sur le marché. Il n'y a plus, du coup de code moral en vigueur sur les ondes, et le droit à la libre expression vient de prêter main-forte à celui de... libre entreprise.

LOUIS WIZNITZER.

Le budget des sociétés en 1977

CRÉER POUR 15 MILLIONS

Le débat budgétaire verra-t-il comme l'an passé les parlementaires qui ont voté la loi du 7 août 1974 en dénoncer les effets, la mauvaise qualité des programmes, notamment, et l'emprise des sondages, c'est-à-dire de la publicité ? Le rapport de M. Joel Le Tac, député U.D.R. de Paris peut le laisser penser. S'il note que la gestion est devenue « plus rigoureuse qu'auparavant sur le plan financier notamment », il constate en revanche que « la qualité des programmes, au moins jusqu'à ces derniers mois, a laissé beaucoup à désirer par rapport à ce qui se faisait du temps de l'O.F.J., en particulier, dans le domaine de la création. Les téléfilms américains, trop souvent de bas niveau, ont envahi nos écrans, les jeux et les sempiternels débats constituant l'essentiel du maigre « festin d'images offert aux téléspectateurs ».

Le gouvernement attend du prélèvement de la redevance — dont le montant a été porté à 162 F (+ 4,2 %) pour le noir et blanc et à 243 F (+ 4 %) pour la couleur, c'est-à-dire des tarifs publics qui augmentent, malgré le plan Barre — un produit net de 2 milliards 367 millions de francs, en progression de 13,93 %, par rapport à 1976, à peine plus que la moyenne du budget de l'Etat. Dans ces conditions peut-on espérer vraiment du neuf pour 1977, compte tenu de la politique menée actuellement par les chaînes ? Le député socialiste de la Drôme, M. Georges Fillion, a remarqué en disant une comparaison entre les comptes d'exploitation 1974 (O.R.T.F.) et les comptes actuels des sociétés, que si les dépenses de personnel étaient équivalentes, les sommes consacrées à la fabrication des programmes baissent.

Pour concilier l'organisation libérale, mise en place par la loi du 7 août 1974, et les recommandations faites par l'Etats au printemps dernier sur les

questions de la création — en réponse à une visite du réalisateur Jean-Christophe Averty — une somme de 15 millions de francs est attribuée directement à chaque chaîne et doit être affectée à « un effort de diversification des émissions et de renouvellement des talents » ; on peut s'interroger sur le sens qu'attribuent les chaînes à cet engagement et des ambiguïtés qu'entretiennent le mot « création », mais en volume, les recommandations présidentielles sont respectées, ce sont les présidences des chaînes elles-mêmes qui en ont déterminé, en volume horaire, les retombées (en revanche les questions déontologiques portant en particulier sur les cumuls de fonctions demeurent en suspens).

Il est intéressant au demeurant de confronter le « précepte » de 15 millions de francs qui doit encourager la création — il représente moins de 5 % des budgets de TF1 et d'A2 — et le montant que versera chaque chaîne : TF1, 301 millions ; A2, 394 millions ; FR3, 351 millions. La publicité, d'autre part, représentera 61,5 % des ressources de la première chaîne et 50,7 % de celles de la deuxième (écart corrigé par un transfert de redevance de 15 millions entre TF1 et A2 afin de mieux équilibrer les deux types de recettes).

Outre les encouragements à la création, les attributions préétablies — où le gouvernement répartit la redevance sans tenir compte des clés de répartition reposant sur les sondages d'audience et les notes de qualité — représenteront à 143 millions : 21 millions vont à TF1, dont 6 millions pour financer le coût de l'utilisation du réseau de FR3 ; 20 millions à A2, dont 5 millions pour financer la liaison par satellite avec le Pacifique ; 83 millions à T.D.F. — M. E.

625 - 819 lignes

INFORMATIONS

TF1 : 15 h. Le journal d'Yves Mourousi ; 20 h. Le journal de Roger Gicquel (le dimanche, Jean-Claude Bourret présente une édition à 19 h. 45) ; Vers 23 h. TF1 dernière. Pour les jeunes : « Les Infos », de Claude Pierrat (le mercredi, 17 h. 30).

A2 : 13 h. (les samedis et dimanches), le journal du week-end ; 14 h. 30, « Flashs » (sauf les samedis et dimanches) ; 18 h. 30 (sauf les samedis et dimanches), Le journal d'Hélène Vidi ; 20 h. Le journal de Guy Thomas (Patrick Poivre d'Arvor, les samedis et dimanches) ; vers 23 h. Dernière édition.

ABRÉVIATIONS

Dans ce supplément radio-télévision les signes (*) renvoient à la rubrique « Écouter, voir », aux articles de première page de l'annuaire ; (E) indique des émissions sortant de l'ordinaire ; (N) les programmes en noir et blanc diffusés sur les chaînes en couleurs ; (R) les rediffusions ; (S) les émissions de radio en stéréophonie ; (III) les émissions de TF1 relayées en province par FR3.

FR3 : 18 h. 55 et 19 h. 55, « Flashs » (sauf le dimanche) ; vers 22 h. Journal.

ÉMISSIONS PRATIQUES

TF1 : A la bonne heure (du lundi au vendredi, 18 h. 15) ; Je voudrais savoir (le mardi, 13 h. 30) ; Six minutes pour vous défendre (le samedi, 18 h. 40) ; Magazine « Formation » (une fois par mois, le samedi, 11 h.).

A2 : D'accord, pas d'accord (le mardi, le jeudi, puis le samedi à 20 h. 20).

RELIGIEUSES

ET PHILOSOPHIQUES

TF1 : 9 h. 30 (le dimanche), La source de vie ; 10 h. Présence prémonitrice ; 10 h. 30, Le jour du Seigneur : questions à propos de « Dieu est Dieu, nom de Dieu », de M. Clavel ; le centre pastoral Halles-Beaubourg (le 16) ; « Monseigneur Pouget » (le 23) ; 11 h. messe à l'église Saint-Méry, à Paris (le 16) ; à l'église Saint-Pierre-de-Liens, de Bourges-sur-Joine (le 23).

Écouter, voir

ATELIER DE CRÉATION
RADIOPHONIQUE : RIEN.

— Dimanche 14 novembre, France-Culture, 20 h. 40.

Harold Portnoy a travaillé pendant une année pour faire parler les gens, des gens très différents, de « rien », de ce que cela signifiait pour eux ce mot, « rien ». Ils ont dit beaucoup. Et de l'idée du néant sont venues des paroles, des émotions : confidences sur la vie personnelle, professionnelle, réflexions sur les problèmes institutionnels, questions sur la société. Un « tremplin pour le vide » ; une émission pleine de choses.

MAGAZINE : CHEFS-
D'ŒUVRE EN PÉRIL. LES
ABBAYES DE NORMAN-
DIE.

— Dimanche 14 novembre, A 2, 23 h. 15.

Interdit d'antenne en octobre 1975, à la suite d'une décision conjointe du président-directeur général de l'O.R.T.F. et de M. Maurice Druon, alors ministre des affaires culturelles, le magazine de Pierre de Lagarde refait son apparition, le dimanche soir à une heure tardive. Cette émission présente la Normandie de l'An Mil, celles des grandes abbayes. Parmi celles-ci, beaucoup, victimes de la Révolution et de l'usage du temps, se dégradent. A Cerisy-la-Salle, à Bamby, à Lessay, au Bec-Hellouin, des efforts de restauration ont été menés à terme. Restent d'autres vestiges... Pierre de Lagarde reprend sa croisade photographique pour la conservation du patrimoine architectural.

APRÈS-MIDI DE FRANCE.
CULTURE : AVEC LAW-
RENCE DURELL.

— Lundi 15 novembre, France-Culture, 15 heures.

En avant-première de la publication de *Monseigneur ou le Prince des ténèbres*,

début d'un nouveau cycle romanesque, Jean Montalbetti reçoit Lawrence Durrell comme « invité du lundi » des après-midi de France-Culture. Cette émission de deux heures comprendra un portrait sous forme d'instantanés, un débat sur les thèmes de *Monseigneur ou le Prince des ténèbres*, plusieurs rencontres entre l'écrivain et les habitants de son village de Sommières, dans le Gard, d'antenne avec Ludo Chardonnat, spécialiste des plantes. Enfin, ce sera l'occasion de découvrir Oscar Epit, pseudonyme de Durrell aquaviviste, avec la participation de Marthe Nochy.

SOCIOLOGIE : LES SON-
DAGES.

— Mercredi 17 novembre, TF 1, 22 heures.

De la préparation du questionnaire au dépouillement des réponses Jacques Mousseron et Bernard Guillon ont suivi les étapes successives de la confection d'un sondage. Réalisée en collaboration avec des spécialistes de l'IFOP et de la S.O.P.R.E.S., cette deuxième émission sur l'opinion publique est une explication des techniques, des méthodes utilisées pour établir chiffres et pourcentages des sondages. Instruments de mesure de l'opinion. A Sens, un enquêteur, une enquêteuse interrogent les habitants... Leurs réponses serviront de référence à une étude sur le niveau de vie.

THÉÂTRE : DOMMAGE
QUELLE SOIT UNE PU-
TAIN.

— Vendredi 19 novembre, TF 1, 20 h. 30.

Enceinte de son frère Giovanni, Annabella épouse Soranzo. Constatant la folie, celui-ci, prépare sa vengeance. Giovanni le devance, il tue sa sœur et amante, assassine son rival avant de tomber lui-même sous les coups du valet Vasquez. Cette pièce de l'auteur éliméthain John Ford a été accueillie avec enthousiasme à Ivry et dans les maisons de la culture en 1974. La mise

en scène de l'Américain Stuart Seide a été recréée pour la télévision, avec les acteurs de la troupe du « KBI », des spécialistes du répertoire shakespearien.

MAGAZINE VENDREDI :
FIDÈLE ? INFIDÈLE ?

— Vendredi 19 novembre, FR 3, 20 h. 30.

La fidélité conjugale reste pour plus de 50 % des Français la condition du bonheur du couple. Car le mariage reste une valeur sûre, même si, çà et là, on tente de vivre en communauté ou, plus fréquemment, de pratiquer l'union libre. Cette volonté d'être ensemble quoi qu'il arrive et quelle que soit la durée du ball est-elle un vestige d'une société qui n'existe plus, celle de nos grands-parents ? Des couples récents ou plus anciens, témoins, s'interrogent sur l'adultère et ses délices éventuelles, sur la jalousie et la trahison. M. Lévy, avocat au barreau de Paris, condamne le crime passionnel, François Chatelet donne son opinion de philosophe et la romanesque Anne Leclerc cherche des solutions pour un meilleur équilibre entre l'homme et la femme au sein du couple. L'enquête de Francis Bouchet et Loly Clerc éclaire un problème qui n'est pas si nouveau.

VARIÉTÉS : ZOUC OU LE
MIROIR DES AUTRES.

— Vendredi 19 novembre, TF 1, 22 h. 10.

Elle occupe l'espace, tout en noir, assise sur une chaise, ou gesticulant à côté de cette chaise, « la grosse » qui a maigri, Zouc, fait saillie comble au Théâtre de la Ville. Six ans après *Albano*, créé à la Vieille-Grille, café-théâtre exigu, Zouc présente maintenant *Raidown*. Avec ses silences, ses grimaces et son humour sur les petites choses dérisoires elle a pris sa place parmi les comiques. Quelques-uns de ses sketches ont été filmés pour cette émission et Zouc, dans son pays, la Suisse, raconte qui elle est.

Les films de la semaine

ASSASSINS ET VOLEURS
de Sacha Guitry.

— Dimanche 14 novembre, A 2, 14 h. 50.

Jean Poiret, homme du monde neurasthénique, raconte sa vie à Michel Serault, cambrioleur avarié, avant que celui-ci ne le tue, à sa demande. L'histoire ne finit pas du tout comme prévu. Elle est forcément amoral, débordante d'humour noir et prestement enlevée par les acteurs que Guitry aimait choisir et diriger.

TARZAN ET LES SI-
RENES, de Robert Florey.

— Dimanche 14 novembre, TF 1, 17 h. 25.

Pour la dernière fois, Johnny Weissmüller est Tarzan. Après quinze ans d'exercice, il est un peu éméphé, mais toujours efficace ; et ce film n'est pas le moins spectaculaire d'une série qu'on redécouvre sur FR 3 depuis quelques temps.

QUEIMADA, de Gillo Pontecorvo.

— Dimanche 14 novembre, TF 1, 20 h. 30.

Une île des Antilles, en 1815 et 1825, Marlon Brando manipule les Noirs pour assurer les intérêts commerciaux des compagnies sucrières anglaises. Action romanesque, décor exotique et allusions à des problèmes contemporains : impérialisme, colonialisme, libération des peuples sous-développés. La fable, politique, est portée par un film d'aventures réussi.

LA BELLE DE SAIGON,
de Victor Fleming.

— Dimanche 14 novembre, FR 3, 22 h. 30.

Pour retrouver Jean Harlow, la star aux cheveux blonds platine, qui fit une ascension fulgurante au début du parlant et mourut brutalement en 1937, après avoir lancé un nouveau « sex-appeal ». Ce film où le thème du « triangle amoureux » et de l'adultère bourgeois refluent dans une atmosphère exotique met en valeur ses traits physiques, mais elle apporte à son personnage de prostituée au grand cœur plus d'humour que de conviction.

LA NUIT DU CHASSEUR,
de Charles Laughton.

— Lundi 15 novembre, TF 1, 20 h. 30.

Dans ce unique film qu'il ait réalisé, Charles Laughton, monstre sacré de l'écran, a laissé à Robert Mitchum le soin d'exprimer ses fantasmes. La vieille lutte entre le bien et le mal passe par les chemins les plus étranges, ceux des *Chants de Maldoror* en particulier. L'aventure de deux enfants poursuivis par le loup-garou Mitchum et

protégés par Lillian Gish,
mère-grand armée d'un fusil,
est un inquiétant et fascinant
voyage aux profondeurs du
subconscient et de la vie in-
fantile.RIVALITÉS, d'Edward
Dmytryk.

— Lundi 15 novembre, FR 3, 20 h. 30.

Un drame de famille (inspiré peut-être bien du fait divers scandaleux de la fille de Lana Turner fut l'héroïne) au scénario trop compliqué, à la mise en scène très conventionnelle. Se réduit, en fait, à une rivalité d'actrices célèbres : Bette Davis et Susan Hayward, s'affrontant, se déchirant avec de grands effets. Ce qui permet à Dmytryk un festival de misogynie.

M. SMITH AU SÉNAT,
de Frank Capra.

— Mardi 16 novembre, A 2, 20 h. 30.

Un candide chef de boy-scouts, que des politiciens véreux ont pris comme homme de paille, joue les bon Quichottes au Sénat de Washington. Tout Capra, avec son sens aigu de la satire humoristique, son idéalisme, sa fidélité aux grands principes de la démocratie américaine, est dans cette comédie, drôle et généreuse, typique aussi de l'ère rooseveltienne. La scène du discours de M. Smith (Jonas par James Stewart constamment remarquable) est un morceau d'anthologie.

TARZAN TROUVE UN
FILS, de Richard Thorpe.

— Mardi 16 novembre, FR 3, 20 h. 30.

Tarzan et Jane adoptent un bébé perdu dans la jungle, sans doute pour que le mythe se perpétue comme il a commencé, car ce couple ne peut pas avoir un enfant comme tout le monde. Il y a, dans cette série, un mouvement cyclique. Les mêmes aventures recommencent dans le même univers hollywoodo-africain, illustration poétique d'une nature sauvage où la civilisation des hommes blancs ne fait qu'apporter le trouble. On ne s'en lasse pas.

ON ACHÈVE BIEN LES
CHEVAUX, de Sidney Pollack.

— Jeudi 18 novembre, A 2, 20 h. 30.

Brillante et fidèle adaptation du roman d'Horace McCoy. Retour aux années 30 et à la grande dépression économique qui ravagea les États-Unis jusque dans les plus simples valeurs de vie. Tableau infernal, insupportable, des « marathons de la danse », de la dégradation imposée à l'homme par le chômage et la misère. Dramatique interprétation de Jane Fonda et Michael Sarrazin.

LES QUATRE CAVALIERS
DE L'APOCALYPSE, de Vin-
cente Minnelli.

— Jeudi 18 novembre, FR 3, 20 h. 30.

« Remake », d'après le roman de Blasco Ibañez, d'un ancien succès du cinéma muet (avec Rudolph Valentino). Le plus surprenant est qu'il ait été tourné par Minnelli, car il y a tout un monde de cette grande fresque historique à la comédie musicale et au drame psychologique, spécialité du cinéaste. On ne peut pas dire que son soit réussi, il y a trop de médiocratie et la reconstitution de Paris sous l'occupation allemande est entachée d'invasibilité. Mais Minnelli a fait de ce sujet ambitieux l'histoire d'un décor progressivement envahi puis désintégré par des forces étrangères : la discorde, la guerre, la folie. Et c'est cela qui est intéressant.

L'ESCAPADE, de Michel
Soutter.

— Vendredi 19 novembre, A 2, 22 h. 30.

Escapade conjugale, double inconstance, double crise sentimentale. C'est moins vaudeville à la suisse que figures de ballet sur les motifs : l'amour, le bonheur, la vie à deux. Un monde légèrement décalé par rapport au réalisme l'était celui de Raymond Queneau. Rien n'est prévisible et tout est important. L'humour arrive quand on ne s'y attend pas, et c'est, de plus, délicatement féministe. Un œuvre essentielle pour la connaissance de Michel Soutter.

LA PRINCESSE D'EBOLI,
de Terence Young.

— Dimanche 21 novembre, TF 1, 17 h.

La princesse d'Eboli était borgne et c'est pourquoi Olivia de Havilland, un œil masqué d'étoffe noire, ressemble un peu à un corsaire. Quant à la passion despotique du roi d'Espagne Philippe II pour la dame et les péripéties qu'elle engendra, on s'en souvient fort peu. Le scénario est anémique et le film se traîne dans des décors typiques sans arriver à décoller de l'imagerie historique conventionnelle.

LA FEMME ET LE PAN-
TIN, de Josef von Sternberg.

— Dimanche 21 novembre, FR 3, 22 h. 30.

Ce dernier film de l'association Sternberg-Marlene Die-

trich est devenu extrêmement rare et c'est pourquoi il ne faut pas le manquer. Le mythe de Marlene vu par son « créateur » atteint ici son apogée esthétique. Dans les décors artificiels d'une Espagne au baroque exagéré, vêtue d'extravagantes toilettes, apparaissant comme une icône dans les serpents et les confettis d'un carnaval déchaîné, Marlene est une superbe abstraction, l'image du pouvoir sadique de la femme faisant subir mille tourments amoureux à un adorateur vieillissant qui ressemble, d'ailleurs, à Sternberg. Un poème baudelaire qui est, peut-être, l'histoire des rapports de la vedette et du metteur en scène qui est, en tout cas, le chef-d'œuvre, jamais méconnu, d'un art stérnbergien du cinéma.

QUI ? de Leonard Keigel.

— Dimanche 21 novembre, TF 1, 20 h. 30.

Jeux de l'amour, du crime et de la mort dans un suspense où l'on retrouve les ressorts dramatiques et les fausses pistes chères à Hitchcock. Cet « à la manière de » débridé, où Romy Schneider est à la fois séduisante et inquiétante, est réalisé avec beaucoup de savoir-faire et tient en haleine jusqu'à une fin qui rappelle celle de *Plein Soleil*, de René Clément, dont Leonard Keigel fut l'assistant.

PIÈGE AU GRISSI, de
Burt Kennedy.

— Lundi 22 novembre, TF 1, 20 h. 30.

Un film policier noir, violent et dur sur le rôle que joue l'argent dans la société américaine et sur la manière de le gagner. Densité sociale des interprètes.

M 15 DEMANDE PRO-
TECTION, de Sidney Lumet.

— Lundi 22 novembre, FR 3, 20 h. 30.

D'après un roman de John Le Carré, une histoire d'espionnage où le monde des agents secrets est démythifié. Complexité psychologique et désenchantement, pas de héros mais des fonctionnaires avançant prudemment dans un univers feutré, inquiétant, marqué par la trahison. Mise en scène efficace.

TÉLÉTHÈQUE DE CHAILLOT

DU 16 AU 20 NOVEMBRE (PROGRAMME UNIQUE) : 15 h. Entretien, Louis Ferdinand Céline, de Pierre Dumayet ; 15 h. 30, « L'art et les hommes », *Calder, le mécanisme de l'espace*, de J.-M. Drot ; 16 h., « Théâtre d'aujourd'hui », *Maheux*, de L. de Guyencourt, réal. J.-Ch. Lagneau ; 16 h. 45, *Essai, Un roi*, réal. J.-Ch. Averty.

RADIO-TELEVISION

Samedi 13 novembre

CHAÎNE I : TF 1

20 h. 30, Variétés : Numéro un... N. Peyrac ; 21 h. 35, Série : Matt Helm ; 22 h. 30, Sports : Championnat d'Europe de volley-ball.

CHAÎNE II : A2

20 h. 30, Dramatique : La Lauzun de la Grande Mademoiselle, d'A. Castelot, réalisation

Y.-A. Hubert, avec M. Duchaussoy, F. Seigner, J. Dumesnil

Les tribulations d'un cadet de Gascogne qui ont la malchance de pleurer à la cuisine pendant d'Henry 17. Il paraît qu'il ne s'agit pas d'histoire romanesque.

22 h. 5, Magazine : Les gens heureux ont une histoire ; 22 h. 45 (●), Variétés : Drôle de baraque.

CHAÎNE III : FR 3

20 h. 30 (R.L.) (●), Comédie-Française : "L'Ecole des femmes", de Molière, réal. R. Bouleau, avec I. Adjani, B. Blier, R. Rimbaud, M. Luccioni.

FRANCE-CULTURE

20 h., "La Danse des turpitudes" (deuxième partie), de R. Ménard, avec M. Vitold, C. Hubert, M. Barthelemy ; 21 h. 55, Ad lib ; 22 h. 5, La fugue du samedi ou mi-fugue, m'raïsh ; 22 h. 30, Pétale.

FRANCE-MUSIQUE

20 h., Echanges internationaux de Radio-France : "Les Bijoux de Madame" (Wolff-Ferrari), par les chœurs et l'orchestre symphonique de la S.B.C., direction A. Arede, avec H. Howell, J. Winfield, A. Turp ; 23 h. (●), Vieilles cires : Solomon, pianiste ; "Sonata n° 35" (Haydn) ; "Variations et fugues sur un thème de Haydn" (Brahms) ; "Berceuse et ré-bénédict majeur" (Chopin) ; 0 h. 5, Les post-modernes américains.

Dimanche 14 novembre

CHAÎNE I : TF 1

9 h. 15 (III), Emissions philosophiques et religieuses ; 12 h. (III), La séquence du spectacle ; 12 h. 30 (III), Le magazine du dimanche ; 13 h. 30 (III), Vite le cirque ; 14 h. (III), Les rendez-vous du dimanche ; 15 h. (III), Sports ; Direct à la une ; 17 h. 40 (R.), Film : "Tarzan et les sirènes", de R. Florey (1947), avec J. Weissmuller, B. Joyce, L. Christian, F. Wagner (N.).

Un aventurier qui se fait passer pour le dieu d'une peuplade africaine, veut épouser une jeune indigène. Elle s'enfuit. Tarzan vient à son aide.

18 h. 45, Feuilletton : Les jours heureux ; 19 h. 15, Les animaux du monde.

20 h. 30 (R.L.) (●), Film : "Queimada", de G. Pontecorvo (1963), avec M. Brando, E. Marqués, R. Salvatori, J. Lyons.

Un dévoué dit-neuvième siècle, dans une île des Antilles, un agent du gouvernement britannique pousse les Noirs à la révolte contre les Espagnols afin d'assurer le monopole de la canne à sucre à des compagnies sucrières anglaises.

22 h. 20, Les élections partielles : premiers résultats ; 22 h. 40 (●), Sillages... Heureux comme Dieu en France, par N. Lidenstein.

Enquête sur la communauté juive en France.

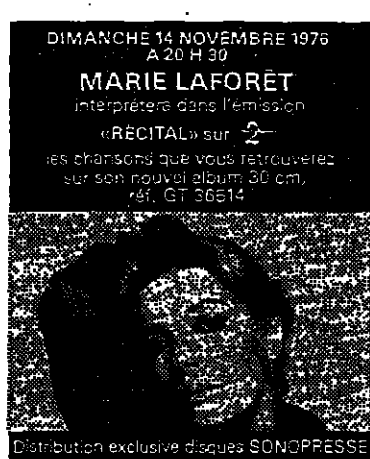
CHAÎNE II : A2

10 h. 30, Emission du C.N.D.P. ; 11 h. La télévision des téléspectateurs en super-8 ;

11 h. 30, Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Koltzumi (Prokofiev, C. Frank).

12 h. (●), Spectacles : Ecran blanc, rideau rouge ; 13 h. 30, Série : Kim et Cie ; 14 h., Monsieur Chénas ; 14 h. 55 (R.L.) (●), Film : "Assassins et voleurs", de S. Guity (1957), avec J. Potret, M. Serrault, M. Noël, D. Covi (N.).

Un cambrioleur s'introduit chez un homme riche qui s'apprête à se suicider. Celui-ci lui demande de le tuer, moyennant récompense, et lui raconte, d'abord, sa vie.



DIMANCHE 14 NOVEMBRE 1976

MARIE LAFORÊT

interprète dans l'émission "RECITAL" sur 2-

les chansons que vous retrouverez sur son nouvel album 50 cm.

45, 67, 26514

Distribution exclusive disques SONOPRESS

18 h. 15, Magazine : Des animaux et des hommes ; 17 h. 5, Résultats sportifs ; 17 h. 10, Jeu : Chacun chez soi (finale) ; 18 h. 5, Série : Super Jamie ; 19 h., Stade 2.

20 h. 30, Variétés : Récital (Marie Laforêt) ; 21 h. 25, Les élections partielles : premiers résultats ; 22 h. (●), Série soviétique : Les ombres disparaissent à midi ; 23 h. 15 (●), Chef-d'œuvre en péril : Les abbayes de Normandie.

CHAÎNE III : FR 3

11 h., A écrans ouverts ; 11 h. 30, Immigrés parmi nous ; 17 h. 35, Pour les jeunes : Colargol ; 17 h. 50 (R.L.) (●), Série : Méditerranée (famille) ; 18 h. 45, Spécial DOM-TOM ; 19 h., Magazine Hexagonal : Faux et usages de faux ; 20 h. 5, Feuilletton : Flèche noire.

20 h. 30, Portrait : L'homme en question... Le professeur Laborit ; 21 h. 30, Aspects du court métrage français ; 22 h. 30 (R.L.) (●), Cinéma de minuit (cycle de l'âge d'or hollywoodien (1932-1945) : "La Belle de Saigon", de Y. Fleming (1933), avec C. Gable, J. Harlow, G. Raymond, M. Astor (v.o. sous-titrée, N.).

Une blonde prostituée échoue dans la maison d'un peintre de cubisme. Elle s'éprend de lui, mais il lui préfère, au temps, la femme vertueuse de son assistant.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Pétale ; 7 h. 7, La fenêtre ouverte ; 7 h. 15, Horizons de 8 h. 40, Chœurs ; 11 h., Regards sur les émissions philosophiques et religieuses ; 11 h., Regards sur la musique ; 12 h. 5, Allégo ; 12 h. 45, Indis du disque ; "Le Corsaire" (Verdi) ;

14 h., Pétale ; 14 h. 5, En direct du Gaieté Institut : "Lui et Elle" (A. Strindberg), avec D. Vincent, A. Cazalis, P. Nottin, M.-H. Ruet ; 15 h. 11, Nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France, direction L. Samoyl, avec P. Crosley, pianiste (Mozart) ; 16 h. 5, Musique de chambre ; 17 h. 30, Rencontre avec François Bloch-Lainé ; 18 h. 30, Ma non troppo ; 19 h. 10 (●), Le cinéma des châteaux ;

20 h., Pétale ; 20 h. 40 (●), Atelier de création radio-phonique : "Rien", par Harald Partow ; suivi de Courant-Alternatif ; 23 h., Black and blue ; 23 h. 50, Pétale.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 2, Concert promenade ; 8 h., Cantate ; 9 h. 2, Musical graffiti ; 11 h., En direct du Théâtre d'Orsay : concert avec M. von Edmond, baryton, T. Koopman, clavecin, R. Van der Meer, violoncelle (Schütz, Huygens, Purcell, Bach, Haendel) ; 12 h., Sortilèges du flamenco ; 12 h. 35, Opéra bouffon ;

13 h. 45, Petites formes ; 14 h., La tribune des critiques de disques : "Tosca" (Puccini) ; 17 h., Le concert éphémère de J. Messiaen (Bach, Debussy, Beethoven, Mozart, Bernstein, Brahms, Ligeti) ; 19 h., La route des jongleurs ; 19 h. 25, Jazz vivant ;

20 h. 30, Echanges internationaux de Radio-France : Semaines musicales de Zurich 76... Orchestre de la Tonhalle, direction K. Boehm ; "Symphonie n° 2" (Schubert) ; "Symphonie n° 2" (Brahms) ; 23 h., Cycle de musique de chambre (Mozart) ; 0 h. 5, Concert extra-européen ; 1 h. 15 (●), Tréva, De l'Égypte au Maroc.

Lundi 15 novembre

CHAÎNE I : TF 1

10 h. 30, Emission du C.N.D.P. ; 12 h. 15 (III), Jeu : Réponse à tout ; 22 h. 30 (III), Midi première ; 13 h. 50 (III), Restes dans avec nous... à 13 h. 50 (R.L.) Série : Maîtres et valets ; 18 h. Handicaps physiques et vie professionnelle ; 17 h. 35 (III), Tourisme : La France est à vous ; 18 h. 5, A la bonne heure ; 18 h. 35, Pour chaque enfant ; 18 h. 40, L'île aux enfants ; 19 h. 5, Feuilletton : Anne jour après jour ; 19 h. 45, Une minute pour les femmes ; 19 h. 45, Eh bien ! raconte.

20 h. 30 (●) (R.L.), La caméra du lundi, "La Nuit du chasseur", de Ch. Laughton (1955), avec R. Mitchum, Sh. Winters, L. Gish, B. Chaplin, S.J. Bruce (N.).

Un journaliste stérilisé, qui a plusieurs meurtres sur la conscience, s'empare d'une somme d'argent.

21 h. 55, Pour le cinéma.

CHAÎNE II : A2

13 h. 35, Magazine régional ; 13 h. 50, Chantiers et musiciens des rues ; 14 h., Aujourd'hui, madame ; 15 h. (R.L.) (●), Feuilletton : Mon fils ; 15 h. 50, Aujourd'hui magazine ; 18 h., Fenêtre sur... Matia, le peintre ; 18 h. 35, Le palmarès des enfants ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45 (R.L.), La caméra invisible ; 20 h. 30, Jeu : La tête et les jambes ; 21 h. 55, Chronique : Les années Bonheur (1934) ; 22 h. 35, Polémique : L'huile sur le feu (la condition de l'écrivain, avec MM. J.-E. Hallier et R. Peyrfitte) ;

CHAÎNE III : FR 3

18 h. 45, Pour les jeunes ; 19 h. 5, Emissions régionales ; 19 h. 40, Tribune libre (Semaine

consacrée aux mouvements étudiants : Aujourd'hui l'UNEF) ; 20 h., Les jeux de 20 heures ; 20 h. 30, Cinéma public : "Rivalités", d'Ed. Dmytryk (1954), avec S. Hayward, B. Davis, M. Connors, J. Hearshorn.

Une adolescente a fui l'amant de sa mère et refuse d'expliquer les raisons de son crime. Pour le comprendre, on remonte dans le passé de ses parents divorcés.

FRANCE-CULTURE

7 h. 5, Matinales ; 8 h., Les chemins de la connaissance... L'imagination économique aux temps médiévaux ; à 8 h. 32, Alexandre : le rêve du Dieu soldat ; à 8 h. 50, Eché au hasard ; 9 h. 7, Les lundis de l'histoire ; 10 h. 45, Le texte et la marge ; 11 h. 2, Evénement-musique ; 12 h. 5, Part pris ; 12 h. 45, Panorama ; 13 h. 20, Eveil à la musique ; 14 h., Pétale ; 14 h. 5, Un livre, des voix : "L'Empoisonneur", de J. Esner ; 15 h. 2 (●), L'après-midi de France-Culture... L'invité du lundi Lawrence Durrell ; 18 h. 2, Musique plurielle ; 18 h. 30, Feuilletton : "Le Jingle" ; 19 h. 25, Présence des arts ; 19 h. 55, Pétale ;

20 h., "L'homme qui voulait être un chien", d'E. Dessarre, avec R. Varré, P. Privat, J. Parnès ; 21 h. 10, "L'autre scène" ou "Les Vivants et les Morts" ; 22 h. 30, La danse contemporaine ; 23 h., De la nuit ; 23 h. 50, Pétale.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 2, Quotidien musique ; 9 h. 2, Cantate soutenue... ; 10 h., La règle du jeu ; 12 h., La chanson ; 12 h. 35, Sélection concert ; 12 h. 40, Jazz classique ;

13 h. 15, Micro-facteur ; 14 h., Mélodies sans paroles : Portrait de J. Barraqué ; à 15 h. 32, Après-midi lyrique : "La Ville morte", d'E. Korpogold ; 18 h. 2 (●), Ecoute, magazine musical ; à 19 h., Second souffle ; 19 h. 35, Kiosque ; 19 h. 40, Concours international de guitare ;

20 h., En scène : "L'Europe gaie" ; 20 h. 30 (●), Orchestre national de France, direction L. Bernstein, avec le violoncelliste M. Rostropovitch ; "La Création du monde" (Mihalas) ; "Concerto pour Diotèce en la mineur" (Schumann) ; "Schelomo pour violoncelle et orchestre" (E. Bloch) ; "La Création du monde" (Mihalas) ; 22 h. 30, Méditerranée ; 0 h. 5, Musique néo-méditerranéenne ; 0 h. 30, De l'Égypte au Maroc.

Mardi 16 novembre

CHAÎNE I : TF 1

12 h. 15 (III), Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30 (III), Midi première ; 13 h. 45 (III), Restes donc avec nous... à 14 h. 50 (R.L.) Série : Maîtres et valets ; 17 h. (III), Emission du C.N.D.P. : Décor sonore ; 18 h. (III), A la bonne heure ; 18 h. 30, Pour les petits ; 18 h. 35, L'île aux enfants ; 19 h. 5, Feuilletton : Anne jour après jour ; 19 h. 45, Une minute pour les femmes ; 19 h. 45, Eh bien ! raconte.

20 h. 30 (●) (R.L.), Chronique : Des autos et des hommes. (La fin d'une époque : 1938-1940) ; 21 h. 30, Vulgarisation scientifique : A la poursuite des étoiles, de R. Clarke, réal. M. Giney. (Le Soleil).

Des astronomes et un radio-astronome répondent aux questions d'un groupe d'enfants de Champigny, dans cette grande émission d'une nouvelle série de vulgarisation scientifique.

22 h. 30, Musique : Concerto pour violon en mi majeur, de J.-S. Bach et Concerto grosso

opus 6 en ré majeur, de Coralli, par l'Orchestre national, dir. et sol. E. Krivine.

CHAÎNE II : A2

13 h. 5, Emission du C.N.D.P. ; 13 h. 35, Magazine régional ; 13 h. 50, Journal des sports et des mal-entendus ; 14 h., Aujourd'hui, madame ; à 15 h. (●) (R.L.) Feuilletton : Mon fils ; 15 h. 50, Aujourd'hui magazine ; objectif sur la surveillance ; 18 h., Fenêtre sur... Le palmarès des enfants ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45 (R.L.), La caméra invisible ; 20 h. 30, Les dossiers de l'écran. Film : "M. Smith au Sénat", de F. Capra (1939), avec J. Stewart, J. Arthur, Cl. Rains, Ed. Arnold, G. Kibbee (N.).

Un jeune ténoriste est élu sénateur grâce aux manœuvres de politiciens véreux. Mis en courants lors de son arrivée à Washington, il refuse d'être un homme de paille.

Vers 22 h., débat : La démocratie parlementaire.

CHAÎNE III : FR 3

18 h. 45, Pour les jeunes : le club d'Ulysse ; 19 h. 5, Emissions régionales ; 19 h. 40, Tribune libre : un mouvement étudiant (ANEF) ; 20 h., Les jeux de 20 heures.

20 h. 30, Westerns, films policiers, aventures (cycle Tarzan) : "Tarzan trouve un fils", de R. Thorpe (1938), avec J. Weissmuller, M. O'Sullivan, J. Sheffield, I. Hunter (N.).

Tarzan et Jane élisent, dans la jungle, le bébé d'une couple mort dans un accident d'avion. Quelques années plus tard arrive une expédition composée de parents des disparus.

FRANCE-CULTURE

7 h. 5, Matinales ; 8 h., Les chemins de la connaissance... L'imagination économique aux temps médiévaux ; à 8 h. 32, Alexandre : le rêve du Dieu soldat ; à 8 h. 50, Eché au hasard ; 9 h. 7, Matinée des sciences et techniques ; 10 h. 45, Le livre, ouverture sur la vie ; 11 h. 2, La magazine des éditions musicales ; 12 h. 5, Part pris ; 12 h. 45, Panorama ; 13 h. 20, Livre parcours variétés ; 14 h., Pétale ; 14 h. 5,

Un livre, des voix : "Kazpar Hauser" ou "La Paresse du cœur", de J. Wassermann ; 13 h. 2, L'après-midi de France-Culture... Les Français interrogent : les rhumatismes, avec le professeur Khan ; à 17 h., L'heure de pointe ; 18 h. 2, Musique plurielle ; 18 h. 30, Feuilletton : "Une femme dans le monde des hommes" ; George Sand à travers les lettres (F. Schumann) ; 19 h. 25, Sciences ; 19 h. 35, Pétale ;

20 h., (●), Dialogues franco-allemands : les relations franco-allemandes depuis 1945. Avec C. Schmid et M. Schumann ; 22 h. 35, Musique de notre temps ; 22 h. 30, La danse contemporaine ; 23 h., De la nuit ; 23 h. 50, Pétale.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 2, Quotidien musique ; 9 h. 2, Cantate ; 10 h., La règle du jeu ; 12 h., La chanson ; 12 h. 35, Sélection concert ; 12 h. 40, Jazz classique ;

13 h. 15, Micro-facteur ; 14 h., Mélodies sans paroles : les musiciens de la cathédrale de Reims (à 15 h., Saint-Saëns, Roussel, Scherzer, Fauré, Bach, Carissimi, Brahms) ; à 17 h., Studio 107 ; 18 h. 2, Ecoute, magazine musical ; à 19 h., Encore libre ; 19 h. 35, Kiosque ; 19 h. 40, En scène ;

20 h., En direct de l'Auditorium 100... Nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France, direction G. Amy, avec R. Finelli, mezzo-soprano : "Symphonie en sol mineur" (Mozart) ; "Kinderföhlen lieder" (Mallier) ; "Hyperion" ; "Amériques" (Varèse) ; 22 h. 30, Le solo absolu ; 0 h. 5, Musique néo-méditerranéenne ; 0 h. 30, Grèce.

Mercredi 17 novembre

CHAÎNE I : TF 1

9 h. 30 (III), Emission du C.N.D.P. (reprise à 11 h.) ; 12 h. 15 (III), Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30 (III), Midi première ; 13 h. 5 (III), Les visiteurs du mercredi ; 18 h. 5 (III), A la bonne heure ; 18 h. 35, Pour les petits ; 18 h. 40, L'île aux enfants ; 19 h. 5, Feuilletton : Anne jour après jour ; 19 h. 45, Une minute pour les femmes ; 19 h. 45, Eh bien ! raconte.

20 h. 30 (●), Téléfilm : Tous les jours de la vie, scén. R. Verry et M. Frydland, réalisation M. Frydland, avec V. Silver, H. Viorolux.

Quand on a pour métier de soigner les autres, dans un service hospitalier de cardiologie, on redécouvre à nouveau tout le monde... on éprouve le vertige ; que les tumeurs malignes n'épargnent pas les infirmières.

22 h. (●), Emission religieuse : Les sages, de J. Moussau, réal. B. Guillou. Comment sont établis ces fameux pourcentages.

CHAÎNE II : A2

13 h. 35, Magazine régional ; 13 h. 50, Mercredi autour de 14 h., Aujourd'hui, madame ; à 15 h. 5 (R.L.) Série : L'aventure est au bout de la route ; 15 h. 50, Un sur cinq ; 18 h. 35, Le palmarès des enfants ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45 (R.L.), La caméra invisible ; 20 h. 30, Football : France-Eire ; 22 h. 15, Série : Kojak ; 23 h. 10, Magazine : Pour adultes, de F. Chalais (la torture).

Le rôle de "Amnesty International", à propos de documents fournis par l'Argentine et en U.R.S.S.

Au cas où le match ne serait pas retransmis, le programme de la soirée serait : à 20 h. 30, Kojak ; à 21 h. 30, le magazine d'actualité C'est à dire ; à 23 h. 25, Pour adultes.

CHAÎNE III : FR 3

18 h. 45, Pour les jeunes : Feu rouge, feu vert ; 19 h. 5, Emission régionale ; 19 h. 40, Tribune libre : un mouvement étudiant (UNEF-Renouveau) ; 20 h., Les jeux de 20 heures.

20 h. 30 (●) Cinéma 16 : "Au bout du compte", de G. Chouchan, avec M. Garrel, R. Rochet.

Les désarrois d'un cadre supérieur victime d'une restructuration de son entreprise.

FRANCE-CULTURE

7 h. 5, Matinales ; 8 h., Les chemins de la connaissance... L'imagination économique aux temps médiévaux ; à 8 h. 32, Alexandre : le rêve du Dieu soldat ; à 8 h. 50, Eché au hasard ; 9 h. 7, Matinée des sciences et techniques ; 10 h. 45, Le livre, ouverture sur la vie ; 11 h. 2, La magazine des éditions musicales ; 12 h. 5, Part pris ; 12 h. 45, Panorama ;

13 h. 30, Les tournants du royaume de la musique ; 14 h., Pétale ; 14 h. 5, Un livre, des voix : "La Bête des Anges", de M. Gallo ; 14 h. 45, L'école des parents et des éducateurs ; 15 h. 2, L'après-midi de France-Culture...

Mercredi jeunesse ; à 17 h. 45, L'heure de pointe ; 18 h. 2, Musique plurielle ; 18 h. 30, Feuilletton : George Sand (F. Schumann) ; 19 h. 25, La science en marche ; 19 h. 35, Pétale ;

20 h. (●), La musique et les hommes : Musique et arts plastiques, avec F. Miraglio ; 22 h. 30, La danse contemporaine ; 23 h., De la nuit ; 23 h. 50, Pétale.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 2, Quotidien musique ; 9 h. 2, Cantate ; 10 h., La règle du jeu ; 12 h., La chanson ; 12 h. 35, Sélection concert ; 12 h. 40, Jazz classique ;

13 h. 15, Micro-facteur ; 14 h., Mélodies sans paroles : Extraits et musiques : Bruckner, Mahler, Séverac (à 15 h., Martin, Bach, Mozart, Diapason, Philippe, Hummer, Ivaldi, Buli, Massiani, Haydn) ; 17 h. 30, Ateliers d'enfants ; 18 h. 2, Ecoute, magazine musical ; à 19 h., Amen ; 19 h. 35, Kiosque ; 19 h. 40, En scène ;

20 h. 30, En direct du Théâtre des Champs-Élysées... Orchestre national, dir. J. Loughran, avec le pianiste G. Grattman : "Concerto n° 20 en ré mineur pour piano et orchestre" (Mozart) ; "Symphonie n° 4" (Romantique) ; 23 h., Pierre Mercure ; 0 h. 5, Musique néo-méditerranéenne ; 0 h. 30, Imagine la Méditerranée.

Petites ondes - Grandes ondes

Régulières

FRANCE-INTER : (Informations tous les heures) ; 5 h., La nuit à la une ; 7 h., Gérard Sire ; 9 h. 10, La magazine de Pierre Bouziller ; 10 h., Sur la musique (samedi) : Questions pour un samedi ; 11 h., Anne Gaillet ; 12 h., Rézo-œuvres ; 13 h., (●) Journal de Jean-Pierre Elkabbach ; 14 h., Le temps de vivre (samedi et dimanche : L'oreille en coin) ; 15 h., L'heure de musique classique ; 17 h., Radioscopie ; 18 h., Danse ; 19 h., Journal ; 20 h. 10, Marche ou rêve (samedi) : La tribune de l'histoire ; dimanche : Le muséum et la plume ; 22 h. 10, Le Pop-Club.

FRANCE-CULTURE, FRANCE-MUSIQUE : Informations 7 h. (cult.) ; 7 h. 30 (cult., mus.) ; 8 h. 30 (cult.) ;

9 h. (cult. et mus.) ; 12 h. 30 (cult. et mus.) ; 13 h. (cult.) ; 15 h. 30 (mus.) ; 18 h. (cult. et mus.) ; 19 h. (cult.) ; 20 h. 30 (mus.) ; 23 h. 55 (cult.) ; 24 h. (mus.).

EUROPE 1 : (Informations tous les heures) ; 5 h., Musique et nouvelles ; 6 h. 40, Philippe Gildes ; 9 h. 15, Denise Fabre ; 11 h., Pile ou face ; 12 h., Cash ; 13 h., Journal d'André Armand ; 13 h. 30 (●), Les dossiers extraordinaires du crime ; 14 h. (●) Une femme, un homme (le samedi) ; Histoire d'un jour ; 16 h. 30, Tout pour activer ; 18 h., Le Journal de Pierre Lescure ; 19 h., Jean-Loup La Jon ; 20 h. 30, Pierre Pichin ; 22 h. 30, Europe-Panorama ; 22 h. 55, Top à Wall Street (samedi) ; Ça va être à l'honneur ; 24 h., G. Saint-Bris.

R.T.L. : (Informations tous les heures) ; 5 h. 30, Marion Fiviere ; 9 h. 15, A.-M. Peyron ; 11 h. 30, La case urso ; 13 h., Le journal de Philippe Bonnard ; 14 h. et 15 h., Mélanie Grégoire ; 14 h. 30, Appelle, on est là ; 18 h. 30, Journal de Jacques Paul ; 19 h., Hic Paude ; 21 h., Les sonnets sont sympas ; 22 h., Journal ; 24 h., Variétés.

RADIO-MONTE-CARLO : (Informations tous les heures) ; 5 h. 30, José Sauté ; 7 h., Radio 1 ; 9 h. 30, J.-P. Foucault ; 11 h. 30, Jeux ; 12 h. 40, Quinz on double ; 13 h., R.M.-C. Choc ; 14 h. 30, Le cœur et la maison ; 15 h. 30, Toute la vérité ; 17 h., Radio plus

LA PHILOSOPHIE

par Jean Lacroix

LA SÉCULARISATION

DEPUIS 1961, les Colloques internationaux de l'Institut d'études philosophiques de Rome ont étudié la démythisation. Chaque année, ils réunissent théologiens, philosophes, historiens et sociologues de divers pays, et sont publiés en des ouvrages qui comptent parmi les meilleurs de ce temps. L'ensemble forme un tout organique, qui devait naturellement conduire au problème de la sécularisation, de son interprétation, de son herméneutique. Au sens le plus large, la sécularisation est l'acte de transposer un contenu religieux en un cadre profane. Le *secularum*, le siècle, c'est le monde. Séculariser, c'est assurer l'autonomie de l'homme par rapport au religieux. Pour certains, cette sécularisation est l'œuvre du christianisme: le monde chrétien n'est plus plein de dieux, sacré comme celui des anciens, mais livré par Dieu à l'homme. Selon Bonhoeffer, c'est le mouvement vers l'autonomie et la responsabilité de l'homme dans un monde qui ne se divise plus en religion et *secularum*. Pour d'autres, au contraire, elle est la mort progressive du christianisme: c'est le primat du *secularum*, du monde entendu comme temporalité incarnée au cœur même de l'être et de toute la réalité. La politique alors, hors de toute religion et de toute transcendance, devient le lieu privilégié de la sécularisation. Les questions historiques sont alors étudiées. Mais, puis-je l'ajouter, nous nous en tiendrons à l'étude des rapports entre christianisme et sécularisation, en raison même de son actualité et des oppositions qu'on y rencontre.

Pour ses adversaires, la sécularisation est le passage d'une compréhension verticale à une compréhension horizontale du monde: c'est la conversion du haut vers le bas, dit Vittorio Mathieu. Ce concept a été construit pour mettre le passé à distance dans un monde qui a atteint sa maturité. Ainsi Bruhier montre qu'il est la norme d'un oubli de l'être, qui vise la récupération anthropologique du religieux. Le rôle du chris-

tianisme au contraire est d'inviter sans cesse à une interrogation sans mesure ni partage qui réclame une problématique de l'être: l'Esprit absolu, dont l'être est impensable, exige une telle attitude. Plusieurs s'attachent à mettre en lumière les conséquences théoriques et pratiques de la sécularisation. Elle se caractérise en effet par le nivellement de la différence ontologique, c'est-à-dire par ce total oubli de l'être que dénonce Bruhier. Selon Wittgenstein, pour le langage sécularisé, « l'énigme n'existe pas ». Il doit en effet montrer de manière exhaustive « ce qui est » et en être sûr. La science alors se substitue à la religion. Le langage n'évoque plus aucun « arrière-monde »: il est le simple signe d'un fait, il ne donne plus à penser. Ne se souciant que de l'objet, il élimine les sujets. Ainsi perd-il son caractère de dialogue et d'appel: excluant tout sens transcendant, il devient une information. Ce qui conduit à des conséquences politiques: le seul langage possible devient celui du pouvoir. Ces conséquences politiques sont dénoncées avec le plus de vigueur par Jean Brun. Pour lui, de toutes les catastrophes qui se sont abattues sur la civilisation occidentale, la sécularisation est la pire. En éliminant les notions de vérité et de transcendance, elle a condamné le monde moderne à un dilemme inéluctable: dictature dans les pays totalitaires, pourriture dans les régimes libéraux. Dire que c'est en se mettant au service de l'homme qu'on se met au service de Dieu, c'est oublier qu'on en vient ainsi à manipuler l'homme en se servant de Dieu.

Éliminer toute idée de transcendance, c'est faire de l'histoire le tribunal suprême: le monde justifie tout. Mais, dit Kierkegaard, le jugement dernier juge l'histoire. La sécularisation produit une autre forme de sacré plus tyrannique que toute Église. Ainsi, suivant Eliot, notre monde enfante deux sortes de sacré: le sacré d'ordre, qui sont la science, la technique et l'État; le sacré de transgression, qui sont le sexe et la révolution. En sens inverse, les partisans d'une

sécularisation intégrale montrent qu'elle est le résultat nécessaire de l'histoire: elle est un processus au cours duquel les « arrière-mondes » ayant tous disparu, il ne reste plus que le monde historique et social, le monde humain. Elle consiste donc à soustraire les domaines de la vie et de la pensée à l'emprise de la religion, et ainsi finalement de la métaphysique, et à essayer de les comprendre et de les vivre pour ce qu'ils sont en eux-mêmes. L'histoire et la temporalité remplacent la transcendance et l'éternité. Pour Wetland par exemple, le christianisme a emprunté à l'hellénisme son orientation métaphysique. Le déclin de la métaphysique doit donc provoquer celui du christianisme. La « culture » a longtemps été considérée comme une manifestation de Dieu dans le siècle; la « civilisation » lui succède, qui fait enfin l'homme libre et responsable.

Or l'homme vit dans le temps et fait l'histoire. Emmanuel Severino pense même démontrer « l'impossibilité de la foi ». Celle-ci porte sur « l'invisible » et s'exprime par une « manifestation visible »: le visible veut prouver l'invisible et l'invisible le visible. Cette contradiction implique au moins deux choses. Mais le chrétien isole la foi du doute et, sur la base de cet isolement, porte la foi sur le langage en laissant le doute dans l'inséparable. La foi admet le doute, mais elle exige qu'elle s'en libère, même pour un instant. Cependant le doute est nécessaire à la foi, et il est impossible que le doute se dissipe complètement. On ne se sauve de cette contradiction que par l'intolérance d'une fausse conscience. *Lorsque cette fausse conscience se laisse aller, comme cela se produit chez Mathieu et chez beaucoup d'autres, à la nostalgie de la foi originelle, non sécularisée, cette nostalgie de l'intolérance à l'état pur.*

Beaucoup enfin adoptent une attitude plus et diversément nuancée. Certains défendent une « religion sécularisée », qui apparaît à d'autres comme une invitation à redécouvrir l'Ancien

Testament, hors de toute métaphysique. La philosophie grecque a vicié le christianisme: il faut désormais le penser et le vivre comme un projet de liberté et de justice dans un monde historique. On retrouve ainsi la tendance à politiser la religion. D'autres refusent cette déviation et s'inspirent plus ou moins de Hegel, qui n'employait pas le mot de sécularisation, mais qui en fait en a donné une analyse remarquable, à laquelle se réfèrent même ceux qui la critiquent.

Un des problèmes les plus intéressants et les plus discutés du Colloque a été celui du rôle de la philosophie dans la sécularisation: pour les uns elle la provoque, pour d'autres elle la limite ou la redresse. Selon Hegel, la sécularisation est devenue condition et élément du « discours philosophique » comme le « milieu divin » pouvait l'être autrefois. Elle est succession de deux « figures » de la conscience: « l'homme pieux » et « l'homme mondain ». Cependant la dialectique de l'histoire ne s'arrête pas là: elle appelle une relève, ce qu'il appelle le « troisième homme ». Ce troisième homme c'est en somme Hegel lui-même, c'est-à-dire la philosophie de la religion, puisque la philosophie est la vérité de la religion.

Mais la plus juste interprétation, celle qui repose sur les analyses religieuses, philosophiques et historiques les plus profondes, paraît bien être, dans leur diversité même, celle de penseurs comme Ricoeur, Geffré, Dubarle et bien d'autres. Certes, le christianisme est source de sécularisation, mais en un sens déterminé, puisqu'elle repose sur l'incarnation. Rénal rappelle avec force que la théologie d'Israël a une pointe polémique vigoureuse contre les religions ambiantes: à partir de la conception d'un monde comme création de Dieu — d'un Dieu qui n'est donc pas démiurge mais créateur, qui est tout autre et cependant uni à sa création. Il s'ensuit, comme le souligne Geffré, qu'il faut renoncer à la tension malsaine entre le sacré et le profane. La sécularisation n'est pas un produit historique de la foi chrétienne, mais la mondialité du monde est une conséquence de l'incarnation. La créa-

tion implique une sécularisation positive du monde. Ce qui ne signifie pas, comme Vergote, qu'on puisse opposer Dieu et le monde comme deux altérités exclusives: tout en subsistant par lui-même, le monde n'est pas un système formé. Dieu y est intériorité présente en tant que transcendance immanente. Ce qui conduit à l'affirmation rationnelle et croyante d'une « culture à double jouer ».

Est-ce à dire que tout soit expliqué? Non, certes. Ricoeur montre comment, à l'âge de la sécularisation, la foi est prise dans les réts du discours polémique ou apologetique: elle répond à l'accusation d'idolâtrie par la revendication d'utopie. Mais elle doit dépasser ce stade et échapper à ce déchirement entre l'idéologie et l'utopie, en retrouvant sa double dimension « qui enracine à la manière de la religion et déracine à la manière de l'eschatologie ». En définitive la sécularisation « donne à penser » et « laisse à désirer » (Jean Greisch). L'étude terminale de Dubarle, qui peut servir de conclusion, est, la fois humble, sincère et profonde. Elle analyse notre temps, décrit notre mutation et se garde de la définir, puisqu'elle est en cours. *Actuellement, les sociétés humaines interrogent et il faut laisser l'homme à ses interrogations.* Interroger, n'est-ce pas l'attitude même de celui qui admet une transcendance et une eschatologie? Le Dieu chrétien, en effet, interroge l'homme comme l'homme interroge, il le prie comme l'homme le prie.

* *Herméneutique de la Sécularisation*, Actes du séminaire colloque organisé par le Centre international d'études humanistes et par l'Institut d'études philosophiques de Rome, sous la direction d'Antonio Castellani, avec la participation de Ricoeur, Geffré, Dubarle, Tillet, Vergote, etc. Aubier éd., 1976, 1 volume de 502 pages, 55 F.

LIVRES REÇUS

— *Matinales*, itinéraire spirituel, par Jean Sullivan, Gallimard, 1976, 49 F.
— *L'Argent et le Pouvoir*, par Philippe d'Arcy, 1976, 189 p., 21 F.

Portraits

L'âme: Kerguédel, vingt-deux ans, vagabond et poète

(Suite de la page 9.)

« Et puis non. Dans une sorte d'inspiration brutale et subite je me suis senti obligé de partir malgré ma fascination pour les Himalayas. Et vite... J'ai pris l'air. Mon voyage n'était duré qu'un mois et demi. »

Curieux, cette alternance des fuites et des retours dans cette vie éternelle, traversée d'éclairs, d'objurgations intimes. Plus tard, Kerguédel reprend sa route, cap sur les Cévennes. Il en revient tout aussi subitement.

« A cause des fous dans la ferme de mon père », dit-il. Les travaux physiques ne l'apaisent pas. Il y aura d'autres bourrasques encore qui ne combleront guère plus ce qu'il considère comme un abîme intérieur. Notre jeune Breton se jure d'aller au-delà des visions nietzschéennes, rimbaudiennes, de sonder les grands mystères spirituels auxquels il aimerait donner des racines scientifiques. Il se fait alors « existentialiste » (selon de la Rose-Croix). Crie « enfin » au terme de son transit aventureux. Clame avoir trouvé « la réalité vraie ». Aspire à parvenir jusqu'aux grands inités. Remet tout en question. Regarde avec moins de complaisance les poètes maudits.

Et de se confesser, sublimé et candide: « J'étais blesé dans ma chair en tant que poète. En tant que chercheur d'absolu, j'étais blesé dans mon âme... »

Re-départ: Liverpool, Londres, Folkestone, Tristesses et mélancolies. Mais plus de défection, Kerguédel parle de s'installer aux États-Unis, dit-il, sur la Cornouaille anglaise. Amours diverses, idéalisation extrême de la femme qui aboutit à des naufrages. Travaux forcés: agricoles et littéraires. Approche aux alentours de ses vingt et un ans d'une sorte de sérénité. Mais que faire, socialement, dans la vie? Payan, écrivain? Et en ce dernier été 76, c'est encore la fuite en avant, le vagabondage dans l'espace et le temps. Kerguédel part en Égypte, participe à des fouilles archéologiques, visite Le Caire, Alexandrie, Lérnace ne dépassera pas six semaines. Quand il débarque à Marseille, il n'a plus un sou vaillant en poche. Il perdra sept kilos sur les routes du stop qui le conduisent tout de même à Ploumorn. A peine a-t-il déposé son sac sur le sol de la ferme que son père lui dit: « Tu travailleras demain. Comme toujours, des tas de choses à faire... »

Après les pyramides égyptiennes, l'horizon de la terre bretonne. Matin. — Kerguédel fauche l'herbe de Bossulan. Et le m'interroge. Tout y est dans cette jeunesse traversée de cris, d'éclairs, de « chasses spirituelles ». C'est un itinéraire typique. Une route « beat » telle que d'autres l'ont vécue. Mais voilà: elle est le fait d'un jeune paysan et non celle d'un quidam sensible à l'air du temps. En cette jeunesse qui s'achève, on peut lire tous les signes du romantisme moderne: les flamboulements, de l'alcool, le recours à l'« herbe », la tentation de l'Orient, la recherche d'une éthique et d'une spiritualité venues hors de toute structure et de toute Église, personnellement, existentiellement. Mais aussi la non-violence, le respect des « anciens » et des parents, et la volonté, après les inevitables chutes et embarras, de trouver un équilibre personnel dans une société plus apte à suivre « la main à l'écharpe » que la main à la pioche. Kerguédel a rejeté les vins et les drogues.

Le soleil s'est levé. Mon visiteur

travaille toujours dans le jardin, efficace et précis, lançant sa faux dans les grandes touffes. Au vagabond de Kandahar, Liverpool et Le Caire, je ne puis que donner l'assise de mon feu, l'escalier rural près de la mer. Et le voyant ainsi dans les rayons, tandis que l'herbe folle vole sous ses coups assurés, que mes chiens, heureux, vivront plus de lui, je me demande si sa vérité ne consisterait pas à reprendre la terre de ses parents, à allier les travaux de plume et de charne, à réinventer cette paysannerie intellectuelle et, pour ainsi dire, bardique, qui consisterait à écrire la vie dans l'homme aussi bien que sur des cahiers. Glorieux après Kérouac.

De celui, vagabond américain, en outre, dans *Vanity of Dulux*, cette phrase: « Don't break your tenderness. » (« Dérange pas ta tendresse. »)

Non, dérange pas ta tendresse pour ce monde, Kerguédel. Il est un temps pour les boulingues. Il est un temps pour habiter. Habite.

XAVIER GRALL.

CORRESPONDANCE

Les patronymes des Basques

À la suite de la publication d'un article de M. Jean Torrilhon sur les patronymes basques (*Le Monde* du 26-27 septembre), M. E. Goyhenetxe, professeur à l'Université de Pau et demeurant à « Uthalde », Ustaritz (Pyrénées-Atlantiques), nous écrit: « L'exemple de l'Auvergne, on peut ajouter celui du Pays basque, qui au demeurant peut éclairer le premier. En Pays basque, la maison — plus que la famille — est la cellule-mère de la société. Le concept de famille est exprimé par le mot *etxe* (maison). Le plus grand des noms de famille basques sont en réalité des noms de maisons: *Goyhenetxe* = maison d'en haut, *Uthalde* = (maison) à côté de l'eau. Les principales préoccupations du droit basque antérieur à la révolution — et aujourd'hui encore très respecté malgré le code civil — est la pérennité de la maison. Les exploitations agricoles, étant très petites (3 à 5 ha), ne pouvaient être divisées; l'aîné héritait, à charge d'entretenir les cadets célibataires; l'aîné était donc le seul à transmettre le droit de propriété. L'héritier ou l'héritière épousait un cadet ou une cadette; celui-ci entrerait dans la maison comme « conjoint adventice ». Les habitants de la maison portaient le nom de cette maison. Ainsi Jeanne de Goyhenetxe

travaille toujours dans le jardin, efficace et précis, lançant sa faux dans les grandes touffes. Au vagabond de Kandahar, Liverpool et Le Caire, je ne puis que donner l'assise de mon feu, l'escalier rural près de la mer. Et le voyant ainsi dans les rayons, tandis que l'herbe folle vole sous ses coups assurés, que mes chiens, heureux, vivront plus de lui, je me demande si sa vérité ne consisterait pas à reprendre la terre de ses parents, à allier les travaux de plume et de charne, à réinventer cette paysannerie intellectuelle et, pour ainsi dire, bardique, qui consisterait à écrire la vie dans l'homme aussi bien que sur des cahiers. Glorieux après Kérouac.

De celui, vagabond américain, en outre, dans *Vanity of Dulux*, cette phrase: « Don't break your tenderness. » (« Dérange pas ta tendresse. »)

Non, dérange pas ta tendresse pour ce monde, Kerguédel. Il est un temps pour les boulingues. Il est un temps pour habiter. Habite.

XAVIER GRALL.

Humeur

A LA SONDE

DETROMPONS-NOUS: contrairement à tout ce qu'on dit, s'écrit et se pense ce temps-ci, notre sort futur ne se joue nullement entre socialisme libéral ou moins avancé, collectivisme, socialisme à visage humain ou non, dictature dure ou demi-douce. Théories! Abstractions! Gérer, organiser, prévoir, gouverner, la question n'est plus là. La chose est pourtant claire: l'unique objectif des prétendants, c'est de se placer dans les sondages, de passer du « plutôt pour » au « tout à fait pour », de ne jamais en courir le « plutôt moins », en somme de progresser par degrés réguliers vers le « passionnément avec » de l'amour idéal.

Séulement, comme toujours, comme dans toutes les périodes de pré-l'après-Renaissance, la pré-Révolu-

tion... ça catouille encore, ça se cherche. Le sondage en tant que mécanisme est presque au point. En tant que système et institution il ne l'est pas. On sonde actuellement à tour de bras, mais à tort et à travers et en dépit de toute méthode. Quantité d'artisans ne font que gâcher le métier avec leurs petits pourcentages. Manque de hardiesse. Déficit de lucidité.

Alors, il faut bien aider de temps en temps le fameux sens de l'histoire à se mettre dans le bon sens et à rouler sur ses rails.

Allons-y. Voici la marche à suivre. Il faut constituer une bonne fois, avec les meilleurs instruments dont nous disposons, un corps de sondes nationales, spécialisées, composées de sujets d'élite (et non de vulgaires échantillons), recruté

par tests successifs et sélection statistique, garanti représentatif des réactions et opinions du pays, selon une fiabilité absolue.

Cette Chambre nationale des sondés professionnels (C.N.S.P.) siègera en permanence, aux lieux et places de l'Assemblée nationale et du Sénat, devenus caducs. Ses membres recevront évidemment une indemnité à déterminer. Chaque sondé aura droit d'assurer leur indépendance, pas trop élevée pour ne pas les paralyser. Plus d'élections, donc l'indifférence dans cette perspective est évidente: économies d'argent, d'énergie, de papier et de campagnes électorales abusivement étendues à la quasi-totalité de la durée des mandats.

Les sondés nationaux, reflétant la volonté du peuple avec une précision inconnue jusqu'ici, décréteront et légiféreront en toute souveraineté. Le peuple lui-même, assuré d'être représenté comme jamais, pourra se livrer enfin à ses activités favorites en parfaite quiétude: la pêche ni le week-end à la campagne ne lui posent plus, certains dimanches, de cas de conscience. « Vivez, nous sondons », pourrait être la devise du régime. L'exécutif se recrutera au sein de la C.N.S.P. par compétition, les meilleurs sondés devenant ministres dans leur spécialité. Le premier sondé de France, ou grand sondé, sera le président: qui pourra se vanter de connaître mieux que lui le sentiment d'un pays qu'il sonde. Il aura la charge de faire sonder? Dans ce jeu de miroirs idéal se réalisera la coïncidence de l'être et du paraître recherchée en vain par les philosophes.

Encore ne sera-ce là qu'une étape vers le sondage « total intégré » qui, lui, se passera même de la Chambre, quand la télé individuelle, gratuite et obligatoire aura été installée partout, chaque récepteur couplé à un terminal d'ordinateur. Le grand sondé, le haut-père-des-peuples à sonder-soi-même, interrogera chacun, et chacun lui répondra dans l'instant (trois touches: « oui », « non », « attendez un peu »), la totalisation des résultats, grâce à l'électronique, étant immédiate.

Traité d'amitié avec la Pologne? — 87,31 % de oui? Signé tout à l'heure.

Les centrales nucléaires aux aragoneses? — 91,07 % de oui. Crac. L'impôt à la source? — Attendez un peu (57,94 %).

Les courses hippiques tri-quotidiennes? 220 à l'heure sur les routes? La retraite à quarante ans? — 98,15 %, 50,01 %, 83,27 %. Enlevée. Le pouvoir deviendra un vrai plaisir. Formulons la loi. — Le sondage est l'avenir de la démocratie. — Et le terrain rêvé pour un camp? — Les îles de la Sonde, parbleu.

JEAN GUICHARD-MEILL.

Pamphlet

FAUT-IL DÉTRUIRE PARIS?

COMME il y va, Gabriel Domenech! Que lui a donc fait Paris pour qu'il l'entende, le fils de l'empire de la décadence? Est-ce la fièvre autoproductrice qui jette le sang de cet ancien d'État de France? Répondre en chef, au Méditerranéen? Gardez-vous d'émettre un tel soupçon qui traiterait déjà un préjugé anti-province! — Car vous savez, l'histoire de l'Europe, l'importance aux extrêmes de Bretagne, du Pays basque et de cette entité que d'anciens appellent l'Océanie et qui ne représente rien, démontrant ainsi que vous nous considérez non comme des Français mais comme des vous Malgaches, des Congolais, des Algériens... encore que rien ne prouve que la majorité de ceux-là seraient si mécontents de l'être encore. — Oui, selon notre auteur, c'est Paris qui a transformé les événements de Corse en guerre de sécession, et qui a épargné les viticulteurs du Midi en mettant micro et caméra sous le nez du premier venu. Une vraie technique d'émancipation!.

Mais qu'attendrez d'autre d'une capitale dont on ne compte pas les belles heures? La Commune d'Armande Marcel, la Fronde, la Révolution de 1789, les Trois Glorieuses, la Révolution de 1848, la Commune de 1871, laquelle pourrait bien avoir été suscitée par les Prussiens et le tortueux Bismarck, qui en furent essentiellement les bénéficiaires? Et d'abord, qu'est-ce que Paris? Qui doit-on considérer comme Parisien? — C'est le balayeur noir qui vient d'arriver, le juif allemand qui s'est réfugié pour échapper aux fureurs de Hitler ou le paysan suédois venu installer son mé-

trot, il y a plus de quarante ans? Et M. Domenech de conclure fiévreusement: « Pour nous, provinciaux, la question ne se poseait même pas, il faut au moins une génération et souvent davantage pour être admis comme citoyens à part entière. »

On voit le ton: celui d'un notable farouchement conservateur. Il ne s'agit pas simplement d'un allié politique. Pouvant de la tête au ventre, il dénonce l'insatiable appétit de la ville Lumière qui se goute aux dépens du pays. « Vous seriez bien en peine de produire les cent mille tonnes de viande, quatre cent cinquante millions de litres de lait ou sept cent cinquante mille croissants que vous consommez chaque année. » Et Marseille alors? Depuis quand les caches passent-elles sur la Camébière? Recommandons pourtant que certains coups de cette volée de bois vert atteignent leur cible. Oui, la complexité de supériorité du Parisien repose sur du vent. Qui, du petit fonctionnaire à l'énarque géant, l'administration fonce en permanence du Courcelle. Oui, la concentration des chemins de fer ou celle des industries tritée à juste titre la province. Oui, mille fois oui, la douceur de vivre se meurt au bord de la Seine. Faut-il pour autant détruire Lubac? Notre pamphletaire ne va pas jusque-là. Il ne souhaite, il n'exige qu'un minimum d'équilibre entre toutes les régions de France et que le respect des identités régionales. C'est sur ce terrain que nous pouvons le rejoindre.

GABRIELLE ROLIN.

(*) Gabriel Domenech: Paris, ça suffit! Éditions Jean-Claude Lattès, 142 p., 29 F.

LE MONDE AUJOURD'HUI

SOCIÉTÉ

EMPLOI

Comment déjouer les pièges des tests

UN poste à pourvoir, une petite annonce, trois candidats : scénario désormais classique. Vous avez l'âge souhaité, les diplômes exigés, l'expérience requise... Vous n'êtes pas le seul ! C'est pourquoi intervient, à la fin de l'entretien, un cabinet de sélection chargé de faire le tri, à grand renfort de tests.

Que vous soyez comptable ou directeur des ventes, ingénieur ou chef du personnel, vous voilà parti pour contempler et compléter des séries de figures géométriques, de dominos, de cartes à jouer, de chiffres et de lettres. Vous devrez résoudre quantités de devinettes, assembler des cubes, construire un petit village, analyser des tâches d'encres, dessiner des arbres.

Même si vous ne voyez pas du tout le rapport entre votre métier et ces curieux exercices, les résultats permettront aux spécialistes d'affirmer que vous êtes intelligent, sociable, productif — ou bien débile, instable ou paresseux. Le diagnostic, généralement, ne laisse pas indifférents les employeurs... Est-ce juste ? Est-ce tolérable ? Est-ce objectif ? C'est ainsi.

Et c'est pourquoi, depuis 1961, à Lyon, le syndicaliste Jean Gobelet apprend aux candidats à se défendre. Sans recette miracle, mais avec obstination et compétence, ce nouveau « Monsieur Test » explique la fonctionnement des différentes épreuves, et les pièges à éviter. Il vient de réunir, en un volume, l'essentiel de son « cours ».

Ce manuel devrait rendre à tous les « testables » de bien grande service. Car si l'on ignore certains « trucs », le piège risque d'être fatal. Voici, parmi bien d'autres, trois problèmes. Il faut remplacer le point d'interrogation par la bonne réponse. Vous avez 30 secondes par question (et votre carrière peut en dépendre...) :

(I) Un 2 ; douze 5 ; huit 4 ; dix ?

(II) 434 (Q) ; 327 (T) ; 875 (H) ; 927 (N) ; 220 (G) ;

(III) A3U1S2 USA
A3E6F1C5R2N4 ?

Essayez donc... Fréquemment utilisées, les quarante questions de ce genre forment le « test de raisonnement », édité par le Centre de psychologie appliquée, fort « sécher » la majorité des cadres, même sortis de grandes écoles, alors que les enfants de douze-treize ans réussissent beaucoup mieux, sans se livrer à de savants calculs.

Vous ne voyez pas ? Le truc est si « bête » qu'on ne l'apprend pas tout de suite. En (I), le chiffre arabe qui suit chaque mot désigne simplement le nombre de lettres qui le composent : dans « un », il y a 2 lettres, etc., dans « dix », il y en a 3. La lettre entre parenthèses, dans la question (II) est, à chaque fois, l'initiale du nombre écrit en chiffres : la réponse est donc « D » (Deux cent vingt). Enfin, on doit remarquer que l'ordre des lettres, en (III), est à retrouver d'après les chiffres qui les suivent : A en troisième position, U en première, S en seconde, donnent USA ; la série suivante donnera FRANCE.

Voilà votre intelligence mesurée. Reste à savoir qui vous êtes, à découvrir votre caractère, vos faiblesses, défauts, penchants ou « complexes ». Sans que vous puissiez y prendre garde, ni vous protéger : rien n'est plus innocent, en apparence, que les « tests projectifs ». Le « Thematic Apperception Test », de Murray, où vous inventez un récit à partir des images muettes que l'on vous montre, le test de frustration de Rosenzweig, où il s'agit de remplir les « bulles » d'une bande dessinée évoquant des situations banales de la vie quotidienne, tout cela n'a pas

l'air bien méchant. On risque pourtant de vous classer (et votre dossier avec) parmi les personnes à tendance paranoïaque. Il suffit de peu pour que votre psychisme ne soit pas « conforme » au profil implicitement souhaité : employé obéissant mais dynamique, réservé mais efficace, bon père et bon époux, etc.

Là aussi, Jean Gobelet explique patiemment les gaffes à ne pas commettre. Elles sont nombreuses. Imaginer, par exemple, un contremaître consciencieux, à qui l'on a toujours appris à se taire quand il n'est pas sûr de sa réponse. On lui présente les dix tâches d'encre du célèbre test de Rorschach. A quoi lui font-elles penser ? Quatre fois, il distingue une femme nue. Pour les autres, il hésite, et préfère rester muet. Reculé ! C'est très mal vu : mieux vaut commenter chaque tâche, à la même vitesse, sans émotion. Sinon...

Au regard de l'expérimentation psychologique, la plupart de ces tests ont déjà une valeur scientifique discutable et discutée : il suffit de voir comment chaque auteur dénonce arbitrairement l'arbitraire des méthodes concurrentes. Mais leur utilisation pour la sélection et l'embauche pose un autre problème : de quel droit un tiers peut-il faire expertiser la personnalité de quelqu'un et décider de sa situation sociale en fonction de cet « examen » ?

Après tout, puisqu'il s'agit d'un contrat de travail, pourquoi n'y aurait-il pas réciprocité ? Savoir combien votre futur patron est névrosé pourrait aussi vous faire réfléchir... En attendant, l'action de Jean Gobelet est utile. Et même, tout bonnement, morale.

ROGER-POL DROIT.

* Les tests démythifiés. Manuel pratique pour les candidats à l'emploi et les employeurs. Ed. Aubier-Montaigne, 304 p., 33 F.

LA VIE

Juste à temps

BON, 6 heures moins 5. J'ai complété le dossier des admissions d'urgence et l'ai transmis à mon chef, j'ai fini le classement et rangé les fiches dans les casiers. Je n'oublie rien ? Un coup d'œil sur mon bureau : la chemise du courrier pour demain ici, les crayons élimés dans le pot, la règle et le surligneur à leur place, la lampe éteinte : je suis irréprochable.

Encore deux minutes... J'ai retiré ma gilette du vestiaire pour l'avoir à portée de la main, suspendue à la patère, derrière la porte. Plus qu'une minute, je la saisis au vol et je la jette : je ne serrerai pas la main de Bourgois ce soir, je lui dirai juste... Ça sonne ! Bonssoir Bourgois.

Le lendemain, ponctuel comme si de rien n'était, je suis au bureau dès 8 heures moins 5.

Bonjour, mon vieux Bourgois, tu excuseras ma précipitation d'hier soir, quelle équipe ! Donc, je te quitte en catastrophe, l'arrive à l'ascenseur le premier, je résume la grille au nez des autres, je descends seul. Je jette au milieu des gens : rue d'Amsterdam j'ai cru que je pouvais encore traverser au rouge et j'ai failli passer sous un idiot de taxi. Je grimpe à la gara quatre à quatre par l'escalier roulant ; à la terrasse du buffet j'ai dû bousculer le garçon et son plateau dans un fauteuil, parce que j'ai entendu derrière moi une cascade de verres.

Le train de 19 h. 08 s'éloignait à cinquante mètres, je pique un sprint, je saute sur le dernier marchepied, c'était bon. Il a fallu que je me pousse dedans comme à la mèche. Le train a bien roulé, à peine dix minutes. Mais la maison n'est pas tout près de la gare et déjà je redémarrais sec, quand j'ai eu la veine de me voir : je tombe sur un voisin en voiture qui me dépose à ma porte.

Fermée à ciel ! Je tambourine, et ma femme qui n'arrive jamais. Elle ouvre, et mon gosse qui se tout dans mes pattes avec un vase modelé à l'école. Patafros, tout cassé et le même qui chiale ! Le pied quelque part et bouclé dans sa chambre. Mais j'avais bien fait de prendre des risques : juste comme le pousse le bouton de la télé, c'était le coup d'envoi.

ROBERT BANJOL.

A MUNICH

Une vente de « souvenirs militaires »

La Hof Brau Haus, les services d'âge mûr, en jupe et chemise blanche, véhiculent à longueur de journée d'importantes cargaisons de bière en pintes de 1 litre, au son d'un orchestre bavarois dans une ambiance qui tient à la fois d'un réfectoire du Club Méditerranée et de la cantine de chez Renault. Loin de ce tapage, la comtesse Tyra Kleinau von Klenowa et son fils, le comte Arnhard, procèdent, il y a quelques jours, à la vente aux enchères de souvenirs militaires de toutes origines et de toutes époques.

Dans les bureaux feutrés, au quatrième étage d'un immeuble coquet de la Maximilianstrasse, il n'y avait guère plus d'une soixantaine de personnes, en majorité des Allemands, auxquels s'étaient joints quelques collectionneurs ou marchands français, belges, anglais, italiens et suisses. On était entre experts de bonne compagnie. Pas de cris interminables ni de fièvre apparente. A l'heure des comptes, la secrétaire polyglotte n'en annonçait pas moins un chiffre d'affaires de 500 000 Deutschmarks, soit à peu près 1 million de francs français.

Un casque de bronze chinois de la période Chou (1100-1000 avant Jésus-Christ), mis au jour en 1925 à l'occasion de la construction d'une ligne de chemin de fer, a trouvé preneur pour 20 000 Deutschmarks (40 000 F). Les enchères ont monté aussi sur une épée de justice du dix-septième siècle. Mais les amateurs se sont surtout intéressés aux pièces plus récentes.

Il s'agit d'officiers français des spahis datant de 1900, qui n'ont pas trouvé preneur pour 50 DM (100 F), et qui ont été achetés à la chapelle du 3^e régiment de ulans mis à prix 250 DM (500 F) et adjugés 5600 DM (11 200 F) tandis qu'une casquette de la garde prussienne s'achetait 7 100 DM (14 200 F).

Dans l'imposante théorie de coffrets à cigarettes, manuscrits, objets d'art et autres souvenirs du III^e Reich proposés aux acheteurs,

une lettre écrite pendant le procès de Nuremberg par Goering à sa femme a fait 2 800 DM (5 600 F). Les trente-sept pièces d'un service d'argenterie ayant appartenu au même Goering ont été adjugées 6 100 DM (12 200 F) et on a donné 5 200 DM (10 400 F) pour une cruche en argent de même provenance. Une feuille de papier sur laquelle ont signé seize des trente-neuf accusés de Nuremberg a trouvé preneur pour 3 500 DM (7 000 F) et une aquarelle de 29 x 22 centimètres peinte en 1918 par Hitler a atteint 8 000 DM (16 000 F).

Quant au bâton du généralfeld-marshall Model, décoré or et argent de la croix de Malte et d'algues germaniques, vendue de cette vente, il n'a évidemment pas fait l'objet d'enchères verbales : seules étaient acceptées, en effet, les offres écrites pour cet objet exposé la semaine précédente à la Bourse aux armes de Neuchâtel (le Monde du 8 novembre). Il restera donc quelques mois encore dans la salle d'exposition de Graf Kleinau le temps que se manifestent, par lettre, les acquéreurs. Le fils du maréchal Model, qui met l'objet en vente, a fait savoir qu'il espérait fermer un peu cette pièce, évaluée à 50 000 DM (100 000 F) au moins, restait en Allemagne soit chez un collectionneur, soit dans un musée.

Au nombre des enchérisseurs de Munich figurait un commerçant belge, encore tout étonné d'avoir vu la vente de « souvenirs de guerre » mais qu'il avait organisée il y a quelques mois à Versailles, perturbée par des manifestants.

CLAUDE FABERT.

● ERRATUM. — Dans la chronique de Gabriel Matzneff « L'amour est-il un crime ? », parue dans le Monde daté 7-8 novembre, il fallait lire à la troisième colonne : « Le courtisane article 330 et l'article 331 qui établit que tout attentat à la pudeur consommé ou tenté sur une personne d'un enfant de l'un et l'autre sexe âgé de moins de quinze ans sera puni de la réclusion criminelle à temps de cinq à dix ans », et non « qui établit sent ».

SPORTS

LES FÉDÉRATIONS FRANÇAISES FACE À L'HORIZON 80 DES JEUX OLYMPIQUES

GYMNASTIQUE : pour une extension géographique des chances

Notre enquête sur les fédérations sportives dites olympiques (« le Monde » des 9, 11, 12 et 13 septembre) continue aujourd'hui avec la gymnastique. Cette discipline, grandement popularisée par les exploits de Nadia Comaneci, à Montréal, semble devoir retrouver en France une place qui correspondrait à la faveur que lui accordent les jeunes.

L'exploit de Boerio, gagnant à Montréal la médaille de bronze du concours individuel à la barre fixe, ne doit pas nous faire perdre de vue les autres fédérations. Le Saut pour les étoiles. Certes, le mérite et le talent de cet athlète sont à reconnaître, mais la gymnastique française, en ce mois de juillet 1976, ne faisait que sortir de sa léthargie. Du moins peut-on admettre que Boerio ne soit pas un phénomène d'un seul coup, mais qu'il soit le signe avant-coureur d'un renouveau, ce que l'on se serait gardé de prétendre quatre ans auparavant.

Ce qui modifie l'appréciation que l'on peut porter sur la progression de ce sport, c'est le plan de réorganisation que la Fédération française de gymnastique a mis sur pied depuis 1970. La division de l'hexagone en six zones ayant chacune leur direction technique et administrative avait pour but non seulement d'élargir la base des activités, mais aussi de renforcer la qualité en profondeur, de faire en sorte que le club lui-même forme des gymnastes capables de bien figurer au niveau régional.

De même qu'un élève ira de l'école primaire au lycée, et éventuellement à l'université, le gymnaste doit pouvoir bénéficier d'un enseignement adapté et progressif, explique M. Magakian, directeur technique national. La formule de la régionalisation permettrait non seulement de multiplier les stages, mais aussi d'implanter efficacement des sections sport-études rattachées à des centres d'activité. Les sections sport-études groupent cent dix-huit gymnastes, soit le tiers de

réelle. Mais elles ne rendent pas compte à elles seules de l'effort de progression. Le nombre des stagiaires bénéficiant d'une formation annuelle est passé en six ans de deux cents à mille six cents ! En 1980, cinquante-sept clubs sur neuf cents fourniront un gymnaste classé dans les vingt premiers. En 1976, ce sont cent dix clubs qui pouvaient prétendre à cet honneur, preuve de l'accroissement en surface de la qualité. Du même coup, la Fédération renouait à l'avantage un club parmi d'autres pour en faire le « fournisseur » de l'équipe nationale, politique qu'elle aurait pu suivre comme l'entraîneur.

L'extension géographique des chances offre enfin l'occasion d'un meilleur brassage et modifie considérablement les relations humaines. Toutefois, la Fédération française de gymnastique ne saurait s'en tenir à ces premières constatations, aussi satisfaisantes soient-elles. Elle ne peut oublier qu'elle a connu il y a deux ans une légère baisse d'effectifs que n'explique pas seulement l'augmentation du prix des licences (11). Elle doit intéresser le public à ses activités et non plus laisser croire que la gymnastique est le domaine des pays étrangers qui se disputeraient un titre olympique tous les quatre ans. C'est cet aspect des choses qui devrait marquer la présente olympiade. Dans les quatre ans à venir, il reste à parfaire la formation du plus grand nombre et à renforcer l'élite. Mais la Fédération française aura-t-elle les moyens de répondre à l'engagement qu'elle a pris ? Elle-même craint que non. Car, dit-elle, « s'il est relativement facile pour un club de sports tels que le football ou le basket-ball d'animer des séances d'entraî-

nement avec peu d'entraîneurs, il n'en est pas de même pour la gymnastique. La complexité des gestes techniques, mais surtout le souci de la sécurité de l'enfant lors de l'accomplissement d'exercices difficiles, nécessite un nombre important d'entraîneurs. Or, sur ce point, et malgré les efforts entrepris, la Fédération reste loin du compte.

Pour faire face à de nombreuses sollicitations, des efforts d'imagination sont nécessaires. Par exemple, alors que de multiples activités sont proposées aux jeunes durant les vacances scolaires, le stage de musique, de danse ou de sculpture, etc., devient l'alternative qu'en 1976, la Fédération ne puisse répondre à aucune demande de ce type pour ce qui concerne la gymnastique. De cela aussi les dirigeants se sont inquiétés, prévoyant des camps d'été et d'hiver, selon une formule suffisamment ouverte pour que les familles puissent le cas échéant passer leurs vacances à proximité.

Bien des choses bougent en ce qui concerne la gymnastique, et le plan de reconstruction paraît devoir donner de bons résultats. Mais nous n'en sommes encore qu'aux prémices.

FRANÇOIS SIMON.

Prochain article :

VOILE : se mettre à l'œuvre dans toutes les séries

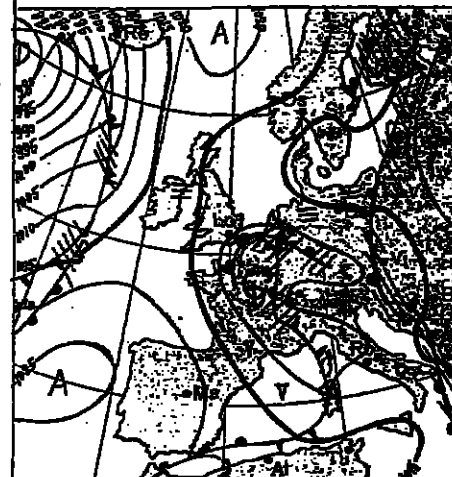
FOOTBALL. — Le match France-Irlande, comptant pour la qualification pour la Coupe du monde, sera retransmis en direct sur Antenne 2, mercredi 17 novembre, à 20 h. 30.

TENNIS. — La Fédération italienne de tennis a officiellement informé la Fédération chilienne qu'elle participerait à la finale de la Coupe Davis à Santiago, au mois de décembre.

INFORMATIONS PRATIQUES

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 13 NOVEMBRE, A 0 h GMT.



Evolution probable du temps en France entre le samedi 13 novembre et dimanche 14 novembre :
à 24 heures :

Un courant de perturbations continuera à circuler sur l'Atlantique, mais il sera partiellement dévié vers le nord-est en abordant l'Europe occidentale. Il pénétrera donc assez lentement en France.

Dimanche 14 novembre, le pluviel se maintiendra en Bretagne. Ces pluies gagneront dans la journée la Normandie et la Vendée ; elles atteindront la région parisienne et le Bordelais dans la soirée et la nuit. A l'avant de cette zone pluvieuse, le temps sera souvent très brumeux le matin, mais peu nuageux, et quelques faibles brises se feront sentir dans le Centre, l'est et le Nord-Est. Au cours de la journée, le ciel sera généralement nuageux, les éclaircies prédominant dans la vallée du Rhône et les régions méditerranéennes. Les vents viendront du nord sur la moitié de la France ; ils seront forts dans la Méditerranée et surtout sur la Gironde.

Samedi 13 novembre, à 7 heures, la pression atmosphérique, réduite au niveau de la mer, était à Paris-Le Bourget, de 1 011,4 millibars, soit 75,9 millibars de mercure. Température (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 13 : le second, le minimum de la nuit du 12 au 13) : Ajaccio, 16 et 11 ; Biarritz, 14 et 8 ; Caen, 12 et 7 ; Cherbourg, 10 et 4 ; Clermont-Ferrand, 11 et 5 ; Dijon, 8 et 2 ; Grenoble, 7 et 3 ; Lille, 9 et 4 ; Lyon, 10 et 7 ; Marseille-Mariniana, 13 et 9 ; Nancy, 6 et 1 ; Nantes, 10 et 4 ; Nice-Côte d'Azur, 14 et 8 ; Paris-Le Bourget, 8 et 3 ; Pau, 15 et 7 ; Perpignan, 18 et 8 ; Rennes, 10 et 3 ; Strasbourg, 14 et 6 ; Toulouse, 14 et 8 ; Poitiers-Poit, 20 et 24. Températures relevées à l'étranger : Alger, 18 et 12 ; Amsterdam,

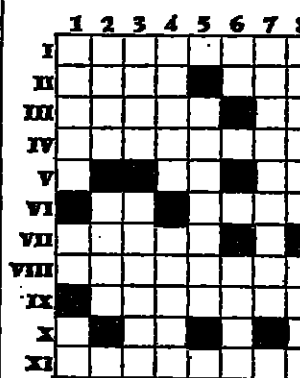
PRÉVISIONS POUR LE 14 NOVEMBRE DÉBUT DE MATINÉE



8 et 4 ; Athènes, 18 et 12 ; Berlin, 9 et 5 ; Bonn, 8 et 3 ; Bruxelles, 10 et 5 ; Casablanca, 21 et 17 ; Copenhague, 10 ; Genève, 7 et 5 ; Lisbonne, 18 et 7 ; Londres, 6 et 5 ; Madrid, 13 et 1 ; Moscou, 1 et 0 ; New-York, 18 et 11 ; Palma-de-Majorque, 18 et 11 ; Rome, 17 et 14 ; Stockholm, 8 et 3.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 1612



HORIZONTALEMENT

I. Avec elle, il est facile d'avoir pigeon sur... II. Tribunal... III. De rétrécissement... IV. Utilisons... V. Garni de pointes (épées)... VI. Avoir les jambes collées... VII. Pénètre à des actions d'été... VIII. S'annonçait un accord ; Pelages ou enveloppes... IX. Nuisent à la beauté d'un décor... X. Pénètre de l'avant-veille (famille admise)... XI. Pronom... XII. Dans le champ... XIII. Il n'est pas étonnant qu'on le rencontre dans le quartier.

VERTICALEMENT

1. Mis sur la voie ; Difficile à battre ; Accord de l'abbé... 2.

Embrasse le champ visuel d'un optimiste ; Joua avec le feu... 3. Coule en France... 4. Constatant quand elle devient fatale ; Coule en Normandie... 5. Dignes de respect... 6. Abrévié ; Habille une jolle fille... 7. Catastrophes... 8. Famille à ceux qui étaient voués aux galères ; Va des pieds à la tête... 9. Abrège une citation ; Un point ; Devra donc arriver.

Solution du problème n° 1611

Horizontalement

I. Egout ; Sunique... II. Us ; Rua... III. NE ; Semali ; Bala... IV. Epient ; Rae ; Lie... V. Tel ; Bâtirait... VI. Irone... EOR... VII. Op ; Er ; Quignon... VIII. Simoun ; Aléas... IX. Es ; TI ; Jambes ; Ta... X. Rédu ; Erate... XI. Page ; II ; Play-boy... XII. Sade ; Bol... XIII. Ur ; Cl ; Gabelou... XIV. Moulé ; St ; Nuée... XV. Essor ; Emueues.

Verticalement

1. Nettoie ; Pume... 2. Guépe ; Spa ; Ra... 3. Ce ; II ; Ra... 4. Se ; Reites ; LA... 5. Endormie ; Ader... 6. GMT ; Elder... 7. Béquilles... 8. Unira... Unau ; Sd... 9. Tâai ; Prét... 10. Ur ; Cl ; Gabelou... 11. Que ; Renierait... 12. Us ; Orsaye ; Suc... 13. Allé ; TB... 14. Tito ; Eléocle... 15. Ete ; Rosa ; Yeuse.

GUY BROUTY.

JUSTICE

Libres opinions

Sur les flagrants délits

par HENRI LECLERC (*)

TOUT le monde peut y aller. C'est là, sur le quai des Orfèvres. La première salle d'audience à gauche en entrant. Ça fonctionne tous les jours. Venez un peu en avance et vous pouvez espérer être assis. Il y a fait très chaud. Dans le box sont entassés des personnes aux vêtements froissés et aux mines patibulaires. Un ou deux avocats s'agitent. La tribune, entre, et l'audience commence. Au galop. C'est qu'il y a parfois quarante ou cinquante personnes dans l'après-midi : quelques minutes pour chaque affaire, comprenant l'interrogatoire du prévenu, parfois des dépositions de témoins, la réquisitoire, la plaidoirie, le délibéré et l'annonce du jugement.

En huit mois d'observation, Christian Hennion, journaliste à Libération, constate qu'environ six mille prévenus se sont vu attribuer à Paris environ quatre mille années de prison. C'est le résultat de cette observation quotidienne qu'il vient de résumer, comptes rendus bruts, reportages quasiment sténographiques, dont tous ceux qui ont fréquenté les « flags » pourront constater l'absence d'humanité (1).

Ces récits sont cruels. Ils n'épargnent aucun des acteurs de cette pauvre cérémonie judiciaire. Ricaneurs du public, complaisances polices des protagonistes, réflexions sèches, plaisanteries vulgaires praprent, lorsqu'elles sont là, écrites, une dimension de dérisoire grotesque et tragique qui nous saisi de honte. Dans le box, le prévenu, le visage défilé, sale, humilié par la garde à vue, la nuit au dépôt, ne trouve pas ses mots. De toute façon, il ne parle pas la langue rituelle de la cérémonie. Parfois même, il reste un objet muet. Et quand une femme malade vient d'être condamnée à quatre mois de prison (« comme ça, vous pouvez vous soigner, puisque vous prétendez être malade »), personne ne répond à son cri de désespoir : « Il n'y a pas d'hôpital à Rennes. Pour aller à l'hôpital de Fresnes, il faut être à l'article de la mort. Monsieur le président, j'ai rien à attendre de la vie ; je mourrai en volant. »

Le prévenu est un objet. De lui, personne ne sait rien, sinon son casier judiciaire. Son passé ne s'inscrit qu'en un négatif abstrait ou un néant. Comment et pourquoi est-il devenu délinquant ? Qu'a-t-il fait de positif ? Qu'est-ce ? Qu'importe. Mais, en fait, sa personnalité n'est pas suffisamment définie par le fait qu'il est là, et sa culpabilité n'est pas de ce qu'il a fait. « Ces gens-là », ils se ressemblent tous. Félix Guattari, dans sa remarquable préface, rappelle que la flagrance de la culpabilité de celui qui est traité devant cette juridiction dépend moins des faits, que de son être en tant que tel.

Le seul dossier d'instruction a été constitué par la police. Le président le découvre en même temps qu'il fait connaissance avec celui qu'il va juger. Le procureur, souvent, se contente de marmonner qu'il requiert l'application de la loi. L'avocat, quand il intervient, est presque toujours commis d'office. Ne sachant rien d'un homme qu'il doit défendre, il ne peut que se battre au niveau des faits connus d'un dossier qu'il n'a vu que quelques instants ou dans le meilleur des cas, ressasser les thèmes généraux sur les causes de la délinquance ou le bon usage de la justice. Il est la bonne conscience de ce tribunal et de la société. « De quoi vous plaignez-vous mon ami, la société assure votre défense ! » Elle le fait à bon compte d'ailleurs, puisque l'avocat ne recevra jamais 1 centime de rémunération, portant seul la charge financière de cette fonction de défense, avant qu'on lui fasse porter la charge morale de son échec quasi inévitable. « Nous ne sommes pas un bureau de bienfaisance », répliquera vertement un président à un avocat, qui faisait observer que la prison n'était pas un remède pour un jeune chômeur qui récidivait dans la violence.

Ne nous faisons pas d'illusions : les spectateurs qui emplissent les salles d'audience sont du côté du président, du procureur. Lorsque tombent les années de prison, les visages s'illuminent.

Et en lisant l'objective chronique de C. Hennion, ils se réjouissent sans doute qu'il y ait un lieu où l'on ne se préoccupe pas trop de la personnalité des gens, mais plutôt de la répression des délits. Jusqu'au jour où ils viendront constituer ce petit groupe toujours présent aussi : les proches humiliés et silencieux de celui qui est broyé par la machine implacable, les auront oubliés qu'ils applaudissent la veille. Le lendemain, ils seront dans la longue cohorte grise qui s'entasse aux portes des prisons aux heures de veille.

La machine fonctionne si bien que, lorsqu'il s'agit pour le pouvoir de frapper vite et fort contre des manifestants ou des militants politiques, le tribunal des flagrants délits représente un instrument autrement plus pratique et donc plus efficace que la Cour de droit de l'Etat. Souvenons-nous qu'en mai 1968, c'est un tribunal de flagrants délits, réuni un dimanche matin, qui, envoyant en prison des manifestants, donna au mouvement qui se cherchait encore le plus beau mot d'ordre unificateur : « Libérez nos camarades » ; qu'après chaque manifestation, les flagrants délits frappent, comme ils ont frappé depuis le début du siècle des centaines de militants ouvriers.

Récemment, un tribunal de Saint-Nazaire, siégeant ainsi en flagrants délits, faillit bien ordonner une émeute en jetant en prison une dizaine de paysans par un jugement que la cour d'appel devait annuler, car les juges, dans leur précipitation, n'avaient même pas pris la peine de respecter les formes. Récemment encore, à Paris, un militant se vit trapper de deux ans de prison pour port d'une tige de fer en manifestation... Un procureur d'Orléans, à l'un de ces audiences, est un parassite, un jeune paillard de banlieue une graine de gangster, un petit récidiviste un gredin inamenable ; et la seule réponse que l'on donne au problème de la délinquance, c'est la prison, orwell, mais surtout inefficace, et même criminogène, si l'on en croit les spécialistes.

Alors pourquoi ? Pourquoi envoyer en prison des gens dont on sait qu'ils sortiront plus dégradés, plus dangereux, moins sereins ? Comment ne pas penser à la lumineuse hypothèse de Michel Foucault, selon laquelle la prison, dont chacun peut constater qu'elle échoue à réduire le crime, sert en fait « à produire la délinquance-type spécialisée, forme politiquement et économiquement moins dangereuse, à la limite utilisable d'illegalité, à produire des délinquants, milieu apparemment marginalisé mais centralement contrôlé ».

Si c'est à ce niveau qu'il faut poser le problème, on peut dire que les flagrants délits sont les fournisseurs d'origine de la prison. C'est un parassite, un jeune paillard de banlieue une graine de gangster, un petit récidiviste un gredin inamenable ; et la seule réponse que l'on donne au problème de la délinquance, c'est la prison, orwell, mais surtout inefficace, et même criminogène, si l'on en croit les spécialistes.

Alors pourquoi ? Pourquoi envoyer en prison des gens dont on sait qu'ils sortiront plus dégradés, plus dangereux, moins sereins ? Comment ne pas penser à la lumineuse hypothèse de Michel Foucault, selon laquelle la prison, dont chacun peut constater qu'elle échoue à réduire le crime, sert en fait « à produire la délinquance-type spécialisée, forme politiquement et économiquement moins dangereuse, à la limite utilisable d'illegalité, à produire des délinquants, milieu apparemment marginalisé mais centralement contrôlé ».

Si c'est à ce niveau qu'il faut poser le problème, on peut dire que les flagrants délits sont les fournisseurs d'origine de la prison. C'est un parassite, un jeune paillard de banlieue une graine de gangster, un petit récidiviste un gredin inamenable ; et la seule réponse que l'on donne au problème de la délinquance, c'est la prison, orwell, mais surtout inefficace, et même criminogène, si l'on en croit les spécialistes.

Alors pourquoi ? Pourquoi envoyer en prison des gens dont on sait qu'ils sortiront plus dégradés, plus dangereux, moins sereins ? Comment ne pas penser à la lumineuse hypothèse de Michel Foucault, selon laquelle la prison, dont chacun peut constater qu'elle échoue à réduire le crime, sert en fait « à produire la délinquance-type spécialisée, forme politiquement et économiquement moins dangereuse, à la limite utilisable d'illegalité, à produire des délinquants, milieu apparemment marginalisé mais centralement contrôlé ».

Mme Marthe Richard est autorisée à faire saisir « La Grande Maison »

Mme Simone Roze, président du tribunal de Paris s'est prononcée, le 12 novembre, sur les deux instances en référé engagées respectivement par Mme Marthe Richard et M. Roger Bonniche pour demander la saisie du livre de M. Charles Chenevier, ancien sous-directeur des affaires criminelles de la sûreté nationale, la Grande Maison, publié par les Presses de la Cité (Le Monde du 11 novembre).

D'un côté, le magistrat autorise Mme Marthe Richard à faire saisir le livre de M. Charles Chenevier, ancien sous-directeur des affaires criminelles de la sûreté nationale, la Grande Maison, publié par les Presses de la Cité (Le Monde du 11 novembre). D'un autre côté, le magistrat autorise Mme Marthe Richard à faire saisir le livre de M. Charles Chenevier, ancien sous-directeur des affaires criminelles de la sûreté nationale, la Grande Maison, publié par les Presses de la Cité (Le Monde du 11 novembre).

D'un autre côté, le magistrat autorise Mme Marthe Richard à faire saisir le livre de M. Charles Chenevier, ancien sous-directeur des affaires criminelles de la sûreté nationale, la Grande Maison, publié par les Presses de la Cité (Le Monde du 11 novembre).

D'un autre côté, le magistrat autorise Mme Marthe Richard à faire saisir le livre de M. Charles Chenevier, ancien sous-directeur des affaires criminelles de la sûreté nationale, la Grande Maison, publié par les Presses de la Cité (Le Monde du 11 novembre).

D'un autre côté, le magistrat autorise Mme Marthe Richard à faire saisir le livre de M. Charles Chenevier, ancien sous-directeur des affaires criminelles de la sûreté nationale, la Grande Maison, publié par les Presses de la Cité (Le Monde du 11 novembre).

D'un autre côté, le magistrat autorise Mme Marthe Richard à faire saisir le livre de M. Charles Chenevier, ancien sous-directeur des affaires criminelles de la sûreté nationale, la Grande Maison, publié par les Presses de la Cité (Le Monde du 11 novembre).

D'un autre côté, le magistrat autorise Mme Marthe Richard à faire saisir le livre de M. Charles Chenevier, ancien sous-directeur des affaires criminelles de la sûreté nationale, la Grande Maison, publié par les Presses de la Cité (Le Monde du 11 novembre).

D'un autre côté, le magistrat autorise Mme Marthe Richard à faire saisir le livre de M. Charles Chenevier, ancien sous-directeur des affaires criminelles de la sûreté nationale, la Grande Maison, publié par les Presses de la Cité (Le Monde du 11 novembre).

D'un autre côté, le magistrat autorise Mme Marthe Richard à faire saisir le livre de M. Charles Chenevier, ancien sous-directeur des affaires criminelles de la sûreté nationale, la Grande Maison, publié par les Presses de la Cité (Le Monde du 11 novembre).

D'un autre côté, le magistrat autorise Mme Marthe Richard à faire saisir le livre de M. Charles Chenevier, ancien sous-directeur des affaires criminelles de la sûreté nationale, la Grande Maison, publié par les Presses de la Cité (Le Monde du 11 novembre).

D'un autre côté, le magistrat autorise Mme Marthe Richard à faire saisir le livre de M. Charles Chenevier, ancien sous-directeur des affaires criminelles de la sûreté nationale, la Grande Maison, publié par les Presses de la Cité (Le Monde du 11 novembre).

D'un autre côté, le magistrat autorise Mme Marthe Richard à faire saisir le livre de M. Charles Chenevier, ancien sous-directeur des affaires criminelles de la sûreté nationale, la Grande Maison, publié par les Presses de la Cité (Le Monde du 11 novembre).

D'un autre côté, le magistrat autorise Mme Marthe Richard à faire saisir le livre de M. Charles Chenevier, ancien sous-directeur des affaires criminelles de la sûreté nationale, la Grande Maison, publié par les Presses de la Cité (Le Monde du 11 novembre).

D'un autre côté, le magistrat autorise Mme Marthe Richard à faire saisir le livre de M. Charles Chenevier, ancien sous-directeur des affaires criminelles de la sûreté nationale, la Grande Maison, publié par les Presses de la Cité (Le Monde du 11 novembre).

D'un autre côté, le magistrat autorise Mme Marthe Richard à faire saisir le livre de M. Charles Chenevier, ancien sous-directeur des affaires criminelles de la sûreté nationale, la Grande Maison, publié par les Presses de la Cité (Le Monde du 11 novembre).

D'un autre côté, le magistrat autorise Mme Marthe Richard à faire saisir le livre de M. Charles Chenevier, ancien sous-directeur des affaires criminelles de la sûreté nationale, la Grande Maison, publié par les Presses de la Cité (Le Monde du 11 novembre).

D'un autre côté, le magistrat autorise Mme Marthe Richard à faire saisir le livre de M. Charles Chenevier, ancien sous-directeur des affaires criminelles de la sûreté nationale, la Grande Maison, publié par les Presses de la Cité (Le Monde du 11 novembre).

D'un autre côté, le magistrat autorise Mme Marthe Richard à faire saisir le livre de M. Charles Chenevier, ancien sous-directeur des affaires criminelles de la sûreté nationale, la Grande Maison, publié par les Presses de la Cité (Le Monde du 11 novembre).

D'un autre côté, le magistrat autorise Mme Marthe Richard à faire saisir le livre de M. Charles Chenevier, ancien sous-directeur des affaires criminelles de la sûreté nationale, la Grande Maison, publié par les Presses de la Cité (Le Monde du 11 novembre).

D'un autre côté, le magistrat autorise Mme Marthe Richard à faire saisir le livre de M. Charles Chenevier, ancien sous-directeur des affaires criminelles de la sûreté nationale, la Grande Maison, publié par les Presses de la Cité (Le Monde du 11 novembre).

D'un autre côté, le magistrat autorise Mme Marthe Richard à faire saisir le livre de M. Charles Chenevier, ancien sous-directeur des affaires criminelles de la sûreté nationale, la Grande Maison, publié par les Presses de la Cité (Le Monde du 11 novembre).

D'un autre côté, le magistrat autorise Mme Marthe Richard à faire saisir le livre de M. Charles Chenevier, ancien sous-directeur des affaires criminelles de la sûreté nationale, la Grande Maison, publié par les Presses de la Cité (Le Monde du 11 novembre).

D'un autre côté, le magistrat autorise Mme Marthe Richard à faire saisir le livre de M. Charles Chenevier, ancien sous-directeur des affaires criminelles de la sûreté nationale, la Grande Maison, publié par les Presses de la Cité (Le Monde du 11 novembre).

D'un autre côté, le magistrat autorise Mme Marthe Richard à faire saisir le livre de M. Charles Chenevier, ancien sous-directeur des affaires criminelles de la sûreté nationale, la Grande Maison, publié par les Presses de la Cité (Le Monde du 11 novembre).

D'un autre côté, le magistrat autorise Mme Marthe Richard à faire saisir le livre de M. Charles Chenevier, ancien sous-directeur des affaires criminelles de la sûreté nationale, la Grande Maison, publié par les Presses de la Cité (Le Monde du 11 novembre).

D'un autre côté, le magistrat autorise Mme Marthe Richard à faire saisir le livre de M. Charles Chenevier, ancien sous-directeur des affaires criminelles de la sûreté nationale, la Grande Maison, publié par les Presses de la Cité (Le Monde du 11 novembre).

D'un autre côté, le magistrat autorise Mme Marthe Richard à faire saisir le livre de M. Charles Chenevier, ancien sous-directeur des affaires criminelles de la sûreté nationale, la Grande Maison, publié par les Presses de la Cité (Le Monde du 11 novembre).

D'un autre côté, le magistrat autorise Mme Marthe Richard à faire saisir le livre de M. Charles Chenevier, ancien sous-directeur des affaires criminelles de la sûreté nationale, la Grande Maison, publié par les Presses de la Cité (Le Monde du 11 novembre).

D'un autre côté, le magistrat autorise Mme Marthe Richard à faire saisir le livre de M. Charles Chenevier, ancien sous-directeur des affaires criminelles de la sûreté nationale, la Grande Maison, publié par les Presses de la Cité (Le Monde du 11 novembre).

D'un autre côté, le magistrat autorise Mme Marthe Richard à faire saisir le livre de M. Charles Chenevier, ancien sous-directeur des affaires criminelles de la sûreté nationale, la Grande Maison, publié par les Presses de la Cité (Le Monde du 11 novembre).

D'un autre côté, le magistrat autorise Mme Marthe Richard à faire saisir le livre de M. Charles Chenevier, ancien sous-directeur des affaires criminelles de la sûreté nationale, la Grande Maison, publié par les Presses de la Cité (Le Monde du 11 novembre).

D'un autre côté, le magistrat autorise Mme Marthe Richard à faire saisir le livre de M. Charles Chenevier, ancien sous-directeur des affaires criminelles de la sûreté nationale, la Grande Maison, publié par les Presses de la Cité (Le Monde du 11 novembre).

D'un autre côté, le magistrat autorise Mme Marthe Richard à faire saisir le livre de M. Charles Chenevier, ancien sous-directeur des affaires criminelles de la sûreté nationale, la Grande Maison, publié par les Presses de la Cité (Le Monde du 11 novembre).

D'un autre côté, le magistrat autorise Mme Marthe Richard à faire saisir le livre de M. Charles Chenevier, ancien sous-directeur des affaires criminelles de la sûreté nationale, la Grande Maison, publié par les Presses de la Cité (Le Monde du 11 novembre).

D'un autre côté, le magistrat autorise Mme Marthe Richard à faire saisir le livre de M. Charles Chenevier, ancien sous-directeur des affaires criminelles de la sûreté nationale, la Grande Maison, publié par les Presses de la Cité (Le Monde du 11 novembre).

D'un autre côté, le magistrat autorise Mme Marthe Richard à faire saisir le livre de M. Charles Chenevier, ancien sous-directeur des affaires criminelles de la sûreté nationale, la Grande Maison, publié par les Presses de la Cité (Le Monde du 11 novembre).

D'un autre côté, le magistrat autorise Mme Marthe Richard à faire saisir le livre de M. Charles Chenevier, ancien sous-directeur des affaires criminelles de la sûreté nationale, la Grande Maison, publié par les Presses de la Cité (Le Monde du 11 novembre).

D'un autre côté, le magistrat autorise Mme Marthe Richard à faire saisir le livre de M. Charles Chenevier, ancien sous-directeur des affaires criminelles de la sûreté nationale, la Grande Maison, publié par les Presses de la Cité (Le Monde du 11 novembre).

D'un autre côté, le magistrat autorise Mme Marthe Richard à faire saisir le livre de M. Charles Chenevier, ancien sous-directeur des affaires criminelles de la sûreté nationale, la Grande Maison, publié par les Presses de la Cité (Le Monde du 11 novembre).

D'un autre côté, le magistrat autorise Mme Marthe Richard à faire saisir le livre de M. Charles Chenevier, ancien sous-directeur des affaires criminelles de la sûreté nationale, la Grande Maison, publié par les Presses de la Cité (Le Monde du 11 novembre).

D'un autre côté, le magistrat autorise Mme Marthe Richard à faire saisir le livre de M. Charles Chenevier, ancien sous-directeur des affaires criminelles de la sûreté nationale, la Grande Maison, publié par les Presses de la Cité (Le Monde du 11 novembre).

D'un autre côté, le magistrat autorise Mme Marthe Richard à faire saisir le livre de M. Charles Chenevier, ancien sous-directeur des affaires criminelles de la sûreté nationale, la Grande Maison, publié par les Presses de la Cité (Le Monde du 11 novembre).

D'un autre côté, le magistrat autorise Mme Marthe Richard à faire saisir le livre de M. Charles Chenevier, ancien sous-directeur des affaires criminelles de la sûreté nationale, la Grande Maison, publié par les Presses de la Cité (Le Monde du 11 novembre).

D'un autre côté, le magistrat autorise Mme Marthe Richard à faire saisir le livre de M. Charles Chenevier, ancien sous-directeur des affaires criminelles de la sûreté nationale, la Grande Maison, publié par les Presses de la Cité (Le Monde du 11 novembre).

D'un autre côté, le magistrat autorise Mme Marthe Richard à faire saisir le livre de M. Charles Chenevier, ancien sous-directeur des affaires criminelles de la sûreté nationale, la Grande Maison, publié par les Presses de la Cité (Le Monde du 11 novembre).

D'un autre côté, le magistrat autorise Mme Marthe Richard à faire saisir le livre de M. Charles Chenevier, ancien sous-directeur des affaires criminelles de la sûreté nationale, la Grande Maison, publié par les Presses de la Cité (Le Monde du 11 novembre).

D'un autre côté, le magistrat autorise Mme Marthe Richard à faire saisir le livre de M. Charles Chenevier, ancien sous-directeur des affaires criminelles de la sûreté nationale, la Grande Maison, publié par les Presses de la Cité (Le Monde du 11 novembre).

D'un autre côté, le magistrat autorise Mme Marthe Richard à faire saisir le livre de M. Charles Chenevier, ancien sous-directeur des affaires criminelles de la sûreté nationale, la Grande Maison, publié par les Presses de la Cité (Le Monde du 11 novembre).

D'un autre côté, le magistrat autorise Mme Marthe Richard à faire saisir le livre de M. Charles Chenevier, ancien sous-directeur des affaires criminelles de la sûreté nationale, la Grande Maison, publié par les Presses de la Cité (Le Monde du 11 novembre).

D'un autre côté, le magistrat autorise Mme Marthe Richard à faire saisir le livre de M. Charles Chenevier, ancien sous-directeur des affaires criminelles de la sûreté nationale, la Grande Maison, publié par les Presses de la Cité (Le Monde du 11 novembre).

D'un autre côté, le magistrat autorise Mme Marthe Richard à faire saisir le livre de M. Charles Chenevier, ancien sous-directeur des affaires criminelles de la sûreté nationale, la Grande Maison, publié par les Presses de la Cité (Le Monde du 11 novembre).

D'un autre côté, le magistrat autorise Mme Marthe Richard à faire saisir le livre de M. Charles Chenevier, ancien sous-directeur des affaires criminelles de la sûreté nationale, la Grande Maison, publié par les Presses de la Cité (Le Monde du 11 novembre).

D'un autre côté, le magistrat autorise Mme Marthe Richard à faire saisir le livre de M. Charles Chenevier, ancien sous-directeur des affaires criminelles de la sûreté nationale, la Grande Maison, publié par les Presses de la Cité (Le Monde du 11 novembre).

D'un autre côté, le magistrat autorise Mme Marthe Richard à faire saisir le livre de M. Charles Chenevier, ancien sous-directeur des affaires criminelles de la sûreté nationale, la Grande Maison, publié par les Presses de la Cité (Le Monde du 11 novembre).

D'un autre côté, le magistrat autorise Mme Marthe Richard à faire saisir le livre de M. Charles Chenevier, ancien sous-directeur des affaires criminelles de la sûreté nationale, la Grande Maison, publié par les Presses de la Cité (Le Monde du 11 novembre).

D'un autre côté, le magistrat autorise Mme Marthe Richard à faire saisir le livre de M. Charles Chenevier, ancien sous-directeur des affaires criminelles de la sûreté nationale, la Grande Maison, publié par les Presses de la Cité (Le Monde du 11 novembre).

D'un autre côté, le magistrat autorise Mme Marthe Richard à faire saisir le livre de M. Charles Chenevier, ancien sous-directeur des affaires criminelles de la sûreté nationale, la Grande Maison, publié par les Presses de la Cité (Le Monde du 11 novembre).

D'un autre côté, le magistrat autorise Mme Marthe Richard à faire saisir le livre de M. Charles Chenevier, ancien sous-directeur des affaires criminelles de la sûreté nationale, la Grande Maison, publié par les Presses de la Cité (Le Monde du 11 novembre).

D'un autre côté, le magistrat autorise Mme Marthe Richard à faire saisir le livre de M. Charles Chenevier, ancien sous-directeur des affaires criminelles de la sûreté nationale, la Grande Maison, publié par les Presses de la Cité (Le Monde du 11 novembre).

D'un autre côté, le magistrat autorise Mme Marthe Richard à faire saisir le livre de M. Charles Chenevier, ancien sous-directeur des affaires criminelles de la sûreté nationale, la Grande Maison, publié par les Presses de la Cité (Le Monde du 11 novembre).

D'un autre côté, le magistrat autorise Mme Marthe Richard à faire saisir le livre de M. Charles Chenevier, ancien sous-directeur des affaires criminelles de la sûreté nationale, la Grande Maison, publié par les Presses de la Cité (Le Monde du 11 novembre).

D'un autre côté, le magistrat autorise Mme Marthe Richard à faire saisir le livre de M. Charles Chenevier, ancien sous-directeur des affaires criminelles de la sûreté nationale, la Grande Maison, publié par les Presses de la Cité (Le Monde du 11 novembre).

D'un autre côté, le magistrat autorise Mme Marthe Richard à faire saisir le livre de M. Charles Chenevier, ancien sous-directeur des affaires criminelles de la sûreté nationale, la Grande Maison, publié par les Presses de la Cité (Le Monde du 11 novembre).

D'un autre côté, le magistrat autorise Mme Marthe Richard à faire saisir le livre de M. Charles Chenevier, ancien sous-directeur des affaires criminelles de la sûreté nationale, la Grande Maison, publié par les Presses de la Cité (Le Monde du 11 novembre).

D'un autre côté, le magistrat autorise Mme Marthe Richard à faire saisir le livre de M. Charles Chenevier, ancien sous-directeur des affaires criminelles de la sûreté nationale, la Grande Maison, publié par les Presses de la Cité (Le Monde du 11 novembre).

D'un autre côté, le magistrat autorise Mme Marthe Richard à faire saisir le livre de M. Charles Chenevier, ancien sous-directeur des affaires criminelles de la sûreté nationale, la Grande Maison, publié par les Presses de la Cité (Le Monde du 11 novembre).

D'un autre côté, le magistrat autorise Mme Marthe Richard à faire saisir le livre de M. Charles Chenevier, ancien sous-directeur des affaires criminelles de la sûreté nationale, la Grande Maison, publié par les Presses de la Cité (Le Monde du 11 novembre).

D'un autre côté, le magistrat autorise Mme Marthe Richard à faire saisir le livre de M. Charles Chenevier, ancien sous-directeur des affaires criminelles de la sûreté nationale, la Grande Maison, publié par les Presses de la Cité (Le Monde du 11 novembre).

D'un autre côté, le magistrat autorise Mme Marthe Richard à faire saisir le livre de M. Charles Chenevier, ancien sous-directeur des affaires criminelles de la sûreté nationale, la Grande Maison, publié par les Presses de la Cité (Le Monde du 11 novembre).

D'un autre côté, le magistrat autorise Mme Marthe Richard à faire saisir le livre de M. Charles Chenevier, ancien sous-directeur des affaires criminelles de la sûreté nationale, la Grande Maison, publié par les Presses de la Cité (Le Monde du 11 novembre).

D'un autre côté, le magistrat autorise Mme Marthe Richard à faire saisir le livre de M. Charles Chenevier, ancien sous-directeur des affaires criminelles de la sûreté nationale, la Grande Maison, publié par les Presses de la Cité (Le Monde du 11 novembre).

D'un autre côté, le magistrat autorise Mme Marthe Richard à faire saisir le livre de M. Charles Chenevier, ancien sous-directeur des affaires criminelles de la sûreté nationale, la Grande Maison, publié par les Presses de la Cité (Le Monde du 11 novembre).

D'un autre côté, le magistrat autorise Mme Marthe Richard à faire saisir le livre de M. Charles Chenevier, ancien sous-directeur des affaires criminelles de la sûreté nationale, la Grande Maison, publié par les Presses de la Cité (Le Monde du 11 novembre).

D'un autre côté, le magistrat autorise Mme Marthe Richard à faire saisir le livre de M. Charles Chenevier, ancien sous-directeur des affaires criminelles de la sûreté nationale, la Grande Maison, publié par les Presses de la Cité (Le Monde du 11 novembre).

D'un autre côté, le magistrat autorise Mme Marthe Richard à faire saisir le livre de M. Charles Chenevier, ancien sous-directeur des affaires criminelles de la sûreté nationale, la Grande Maison, publié par les Presses de la Cité (Le Monde du 11 novembre).

D'un autre côté, le magistrat autorise Mme Marthe Richard à faire saisir le livre de M. Charles Chenevier, ancien sous-directeur des affaires criminelles de la sûreté nationale, la Grande Maison, publié par les Presses de la Cité (Le Monde du 11 novembre).

D'un autre côté, le magistrat autorise Mme Marthe Richard à faire saisir le livre de M. Charles Chenevier, ancien sous-directeur des affaires criminelles de la sûreté nationale, la Grande Maison, publié par les Presses de la Cité (Le Monde du 11 novembre).

D'un autre côté, le magistrat autorise Mme Marthe Richard à faire saisir le livre de M. Charles Chenevier, ancien sous-directeur des affaires criminelles de la sûreté nationale, la Grande Maison, publié par les Presses de la Cité (Le Monde du 11 novembre).

D'un autre côté, le magistrat autorise Mme Marthe Richard à faire saisir le livre de M. Charles Chenevier, ancien sous-directeur des affaires criminelles de la sûreté nationale, la Grande Maison, publié par les Presses de la Cité (Le Monde du 11 novembre).

D'un autre côté, le magistrat autorise Mme Marthe Richard à faire saisir le livre de M. Charles Chenevier, ancien sous-directeur des affaires criminelles de la sûreté nationale, la Grande Maison, publié par les Presses de la Cité (Le Monde du 11 novembre).

D'un autre côté, le magistrat autorise Mme Marthe Richard à faire saisir le livre de M. Charles Chenevier, ancien sous-directeur des affaires criminelles de la sûreté nationale, la Grande Maison, publié par les Presses de la Cité (Le Monde du 11 novembre).

D'un autre côté, le magistrat autorise Mme Marthe Richard à faire saisir le livre de M. Charles Chenevier, ancien sous-directeur des affaires criminelles de la sûreté nationale, la Grande Maison, publié par les Presses de la Cité (Le Monde du 11 novembre).

D'un autre côté, le magistrat autorise Mme Marthe Richard à faire saisir le livre de M. Charles Chenevier, ancien sous-directeur des affaires criminelles de la sûreté nationale, la Grande Maison, publié par les Presses de la Cité (Le Monde du 11 novembre).

D'un autre côté, le magistrat autorise Mme Marthe Richard à faire saisir le livre de M. Charles Chenevier, ancien sous-directeur des affaires criminelles de la sûreté nationale, la Grande Maison, publié par les Presses de la Cité (Le Monde du 11 novembre).

D'un autre côté, le magistrat autorise Mme Marthe Richard à faire saisir le livre de M. Charles Chenevier, ancien sous-directeur des affaires criminelles de la sûreté nationale, la Grande Maison, publié par les Presses de la Cité (Le Monde du 11 novembre).

D'un autre côté, le magistrat autorise Mme Marthe Richard à faire saisir le livre de M. Charles Chenevier, ancien sous-directeur des affaires criminelles de la sûreté nationale, la Grande Maison, publié par les Presses de la Cité (Le Monde du 11 novembre).

D'un autre côté, le magistrat autorise Mme Marthe Richard à faire saisir le livre de M. Charles Chenevier, ancien sous-directeur des affaires criminelles de la sûreté nationale, la Grande Maison, publié par les Presses de la Cité (Le Monde du 11 novembre).

D'un autre côté, le magistrat autorise Mme Marthe Richard à faire saisir le livre de M. Charles Chenevier, ancien sous-directeur des affaires criminelles de la sûreté nationale, la Grande Maison, publié par les Presses de la Cité (Le Monde du 11 novembre).

D'un autre côté, le magistrat autorise Mme Marthe Richard à faire saisir le livre de M. Charles Chenevier, ancien sous-directeur des affaires criminelles de la sûreté nationale, la Grande Maison, publié par les Presses de la Cité (Le Monde du 11 novembre).

D'un autre côté, le magistrat autorise Mme Marthe Richard à faire saisir le livre de M. Charles Chenevier, ancien sous-directeur des affaires criminelles de la sûreté nationale, la Grande Maison, publié par les Presses de la Cité (Le Monde du 11 novembre).

D'un autre côté, le magistrat autorise Mme Marthe Richard à faire saisir le livre de M. Charles Chenevier, ancien sous-directeur des affaires criminelles de la sûreté nationale, la Grande Maison, publié par les Presses de la Cité (Le Monde du 11 novembre).

D'un autre côté, le magistrat autorise Mme Marthe Richard à faire saisir le livre de M. Charles Chenevier, ancien sous-directeur des affaires criminelles de la sûreté nationale, la Grande Maison, publié par les Presses de la Cité (Le Monde du 11 novembre).

D'un autre côté, le magistrat autorise Mme Marthe Richard à faire saisir le livre de M. Charles Chenevier, ancien sous-directeur des affaires criminelles de la sûreté nationale, la Grande Maison, publié par les Presses de la Cité (Le Monde du 11 novembre).

D'un autre côté, le magistrat autorise Mme Marthe Richard à faire saisir le livre de M. Charles Chenevier, ancien sous-directeur des affaires criminelles de la sûreté nationale, la Grande Maison, publié par les Presses de la Cité (Le Monde du 11 novembre).

D'un autre côté, le magistrat autorise Mme Marthe Richard à faire saisir le livre de M. Charles Chenevier, ancien sous-directeur des affaires criminelles de la sûreté nationale, la Grande Maison, publié par les Presses de la Cité (Le Monde du 11 novembre).

D'un autre côté, le magistrat autorise Mme Marthe Richard à faire saisir le livre de M. Charles Chenevier, ancien sous-directeur des affaires criminelles de la sûreté nationale, la Grande Maison, publié par les Presses de la Cité (Le Monde du 11 novembre).

LA VIE ÉCONOMIQUE

CONSOMMATION

BILLET

De l'essai comparatif... aux choix politiques

Organisés par l'Union fédérale des consommateurs (éditrice de la revue *« Les choix »*) (1), les ateliers généraux de la consommation qui se sont tenus les 12 et 13 novembre, à Paris, étaient ambitieux par le nombre des thèmes abordés aussi bien que par la multiplicité des actions envisagées.

De deux heures en deux heures, des sujets aussi variés que les tarifs de l'assurance, la nécessaire réglementation de l'utilisation de l'amiante, la qualité des produits alimentaires sur les points de vente, la meilleure utilisation des voitures particulières (destinée à faciliter une politique des transports collectifs), la logement et l'urbanisme, la presse, la télévision et l'information des consommateurs, la pollution des rivières, les problèmes de l'énergie nucléaire, l'inflation, la surconsommation et la sous-consommation furent abordés.

Simultanément, des « ateliers » proposaient aux visiteurs de compléter les remarques collectées par les organisateurs et réunies par ailleurs dans un épais « cahier des doléances », avec ce mot d'ordre : « Consommateurs, dites-le... ». Objectif : une proposition sous les quatre d'heures. Tout cela, on s'en doute — et c'est la raison évidente du foisonnement des idées — fut inégal quant à la qualité.

Même flottement dans les interventions « politiques ». Répondant aux questions après son allocution inaugurale, Mme Scrivener, secrétaire d'État à la consommation, s'employa, de sa voix calme et posée à convaincre ses interlocuteurs qu'il ne fallait pas mélanger les genres (« Qui trop embrasse, mal étreint ») et se refusa à tout commentaire sur les opérations de rachat de journaux menées par M. Robert Hersant, contre qui l'U.F.C. vient de porter plainte.

MM. d'Iribarne, directeur du CERBE (Centre de recherches pour le bien-être), et Duhaucourt,

professeur d'économie à la faculté de droit de Reims et membre du parti communiste, avaient accepté de répondre contradictoirement aux questions fort mélangées d'un auditoire qui passait sans gêne apparente, du pouvoir des monopoles aux économies d'énergie et à la qualité des produits alimentaires.

M. Michel Rocard, secrétaire national du parti socialiste, tenta de convaincre ses interlocuteurs de la dimension « politique » des problèmes de consommation, bien que l'apollonisme soit à la mode. Après avoir affirmé que la puissance publique ne reconnaît pas aux organisations de consommateurs un pouvoir qu'elles n'auraient pas arraché, il rappela la nécessité d'acquiescer les comportements inflationnistes de chacun, en prêtant à long terme et en indexant non seulement la rémunération de l'épargne, mais aussi les remboursements des emprunts.

Au total, ces « ateliers généraux » ont révélé une incontestable richesse d'idées, mais ont aussi reflété l'évolution de l'Union fédérale des consommateurs, qui naguère faisait porter tout son effort sur la publication d'essais comparatifs et qui, aujourd'hui, avec la création de quatre-vingt unions locales, cherche à aborder, dans leur complexité, les aspects économiques et politiques de la défense des consommateurs. Coexistent désormais au sein de l'U.F.C., des traditionalistes et des consommateurs, des « apolloniens » résolus et des « politiques » qui cherchent ou ont déjà trouvé leur voie, des ménages solitaires de faire le « meilleur choix » et des militants qui ont décidé d'être des citoyens consommateurs et usagers à part entière.

Se dégageait-il de ce foisonnement une ligne d'action cohérente pour des objectifs communs ?

JOSÉE DOYERÉ.

(1) 7, rue Léonard-Reynaud, 75016 Paris.

ÉNERGIE

Augmenter le prix du pétrole est un droit

déclare le président du Venezuela

C'est apparemment sans enthousiasme qu'a été accueillie dans les pays industrialisés la mise en garde américaine aux pays exportateurs de pétrole contre une hausse éventuelle du prix du « brut ».

SI, de source autorisée aux Communautés européennes, on a

● L'EXPLOITATION DU GISEMENT CHARBONNIER DE LA ROUVRE (Moselle) sera vraisemblablement prolongée. — M. d'Ornano, ministre de l'Industrie et de la Recherche, a annoncé le 12 novembre, à Metz, qu'il allait « proposer au gouvernement une décision favorable pour les travaux de maintien et de prolongement jusqu'en 1985 de l'exploitation du puits de la Rouvre, à Cruicourt ».

Le ministre, qui a visité le site possible d'implantation d'une centrale nucléaire sur la Moselle, canalise à Cattenom, à une vingtaine de kilomètres de Luxembourg, a déclaré que « la procédure d'enquête d'utilité publique sera largement accélérée pour permettre à tout le monde de s'exprimer ».

● ACCORD DE COOPERATION ELF-PETROFINA. — Les deux sociétés française et belge, dans le but d'assurer une meilleure utilisation de leurs capacités de raffinage, viennent de conclure un accord d'échange intercommunautaire de capacités. ELF traitant en France du pétrole brut pour Petrofin, alors que cette dernière mettra à la disposition de la société française une capacité annuelle égale de raffinage en Grande-Bretagne. Cet accord est prévu pour cinq ans.

● UN CONSORTIUM DE VINGT ET UNE BANQUES AMÉRICAINES a accordé à l'Argentine un prêt de 500 millions de dollars sur quatre ans. L'accord négocié en juin (le *Monde* du 21 juillet) a été signé le 29 octobre à New-York et, selon M. Adolfo Díaz, gouverneur de la Banque centrale d'Argentine, « marque un retour » de son pays sur le marché international des capitaux. — (A.F.P.)

qualifié cette intervention d'opportune, c'est parce que, selon les experts de Bruxelles, une hausse de 10 % du pétrole par une charge supplémentaire de 5 milliards de dollars pour les Neuf.

Les États-Unis se livrent d'ailleurs à une justification économique de leur mise en garde. Les experts américains ont calculé qu'une augmentation de 15 % — c'est le chiffre qu'avait avancé le chah d'Irak — ferait passer leur taux d'inflation de 6 % à 7 % et ramènerait leur taux de croissance de 4 % à 3 %.

À Paris, le porte-parole de l'Ellysé, M. Jean-Philippe Lecat, a déclaré que la France ne rendrait publique sa position que lorsqu'elle serait saisie « officiellement » des propositions américaines. Et si M. Barre, avant de s'envoyer pour l'Égypte, a affirmé que « toute hausse serait préjudiciable aux économies occidentales », il n'en a pas moins admis qu'il était « normal » de prendre en considération les intérêts des pays producteurs.

Enfin, à Tokyo, la concertation semble l'emporter sur la confrontation puisque, après deux jours de réunions, dirigeants politiques et économiques du Japon et de l'Organisation des

pays exportateurs de pétrole ont décidé le 12 novembre de former des groupes de travail pour étudier la valeur marchande. On vend une image, on vend un slogan.

Les « magazines à grande surface » jouent un rôle important dans cette évolution. Autrefois, le ménage demandait au commerçant le produit dont il avait besoin ; aujourd'hui, dans les « livres-services », elle choisit avec les yeux. Autrefois, le ménage faisait confiance à son épicière ou à sa crémière. Maintenant elle fait confiance à une marque, c'est-à-dire à un nom commercial, ce qui explique l'importance de la publicité.

L'évolution de notre alimentation concerne non seulement ce que nous mangeons (la production et la transformation des aliments), mais aussi le cadre du repas. En 1965, le

Apprendre à manger

(Suite de la première page.)

La part des préparations industrielles qui diminuent la fatigue de la maîtresse de maison et lui font économiser du temps, est également en expansion. Les pommes de terre peuvent être achetées toutes épluchées sous forme de « chips » ou de frites surgelées, de flocons ou poudre, pour purée instantanée. Les diverses présentations de poissons surgelés évitent les inconvénients de la préparation pour les jeunes enfants notamment ; de très nombreux « desserts instantanés » évitent à la ménagère de confectionner des entremets.

En vingt ans, de 1952 à 1972, la production française de conserves de légumes a été multipliée par 5 ; celle des pâtes alimentaires (ravioles, cannelloni), par 8 ; celle des plats cuisinés (cassoulet, couscous, etc.), par 28. L'utilisation des surgelés reste, en France, très inférieure à ce qu'elle est aux États-Unis, dans les pays scandinaves ou en Grande-Bretagne, mais elle progresse rapidement.

Il est peut-être inquiétant pour notre société que le profit soit très faible pour l'agriculteur, et qu'il soit au contraire relativement élevé pour certaines opérations mineures. Quand on compare le prix des sodas (de l'eau, du sucre, du gaz carbonique, de quelques arômes) avec le prix du lait, on mesure combien le système est anormal. De même, le fait de mettre un peu de confiture ou quelques morceaux de fruits dans un yaourt permet d'augmenter notablement le prix. Donner à un fromage blanc l'aspect et la consistance d'un fromage léger permet d'en doubler la valeur marchande. On vend une image, on vend un slogan.

Les « magazines à grande surface » jouent un rôle important dans cette évolution. Autrefois, le ménage demandait au commerçant le produit dont il avait besoin ; aujourd'hui, dans les « livres-services », elle choisit avec les yeux. Autrefois, le ménage faisait confiance à son épicière ou à sa crémière. Maintenant elle fait confiance à une marque, c'est-à-dire à un nom commercial, ce qui explique l'importance de la publicité.

L'évolution de notre alimentation concerne non seulement ce que nous mangeons (la production et la transformation des aliments), mais aussi le cadre du repas. En 1965, le

nombre de repas pris en collectivité en France était de l'ordre d'un milliard sept cents millions. En 1975, environ cinq milliards de repas ont été pris en collectivité. Cela constitue un fait social marquant : dans la région parisienne, 60 % des actifs déjeunent hors de leur domicile. Autrement dit, bon nombre d'enfants ne voient leurs parents que lors du repas du soir. Parfois les horaires de travail du père diminuent encore le nombre de repas où parents et enfants sont réunis. D'autant que la moitié des écoliers français déjeunent « à la cantine ».

L'homme industriel, le citoyen des pays développés, a des dépenses énergétiques beaucoup plus faibles que celles des générations précédentes : dans l'industrie et l'agriculture, de nombreux appareils remplacent le travail musculaire ; le chémin ne marche presque plus, il roule ; durant la saison froide, appartements et bureaux sont chauffés, et parfois même surchauffés — ce qui supprime les dépenses énergétiques de lutte contre le froid.

Toutefois, nous sommes sans cesse invités à « consommer » : les magasins d'alimentation regorgent de victuailles ; près de notre lieu de travail, des distributeurs automatiques de boissons ou d'aliments nous incitent à prendre quelque chose...

Les « maladies de surcharge »

Une alimentation abondante et riche sédentaire (c'est-à-dire riche en calories et faibles dépenses énergétiques) favorisent la survenue de « maladies de surcharge », surtout chez les individus génétiquement prédisposés.

Les Français — comme les habitants des autres pays industrialisés — ont été conduits à diminuer leur ration calorique, puisque les rations moyennes actuelles sont sensiblement inférieures à celles qu'on observait il y a vingt-cinq ou trente ans. Mais certaines personnes, même lorsqu'elles ont une vie très sédentaire, éprouvent de grandes difficultés à régler leur consommation à un niveau d'apport d'environ deux mille calories par jour.

Les habitudes alimentaires dont nous avons hérité étaient adaptées à un mode de vie qui exigeait une activité physique importante. Ces habitudes deviennent nocives pour l'homme moderne. A une époque où l'industrie alimentaire nous propose sans cesse de nouveaux produits appétissants, il nous faut apprendre à limiter notre appétit et réapprendre à composer intelligemment notre ration.

La place des glucides a diminué, puisque nous consommons moins de pain, de féculents, de légumes (cependant, nous ingérons davantage de sucre, c'est-à-dire de saccharose).

La quantité de protéines d'origine végétale — apportées surtout par les céréales et les légumes secs — a diminué, alors que les protéines d'origine animale (fournies par les viandes, poissons, œufs, fromages et produits laitiers) ont très nettement augmenté.

La quantité de lipides s'est accrue et la nature des lipides a évolué. En France, entre 1956 et 1971, la consommation moyenne de lipides par personne et par jour s'est accrue de plus de 20 grammes ; les lipides fournissent 9 calories par gramme, le « Français moyen » ingère chaque jour 200 calories lipidiques de plus qu'il ne faisait quinze ans plus tôt. On a donc à un triple phénomène : baisse de la valeur calorique totale de la ration liée principalement à la moindre consommation d'aliments riches en glucides, augmentation des protéines animales, augmentation très nette des lipides. Or il n'est pas souhaitable que les calories d'origine lipidique représentent plus du tiers des calories totales de la ration. Ce taux est largement dépassé aux États-Unis, au Canada, en Europe de l'Ouest. Dans la région parisienne, 44 % des calories sont d'origine lipidique (G. Péquignot). Il y a quelques années, on a beaucoup

● Pernod - Ricard, qui vient de recevoir l'aval des conseils d'administration des diverses sociétés intéressées, va mettre un terme à ses opérations de restructuration en absorbant Cusenier et C.D.C. Les conditions de l'opération seront soumises aux actionnaires le 30 décembre prochain. Il leur est proposé une action Pernod-Ricard contre une action Cusenier et une action Pernod-Ricard contre deux actions C.D.C., plus une somme en espèces de 6 F dans les deux cas.

La restructuration, engagée après l'O.P.E. de Pernod-Ricard sur Cusenier et C.D.C., a pour objectif de réunir les ventes des marques d'apéritif à base de vin et regrouper les réseaux de vente. Avec un chiffre d'affaires global supérieur à 1,5 milliard de F et quelque 4 800 salariés, ce groupe sera dans le peloton de tête mondial des fabricants d'apéritifs.

insisté sur le rôle de cette forte consommation de lipides, ainsi que sur leur composition (acides gras saturés) dans le développement des lésions d'athérosclérose des vaisseaux coronaires. Il ne faut pas exagérer la responsabilité des lipides, car bien des facteurs interviennent : tabac, consommation élevée de saccharose, nature de l'eau de boisson, rythme bousculé de la vie moderne, sédentarité, facteurs génétiques. Il n'en demeure pas moins vrai que cette augmentation de la place occupée par les lipides dans la ration est préoccupante.

L'augmentation de la consommation de sucre a également des répercussions sur la santé publique. Elle était de l'ordre de 3 kilos par personne et par an en 1950 et de 16,5 kilos par an en 1970 et de 33,4 kilos en 1974. L'usage du sucre « en nature » (morceaux ou poudre) n'augmente pas, et même diminue.

Les « utilisations industrielles » s'accroissent rapidement : sucre présent dans des sirops, sodas, fruites, entremets, crèmes glacées, yaourts pré-sucrés, pâtes gélifiées aromatisées, etc. En trente ans, de 1950 à 1973, ces utilisations « industrielles » ont presque doublé en France. Si on tient compte du fait que la consommation de sirops, fruites, crèmes glacées, desserts, est beaucoup plus élevée chez les enfants et les adolescents que chez les adultes et les personnes âgées, on doit conclure que les jeunes consomment indirectement trois fois plus de saccharose qu'en 1950.

Dans le processus de carence d'aliments, la forte consommation de sucre n'est que l'un des facteurs en cause ; de même dans le développement des maladies de surcharge, obésité et athérosclérose, elle n'est qu'un facteur parmi beaucoup d'autres, mais les faits que nous venons de citer méritent cependant de retenir l'attention.

Docteur HENRI DUPIN.

A L'ÉTRANGER

LA HAUSSE DU COUT DE LA VIE S'ACCÈLÈRE EN GRANDE-BRETAGNE

En Grande-Bretagne, le coût de la vie a augmenté de 1,8 % en octobre, contre 1,3 % en septembre et 1,4 % en août. Cette hausse, la plus forte depuis six mois, a fait remonter le taux d'inflation annuel (calculé par rapport au mois correspondant de l'année précédente) à 14,7 % contre 14,3 % en septembre. Calculé sur les trois derniers mois, le taux d'inflation atteint 19,3 % l'an.

Depuis juillet où il était retombé à 12,9 %, le taux annuel d'inflation n'a cessé d'augmenter. En octobre, les prix des denrées alimentaires ont augmenté de 3,8 %, notamment ceux de la viande, du pain, du beurre, des pommes de terre, du poisson et du chocolat. Un grand nombre d'autres produits et services ont aussi augmenté, en particulier le charbon, 2 vêtements, les loyers, les transports, les automobiles et les appareils électroménagers.

Les prochains mois ne s'annoncent guère meilleurs, entre les effets progressifs de la dévaluation de la livre qui renchérit le prix des produits importés, de nombreuses hausses ont déjà été appliquées depuis le début du mois ou doivent entrer en vigueur d'ici peu, notamment sur le beurre, le lait, la viande, le pain, le fromage, l'essence, le gaz, les tarifs ferroviaires et l'intérêt sur les prêts immobiliers.

● BLE AMÉRICAIN POUR LA R.D.A. — Les gouvernements américain et est-allemand viennent de conclure un accord prévoyant que les États-Unis fourniront 1,5 à 2 millions de tonnes de céréales par an à l'Allemagne de l'Est, indique un communiqué du département américain de l'Agriculture. Cet accord n'est encore qu'un simple « arrangement » non officiel, comme l'accord de cinq ans signé avec l'U.R.S.S.

LA POLOGNE AU S.I.A.L.

un grand choix de produits alimentaires et agricoles de haute qualité offerts par les exportateurs polonais



Animex Warszawa, 14 rue Polwiska.

volaille et gibier congelés
décoques de gibier
conserves de viande
œufs de caille au vinaigre



Agros Warszawa, 32/34 rue Zurawia.

boissons alcoolisées
confiserie
conserves de fruits et de légumes
fruits et légumes congelés
demi-produits à base de fruits
tabac et produits du tabac

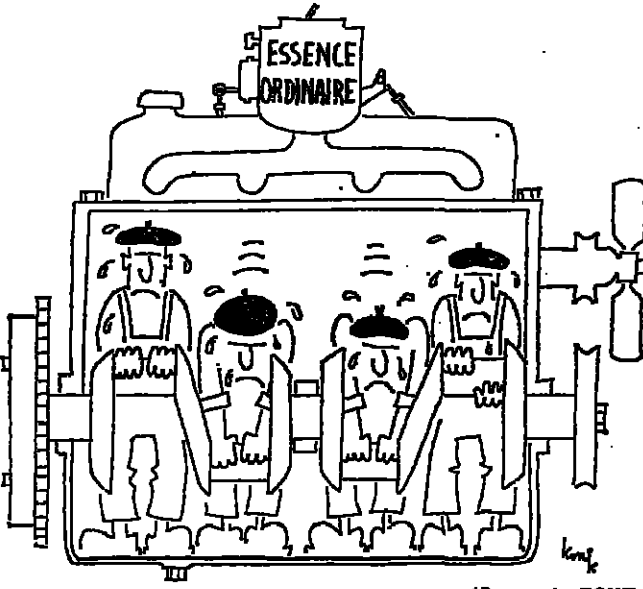


Horlex-Polcoop Warszawa, B.P. 189

pommes de terre
fruits et légumes frais et congelés
demi-produits et produits à base de fruits et légumes
champignons
produits à base de viande
graines de consommation
fourrage, tourbe horticoles, fleurs

Nous vous invitons à visiter
le stand polonais au S.I.A.L.
Palais Sud, niveau 2

VOUS Y SEREZ
LES BIENVENUS !



(Dessin de KONK.)

مركز الامم المتحدة

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

ÉCHANGES INTERNATIONAUX

LE CONSEIL DU GATT

Les États-Unis, mais aussi la France la Belgique et les Pays-Bas subventionnent leurs exportations

De notre correspondante

Genève. — Les conclusions du conseil du GATT (Accord général sur les tarifs et le commerce), réuni à huis clos vendredi 12 novembre, ont été formelles : aussi bien le système DISC (Domestic International Sales Corporation) dont bénéficient les sociétés américaines de vente à l'étranger, que certaines modalités fiscales en vigueur en Belgique, en France et aux Pays-Bas, destinées à favoriser les exportations, sont en contradiction avec les dispositions de l'accord général. Le Monde du 12 novembre.

Après avoir examiné quatre rapports d'experts — l'un élaboré à la suite d'une plainte de la Communauté européenne contre la législation DISC, les trois autres à la suite de plaintes américaines contre la Belgique, la France et les Pays-Bas — le conseil du GATT a estimé que les pratiques incriminées constituaient des subventions déguisées à l'exportation, et sont par conséquent en violation avec les règles de l'accord général, auquel pourtant les quatre pays visés ont adhéré.

LES RESERVES MONÉTAIRES DE LA GRANDE-BRETAGNE ont diminué en octobre de 455 millions de dollars, tombant à 4 703 millions de dollars, le plus faible montant enregistré depuis plus de cinq ans. Aucun tirage n'a été effectué sur la ligne de crédit à court terme de 5,3 millions de dollars mise à la disposition de la banque d'Angleterre en juin dernier par les banques centrales de dix pays ainsi que par la Banque des règlements internationaux. Aucune rentrée de devises n'a eu lieu au titre d'emprunts effectués sur le marché international des capitaux. Depuis fin février, les réserves britanniques ont baissé de 2,3 milliards de dollars, en dépit d'emprunts totalisant plus de 2,5 milliards de dollars. (A.F.P.)

En dépit de cette condamnation globale, il est évident que les avantages fiscaux dont bénéficient les sociétés exportatrices de ces trois pays européens, grâce à leurs filiales domiciliées à l'étranger, sont sans commune mesure avec ceux que confère le DISC aux grandes firmes américaines. De même, leurs répercussions sur le commerce international sont nettement moindres que celles du DISC, les experts constatant que « des avantages auxquels d'autres parties contractantes étaient en droit de s'attendre, au titre de l'accord général, se sont trouvés annulés ou compromis ». — I. V.

Autres

● L'ABSORPTION DU DÉPARTEMENT TURBO-ALTERNATEURS de la Compagnie électro-mécanique (CEM) par Alsthom-Atlantique a été approuvée le 10 novembre par les conseils d'administration des deux sociétés (le Monde du 30 septembre). En contrepartie de ses apports constitués essentiellement par l'usine du Bourget, la CEM recevra 427 825 actions Alsthom-Atlantique, soit 8 % du capital actuel de cette société.

Par ailleurs, précise un communiqué, Alsthom-Atlantique recevra de la société suisse Brown Boveri et Cie, licenciée et actionnaire principal de la CEM, « les licences de fabrication et de vente nécessaires pour lui permettre de poursuivre, parallèlement aux fabrications du matériel de sa propre marque, la fabrication de turbo-alternateurs de la marque B.B.C. ».

● LA SOCIÉTÉ DIEPAL, filiale du groupe B.S.N. - Gervais-Danone, vient de signer avec

Les Japonais acceptent de limiter leurs ventes d'acier à la C.E.E.

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — Les Japonais ont accepté de modérer leurs exportations de produits sidérurgiques vers la Communauté au cours de l'année 1977. Tels sont les résultats de la réunion du groupe de contact CECA-Japon, qui s'est tenu jeudi 11 et vendredi 12 novembre à Bruxelles.

Les six principaux groupes sidérurgiques nippons sont d'accord pour que leurs exportations, en 1977, vers les Neuf, ne dépassent pas le niveau atteint en 1976, ce qui revient à reconduire pour un an la promesse d'autolimitation faite à la Communauté pour l'année 1976. Cet engagement a été tenu, mais les ventes japonaises de produits sidérurgiques aux Neuf ont néanmoins fortement progressé durant les premiers mois de l'année en raison de l'attitude des producteurs « indépendants ». Les autorités

japonaises seraient d'accord pour essayer de faire en sorte que les exportations de ces « indépendants » vers la Communauté soient réduites de 40 % en 1977 par rapport à 1976. Les sidérurgistes japonais concurrencent vivement ceux de la Communauté sur des marchés extérieurs voisins comme la Suisse, l'Espagne, l'Autriche, etc. Sur ce plan, les conversations ont été moins positives, les Japonais ne se montrant pas disposés à freiner leur effort d'exportation sur ces marchés. — Ph. L.

Faits et chiffres

Conjoncture

la compagnie Pak Dairy, filiale du groupe américain Foremost. Le Kesson, un accord d'assistance technique aux termes duquel la société américaine pourra produire et distribuer en Iran, à partir de 1978, des farines instantanées « de du lait pour enfants. Le groupe B.S.N. - Gervais-Danone est le premier producteur d'aliments pour enfants en France avec ses deux filiales Diepal et Gallia.

Automobile

● MERCEDES-BENZ a annoncé le 12 novembre, à Stuttgart, qu'elle demandait le rappel de tous les modèles de la 280 S à la 450 SEL construits entre septembre 1972 et décembre 1973 pour une vérification gratuite de la direction. Une mesure anormale de la direction pourrait en effet apparaître sur certaines de ces voitures en raison d'un défaut de fabrication.

● LA CONFÉDÉRATION SYNDICALE DU CADRE DE VIE (ex-G.N.A.P.F.) constate que le plan Barre, en matière de prix, « désespère sous une avalanche de faits et de dispositions qui sont autant de ruptures » dans le dispositif de blocage : hausse de l'indice en septembre, augmentation récente du prix des carburants, dérogations nombreuses et importantes. Ce plan « n'est qu'une vaste opération psychologique pour tenter de convaincre les Français de la volonté d'efficacité du pouvoir, en même temps qu'une entreprise de régression sociale, puisque, aux mesures d'austérité (blocage de revenus, démantèlement de la Sécurité sociale, stagnation des équipements, etc.) s'ajoute la hausse continue et parfaitement acceptée de l'ensemble des prix ».

SYNDICATS

La fédération de l'équipement C.F.D.T. repousse un regroupement proposé par la confédération

S'il n'y a pas de crise à la C.F.D.T., comme l'affirment les dirigeants, du moins les débats internes continuent-ils de donner lieu à quelques éclats. A la mi-octobre, le congrès de la Fédération des cheminots avait repoussé — fait très rare — le rapport d'activité du secrétaire général sortant, M. Barbero, et celui-ci (passant au poste de trésorier) céda la place à M. Gilbert Billon.

La Fédération nationale de l'équipement et des transports (F.N.E.T.), en tenant son congrès du 19 au 21 octobre à Guidel (Morbihan), a, elle aussi, refusé de donner son quinquies au secrétaire général sortant, M. Guy Bourley. Il n'a pas été réélu, non plus que le président et quatre autres membres du bureau. Les opposants ont porté à la tête de la fédération M. Michel Permet, secrétaire général de l'Union des syndicats de l'équipement.

De plus — ou surtout — la nouvelle majorité des congressistes a repoussé (par 60 % des mandats, contre 26 % et 12,5 % d'abstentions) le regroupement de leur fédération avec celle des

cheminots et d'autres organisations, pour constituer une « fédération générale des transports et de l'équipement (F.G.T.E.) ». Or cette fusion était préparée depuis plusieurs années, conformément aux décisions de la confédération, destinées à renforcer l'ensemble de ses structures. Traitant de l'affaire, Syndicalisme, organe confédéral, dans un article portant la signature de M. René Decailion, responsable du secteur organisation de la centrale, demande si c'est au congrès confédéral d'Anancy, « suite à la démission par M. Edmond Maître de l'action menée par les militants d'extrême gauche dans la C.F.D.T. », qu'a été prise, à quelques-uns, et donc dans des conditions assez peu démocratiques, la décision de remettre en cause les décisions antérieures ?

« (...) L'entrée de plusieurs militants de groupes d'extrême gauche au conseil et au bureau fédéral laisse craindre, par ailleurs, que la F.N.E.T. renouée (!) ne développe une politique qui n'ait que peu de choses à voir avec les perspectives et la stratégie de la C.F.D.T. ».

La question sera évoquée à un prochain bureau national de la C.F.D.T.

M. Michel Permet s'est refusé à tout commentaire sur les conditions dans lesquelles il est devenu secrétaire général de la F.N.E.T. Il garde également le silence sur ses éventuelles activités ou sympathies politiques.

M. MAIRE (C.F.D.T.) : certains dirigeants C.G.T. sont imprégnés de cléricisme marxiste. Prenant la parole au congrès de l'Union régionale C.F.D.T. des pays de Loire, le 12 novembre, Edmond Maire, secrétaire général de la centrale, a réaffirmé la volonté de parvenir à l'unité syndicale.

« Mais qu'est-ce qui permet à la C.G.T. qui se déclare respecter toutes les opinions philosophiques et politiques, de traiter de réformiste l'organisation syndicale et de masse et de classe qu'est la C.F.D.T. ? (...) Les dirigeants de la C.G.T. qui se permettent de traiter la C.F.D.T. de réformiste, « par nature », sont imprégnés de cléricisme marxiste, de cette sorte de foi indéroutable en une vérité scientifique qu'ils possèdent seuls, « par nature ».

« (...) Pour nous, l'unité d'action signifie unité dans les rapports sociaux. De ce point de vue nous n'avons vraiment pas lieu d'être influencés par l'affirmation répétée de la C.G.T., selon laquelle elle est à la tête de toutes les luttes. »

● LA FÉDÉRATION F.O. DES POSTIERS a confirmé qu'elle ne s'associerait pas à la grève des P.T.T. du 19 novembre « en raison de l'amalgame fait dans les revendications » (Le Monde du 10 novembre).

RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE

VENTE DE BOIS PAR ADJUDICATION

VENDEUR : ARAB TIMBER CO.

Boite Postale 130, Lattakieh

Les offres devront être faites en dollars américains, FOB Lattakieh. L'acheteur supportera la dévaluation monétaire éventuelle après la vente. Les déductions pour l'offre et pour l'adjudication définitive sont de 5 % et 10 % respectivement. Seules seront considérées les offres directes provenant des acheteurs ou de leurs agents officiels. Le vendeur pourra ne livrer que les quantités disponibles pendant la période de livraison du 1-1-77 au 30-6-77. Paiement par lettre de crédit confirmée irrévocable sur la CBS Lattakieh. Dernier délai : le 21 décembre 1976, après quoi l'offre doit rester ferme. Les frais de publicité seront à la charge de l'acheteur. Le soumissionnaire doit offrir d'acheter tout le lot, mais le vendeur peut céder la marchandise à un ou plusieurs acheteurs. Quantités mises en vente : 1 000 à 1 200 tonnes (plus ou moins) des qualités suivantes :

Qualité A :

- 1) Grumes de noyer syrien, fraîchement coupées, exemptes de nœuds jusqu'à une longueur de 200 cm. Un seul nœud permis pour des longueurs de 200 cm et plus.
- 2) Longueurs de 200 à 210 cm dans une proportion de 20 % et le reste dans des longueurs de 220 cm et plus.
- 3) Diamètres de 40 cm à 50 cm dans une proportion de 30 % et le reste (70 %) à partir de 51 cm et plus.

- a) Tolérance de couleur de médulle de couleur noire dans le diamètre de la grume ; les proportions suivantes doivent être comprises, sur la base du diamètre, mesure moyenne à partir du milieu de la grume, avec l'écorce extérieure :
 - i) environ 15 % des grumes dans les diamètres de 40-50 cm ;
 - ii) environ 27 % des grumes dans les diamètres de 51 à 60 cm ;
 - iii) environ 33 % des grumes dans les diamètres de 61 cm et davantage.
- d) une inclinaison de 5 cm est permise dans les longueurs de 200 cm et une inclinaison de 10 cm dans les longueurs de 220 cm et plus.

Qualité B :

- 1) Même longueur que la qualité A et couleur mi-blanche.
- En ce qui concerne les conditions d'inclinaison, 10 cm sont permis pour les longueurs de 200 cm de chaque grume.
- Diamètres : mêmes diamètres que la qualité A : 30 % de 40 à 50 cm et 70 % de 51 cm et plus.
- Tolérance dans la couleur de la médulle : les proportions suivantes doivent être comprises, sur la base du diamètre, mesure moyenne, depuis le centre de la grume, avec l'écorce extérieure :
 - i) dans les diamètres de 40 à 50 cm, une proportion de 30 % ;
 - ii) dans les diamètres de 51 cm et plus, une proportion de 40 %.

Qualité C :

- 1) Grumes de noyer syrien coloré sur plus de 40 % du diamètre moyen.
- En ce qui concerne les longueurs, elles sont de 180 cm à 200 cm dans une proportion de 5 % et de 200 cm à 210 cm dans une proportion de 20 %, et le reste du lot dans la proportion de 75 %, à partir de 220 cm et plus.
- En ce qui concerne l'inclinaison, 10 cm sont permis dans les grumes d'une longueur de plus de 220 cm.

Qualité D :

- 1) Avec des grumes de noyer syrien propres à être façonnées au tour dans les diamètres de 30 cm et plus et des longueurs de 180 à 210 cm et plus, dans une proportion de 20 % ;
- 2) Grumes droites avec une inclinaison de 10 cm permise pour des longueurs de 220 cm ;
- 3) Tolérance dans la couleur de la médulle, 10 % du diamètre de la grume.

Grumes de qualité Skarta :

- 1) Longueurs de 180 cm et plus.
- 2) Diamètres à partir de 30 cm et plus, convenant à la fabrication de poutres.

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS

DÉPARTEMENT DES TRAVAUX HYDRAULIQUES DIRECTION DES GRANDS TRAVAUX (D4) SECTION : D4 b

Sujet : ANNONCE D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Projet : Construction d'un réseau d'irrigation dans la région de l'ancien lac de Chiannitsa (Projet n° 372 000)

Le Ministère des Travaux Publics annonce l'ouverture d'un appel d'offres international pour l'exécution du projet mentionné ci-dessus, pour un coût estimé de SIX CENT MILLIONS DE drachmes.

Le projet sera financé en partie par la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD).

Les sociétés de travaux publics de cinquième classe, ainsi que des entreprises originaires de tous les pays membres de la Banque mondiale, ainsi que de Suisse, peuvent participer librement à ce concours.

L'appel d'offres aura lieu en deux fois comme suit :

Premier stade : Expression d'un intérêt par les soumissionnaires, préqualification et sélection de certains d'entre eux, en tenant compte des capacités de chacun pour l'exécution du second stade.

Deuxième stade : Soumission d'offres économiques et autres documents écrits, selon les impératifs des documents d'appel d'offres du projet ; le soumissionnaire choisi comme ayant présenté l'offre la plus basse sera proclamé et il sera chargé de l'exécution des travaux prévus au contrat.

Les demandes écrites exprimant un intérêt de la part des soumissionnaires doivent parvenir à la Direction des Travaux Publics, 7, rue Themistokleous, Athènes (T.T. 141), Grèce, avant le 31 décembre 1976. La demande doit comprendre les documents suivants :

- a) Pour les firmes étrangères, une déclaration contenant la totalité de l'expérience de la firme soumissionnaire sur le plan technique et les travaux effectués par elle dans le passé, avec les certificats délivrés pour ces tâches, les capacités de la firme en ce qui concerne le personnel technique, le matériel et les chantiers disponibles, ainsi que des documents sur sa situation financière.
- b) Pour les sociétés grecques, une déclaration engageant leur responsabilité et confirmant que la société soumissionnaire est en possession d'un certificat d'entrepreneur de cinquième classe (E) valable à l'époque du concours.

La direction D4 fournira à tous les entrepreneurs intéressés par cet appel d'offres un bulletin d'information approuvé par l'ordre n° 43759/22-10-76, qui comprend des informations supplémentaires sur les points et aspects du projet et contient les conditions pour participer au concours, la documentation détaillée à préparer par les soumissionnaires potentiels, etc.

Publié par le Département des Travaux Hydrauliques du Ministère des Travaux Publics.

Prix

● DANS LA ZONE DE L'O.C.D.E. LES PRIX A LA CONSOMMATION ont augmenté en moyenne de 0,8 % en septembre, contre 0,5 % en août, en raison d'importations réduites de tarifs publics au Japon. Pour les trois derniers mois connus, le taux annuel d'inflation se situe à 7,5 % (6,1 % de septembre à septembre). Cette moyenne marque toutefois d'amples variations d'un pays à l'autre.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉPARTEMENT DES HAUTS-DE-SEINE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT
SUBDIVISION DES ETUDES FONCIERES ET DE TOPOGRAPHIE
32, quai Goltzius - 92151 SURESNES CEDEX

CHEMIN DÉPARTEMENTAL 128

ÉLARGISSEMENT ENTRE LE CARREFOUR DU C.D. 60

A SCEAUX

ET L'AVENUE ROGER-SALENGRO

A CHATENAY-MALABRY

ENQUÊTE PARCELLAIRE

AVIS

Le public est informé que par arrêté préfectoral du 4 octobre 1976 une enquête parcellaire est prescrite sur le territoire des communes de CHATENAY-MALABRY et SCEAUX concernant l'élargissement du C.D. 128 entre le carrefour du C.D. 60 à SCEAUX et l'avenue Roger-Salengro à CHATENAY-MALABRY.

Les pièces du dossier ainsi qu'un registre d'enquête seront déposés pendant 28 jours, du 15 novembre au 10 décembre 1976 inclus, à la mairie des communes de CHATENAY-MALABRY et SCEAUX afin que les personnes qui le désirent puissent en prendre connaissance de 18 heures à 22 heures et de 14 heures à 17 heures (sauf dimanches et jours fériés) et consigner éventuellement leurs observations sur le registre, ou les adresser par écrit aux maires des communes intéressées ou à M. MELIN Pierre, 1, rue Fissaro, 92151 PARETS, nommé commissaire enquêteur.

A l'issue de cette enquête, les conclusions du commissaire enquêteur seront tenues à la disposition du public dans les mairies de CHATENAY-MALABRY et SCEAUX, les sous-préfectures et préfectures du département aux heures et jours normaux d'ouverture. Cette publication est faite en application de la loi n° 73-1228 du 21 décembre 1975.

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.E.		La ligne	La ligne T.E.
OFFRES D'EMPLOI	40,00	48,70	L'IMMOBILIER	28,00	32,69
"Placards encadrés" 2 col. et +			"Placards encadrés"	34,00	39,70
(la ligne colonne)	42,00	49,04	Double insertion	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,83	"Placards encadrés"	40,00	48,70
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	81,73	L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,69



emplois régionaux

IMPORTANT GROUPE AGRO-ALIMENTAIRE
recherche pour sa zone de vente
GALINA - PERE DODU
pour ouverture de nouveaux bureaux

— **UN DIRECTEUR REGIONAL POUR DIJON**

— **UN DIRECTEUR REGIONAL POUR CHATEAUX**

Adresser manuscrit, photo, réponse et discrétion assurées.

GAMA
B.P. 2,
56001 VANNES CEDEX.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ PRODUITS CHIMIQUES
recrute pour son laboratoire de RECHERCHE EN NORMANDIE

UN INGÉNIEUR
ou licencié ayant expérience des applications alimentaires et de la réologie. Àgé de 25 ans minimum, connaissances en anglais indispensables et souhaitées en allemand ou espagnol.

UN INGÉNIEUR CHIMISTE
OU ÉQUIVALENT
Agé de 25 ans minimum, anglais lu et écrit, ayant des connaissances approfondies, analytiques ou biochimiques.

Adr. C.V., photo et présent. à HAVAS CONTACT,
156, bd Haussmann, 75008 Paris, n° 02.560, qui tr.

offres d'emploi

TELEDIFFUSION DE FRANCE
Etablissement public de l'Etat

DES CADRES ADMINISTRATIFS
pour ses services parisiens et régionaux
titulaires d'un diplôme de licence en droit ou en Sciences Économiques ou d'un diplôme équivalent.

— Les épreuves de sélection auront lieu début décembre 1976.

— Les personnes intéressées par ces recrutements doivent adresser avant le 30 novembre 1976 leur curriculum vitae à :

TELEDIFFUSION DE FRANCE - Division du Personnel
Pièce 618 - B.P. 518 - 21-27, rue Barbès,
92242 MONTROUGE CEDEX.

IMPORTANTE ORGANISATION PROFESSIONNELLE
recherche

COLLABORATEUR DE NIVEAU ÉLEVÉ
(30 ans minimum)

Ayant acquis dans une entreprise ou une organisation professionnelle l'expérience des problèmes économiques, juridiques, comptables.

Intéressant soit un groupe, soit une profession. Prendre rendez-vous 072-46-71, lundi 15 novembre.

autos-vente

Urgent, vend monospace formule bleue av. remorque + bicyclette, tout en excellent état. Prix très intéressant. (10 h) 20-76-24.

les annonces classées du

Monde

sont reçues par téléphone

du lundi au vendredi de 8 h. 30 à 18 h.

ou

233.44.21

Une annonce communiquée avant 15 heures peut paraître dès le lendemain.

L'immobilier

appartem. vente

Paris Rive droite

AV. GEORGES MANDEL côté Tr. gde rive, 3 ch., 2 s. de b., chère serv. + park. - 62-41-42.

TERRES 2 PIÈCES TT CPT, 529-54-29 (tous les matins)

Levallois, 1964, 5° arr., asc. Entrée studio, salle d'eau, 2 pièces, entrée, cuisine, cabinet de toilette, w.c., téléphone. 1. rue Georges Manandel - 57 rue de Valenciennes - 57 rue de Valenciennes - 57 rue de Valenciennes

Paris Rive gauche

M° GODELINS 2° étage Calme Son immeuble pierre et briques 2 pièces, entrée, cuisine, cabinet de toilette, w.c., téléphone. 1. rue Georges Manandel - 57 rue de Valenciennes - 57 rue de Valenciennes - 57 rue de Valenciennes

M° CÉSAR 2° étage Calme 2 pièces + 1 petite pièce entrée, cuisine, cabinet de toilette, w.c., téléphone. 1. rue Georges Manandel - 57 rue de Valenciennes - 57 rue de Valenciennes - 57 rue de Valenciennes

Paris Rive gauche

M° CÉSAR 2° étage Calme 2 pièces + 1 petite pièce entrée, cuisine, cabinet de toilette, w.c., téléphone. 1. rue Georges Manandel - 57 rue de Valenciennes - 57 rue de Valenciennes - 57 rue de Valenciennes

Paris Rive gauche

M° GODELINS 2° étage Calme Son immeuble pierre et briques 2 pièces, entrée, cuisine, cabinet de toilette, w.c., téléphone. 1. rue Georges Manandel - 57 rue de Valenciennes - 57 rue de Valenciennes - 57 rue de Valenciennes

M° CÉSAR 2° étage Calme 2 pièces + 1 petite pièce entrée, cuisine, cabinet de toilette, w.c., téléphone. 1. rue Georges Manandel - 57 rue de Valenciennes - 57 rue de Valenciennes - 57 rue de Valenciennes

Paris Rive gauche

M° GODELINS 2° étage Calme Son immeuble pierre et briques 2 pièces, entrée, cuisine, cabinet de toilette, w.c., téléphone. 1. rue Georges Manandel - 57 rue de Valenciennes - 57 rue de Valenciennes - 57 rue de Valenciennes

M° CÉSAR 2° étage Calme 2 pièces + 1 petite pièce entrée, cuisine, cabinet de toilette, w.c., téléphone. 1. rue Georges Manandel - 57 rue de Valenciennes - 57 rue de Valenciennes - 57 rue de Valenciennes

Paris Rive gauche

M° GODELINS 2° étage Calme Son immeuble pierre et briques 2 pièces, entrée, cuisine, cabinet de toilette, w.c., téléphone. 1. rue Georges Manandel - 57 rue de Valenciennes - 57 rue de Valenciennes - 57 rue de Valenciennes

M° CÉSAR 2° étage Calme 2 pièces + 1 petite pièce entrée, cuisine, cabinet de toilette, w.c., téléphone. 1. rue Georges Manandel - 57 rue de Valenciennes - 57 rue de Valenciennes - 57 rue de Valenciennes

Paris Rive gauche

M° GODELINS 2° étage Calme Son immeuble pierre et briques 2 pièces, entrée, cuisine, cabinet de toilette, w.c., téléphone. 1. rue Georges Manandel - 57 rue de Valenciennes - 57 rue de Valenciennes - 57 rue de Valenciennes

M° CÉSAR 2° étage Calme 2 pièces + 1 petite pièce entrée, cuisine, cabinet de toilette, w.c., téléphone. 1. rue Georges Manandel - 57 rue de Valenciennes - 57 rue de Valenciennes - 57 rue de Valenciennes

Paris Rive gauche

M° GODELINS 2° étage Calme Son immeuble pierre et briques 2 pièces, entrée, cuisine, cabinet de toilette, w.c., téléphone. 1. rue Georges Manandel - 57 rue de Valenciennes - 57 rue de Valenciennes - 57 rue de Valenciennes

M° CÉSAR 2° étage Calme 2 pièces + 1 petite pièce entrée, cuisine, cabinet de toilette, w.c., téléphone. 1. rue Georges Manandel - 57 rue de Valenciennes - 57 rue de Valenciennes - 57 rue de Valenciennes

LA SEMAINE FINANCIÈRE

SUR LES MARCHÉS DES CHANGES

ACCALMIE

Transactions réduites, écarts de cours généralement peu importants : cette semaine tronquée — certaines places financières étaient fermées jeudi 11 novembre — a été calme sur les marchés des changes.

La LIVRE, une fois encore, a retenu l'attention. En repli lundi à la suite de la publication d'un article du Financial Times laissant entendre que le déficit budgétaire serait plus important que prévu, le STERLING s'est redressé, de sorte que le bilan des cinq séances lui a été défavorable.

Le DOLLAR, en repli lundi, mieux disposé le lendemain, a finalement fait de même, à l'inverse du FRANCO FRANÇAIS, qui s'est bien comporté, et du DEUTSCHEMARK en progrès.

Une semaine pour rien, est-on tenté d'écrire, tant il est vrai que les écarts de cours constatés paraissent peu significatifs. Manifestement, les opérateurs ont éprouvé le besoin de souffler.

Cours moyens de clôture comparés d'une semaine à l'autre
(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	\$ U.S.	Franc suisse	Mark	Franc belge	Flarin	Lira
Londres...	162,35	3,8558	2,0615	3,5175	60,2218	4,0933	1,4947
	162,30	3,8558	2,0615	3,5175	60,2218	4,0933	1,4947
New-York...	162,35	3,8558	2,0615	3,5175	60,2218	4,0933	1,4947
	162,30	3,8558	2,0615	3,5175	60,2218	4,0933	1,4947
Paris...	162,35	3,8558	2,0615	3,5175	60,2218	4,0933	1,4947
	162,30	3,8558	2,0615	3,5175	60,2218	4,0933	1,4947
Zurich...	162,35	3,8558	2,0615	3,5175	60,2218	4,0933	1,4947
	162,30	3,8558	2,0615	3,5175	60,2218	4,0933	1,4947
Bruxelles...	162,35	3,8558	2,0615	3,5175	60,2218	4,0933	1,4947
	162,30	3,8558	2,0615	3,5175	60,2218	4,0933	1,4947
Amsterdam...	162,35	3,8558	2,0615	3,5175	60,2218	4,0933	1,4947
	162,30	3,8558	2,0615	3,5175	60,2218	4,0933	1,4947
Milan...	162,35	3,8558	2,0615	3,5175	60,2218	4,0933	1,4947
	162,30	3,8558	2,0615	3,5175	60,2218	4,0933	1,4947

La fermeture de plusieurs marchés des changes, le 11 novembre, n'incitant guère, il est vrai, à prendre des initiatives, et ce d'autant que les incertitudes sont nombreuses en cette période. En ce qui concerne la LIVRE, par exemple, le marché considère maintenant comme acquis — à tort ou à raison — que « quelques choses » se feront pour sauver le STERLING. Mais quel ? Comment ? Quand ? Les rumeurs vont bon train. On a ainsi évoqué la réunion des ministres des finances des pays du Nord. Encore bien orienté mercredi, le fléchissement du nouveau jeudi sur la crainte de voir les dockers déclencher une grève dans les ports suite au projet de loi qui leur était défavorable. Après s'être fortement redressée dans la matinée de vendredi, la devise britannique a de nouveau baissé dans l'après-midi, à l'annonce d'une hausse de 1,8 % des prix de détail en

LES MATIÈRES PREMIÈRES

Nouvelle et légère hausse du cuivre

MÉTAL. — Nouvelle et lente progression des cours du cuivre au Metal Exchange de Londres, malgré l'augmentation persistante d'évaluations britanniques, qui s'élève à 125 tonnes Y+ 3750 tonnes. Le conseil intergouvernemental des pays exportateurs de cuivre se réunira à la fin du mois à Santiago (Chili) pour étudier les moyens de stabiliser les prix du métal à un niveau rémunérateur pour les producteurs.

Les cours de l'étain ont été soutenus tant à Londres qu'à Singapour. La Chine pourrait devenir un cours des prochaines années important de son économie.

FAIBLES VARIATIONS des cours du zinc à Londres dans l'attente d'une éventuelle réduction du prix des producteurs européens plus à 72 \$ le tonne et supérieur au niveau du marché.

En corrélation avec la hausse de l'or, les cours de l'argent se sont relevés à Londres. Le disponible s'élève à 273,80 pence l'once troy et le trois mois à 284 pence contre 277,25 pence.

TEXTILES. — Repli des cours de la laine sur les marchés à terme. Aux ventes aux enchères en Australie, les prix ont fléchi. Aussi la commission s'est-elle retirée du marché afin de ne pas accentuer le mouvement de baisse et liquidant une partie de ses réserves.

CAOUTCHOUC. — Avance sensible des cours du naturel sur les places commerciales. La Chine pourrait acheter 30 000 tonnes de naturel à la Malaisie. Les représentants des pays producteurs se réuniront prochainement à Kuala Lumpur (Malaisie) pour étudier la constitution d'un stock régulateur de 100 000 tonnes dont le fonctionnement serait assuré par celui de l'étain.

DÉTERGENTS. — La progression s'est poursuivie au même rythme sur les cours du caoutchouc enregistrent des gains moyens de l'ordre de 7 %. La perspective d'une récolte mondiale décevante, même de l'ordre de 20 % est à l'origine de cette flambée des prix.

NOUVELLE ET SENSIBLE progression des cours du café. Les prix d'exportation vietnamiens d'été ont augmenté dans plusieurs pays, et la récolte en Angola risque d'être encore inférieure aux dernières prévisions.

CÉRÉALES. — Plus bas des cours de maïs sur le marché des grains de Chicago. Le département américain de l'Agriculture évalue la récolte des États-Unis à 6 663 millions de boisseaux, récolte supérieure de 28 millions de boisseaux à l'estimation d'été et d'un mois et de 5 % à la précédente récolte.

LE MARCHÉ MONÉTAIRE

La détente se poursuit

Tant vaut le franc, tant valent les taux d'intérêt. La tenue relativement satisfaisante de notre monnaie sur les marchés des changes a permis à la Banque de France de poursuivre sa politique de détente : en quatre séances, le loyer de l'argent au jour le jour a encore baissé de 5/8 % revenant à 10 15/16 % à 10 5/16 %. En deux semaines, le fléchissement dépasse 1 %. Ce faisant, les autorités monétaires se fixent deux objectifs. Le premier est de profiter du retour au calme sur le front des changes, tout au moins en ce qui concerne le franc, pour se redonner les moyens d'intervenir à nouveau en relevant massivement les taux.

Le second, en le montrant, est de revenir à une hiérarchie des taux plus normale, plaçant le court terme à sa place, c'est-à-dire bien au-dessous du long terme. À 10 5/16 %, le loyer de l'argent au jour le jour vient de retomber au-dessous du taux d'escompte officiel (10,50 %), et bien plus encore celui de l'argent à terme, le un mois s'établissant à 10 1/8 % - 10 1/4 %.

Du coup, un optimisme prudent s'est répandu dans les milieux financiers. On continue à y redouter une nouvelle flambée au cas où le franc subirait une nouvelle attaque, mais dans l'immédiat, la baisse est bien accueillie. Carpe diem, « cueille le jour » disait autrefois le poète latin Horace.

Si cette baisse pouvait ramener les taux au-dessous et au voisinage du taux de base des banques (9,60 %), ces dernières seraient bien aises ; elles y trouveraient moins matière à récri-

miner contre la contraction de leurs marges. De leur côté, les pouvoirs publics pourraient plus facilement imposer le maintien de ce taux, de façon à ne pas grever les coûts de production au moment où ils veulent les contenir.

Sur le long terme, le vent a paru tourner en fin de semaine. Certes, la nouvelle hausse est un fait réel, le taux nominal de 11 % étant acquis pour les obligations de première catégorie après les 600 millions de francs de la C.A.R.C.I. au début de la semaine, les 800 millions de francs des P.T.T. la semaine prochaine et les 400 millions de francs de la S.N.C.F. le 22 novembre. Celui de 11,40 % pour la seconde catégorie va être lundi prochain avec l'émission de la S.O.P.A.I. Mais beaucoup se demandent si le plafond n'est pas atteint et si une détente ne pourrait pas s'amorcer au premier trimestre 1977.

En attendant, plaignons le Crédit agricole qui, deux jours après avoir lancé son grand emprunt de 2,15 milliards de francs à 10,60 %, a vu la barre à 11,2 % et y a dû de quoi gêner une émission (pour ne pas dire plus). Heureusement que cet établissement possède un solide réseau de placement. À l'origine de ce réajustement aussi brusque que tardif, on trouve peut-être l'obligation de maintenir un délai décent après le lancement, le 11 octobre dernier, de l'emprunt « national » de 3,5 milliards de F à 10,60 %.

On sait que cet emprunt s'est assez mal placé, précisément dans l'attente d'une hausse des taux.

FRANÇOIS RENARD.

صكنا من الامل

